

Alexander  
Mikaberidze

**LES  
GUERRES  
NAPOLEONIENNES**

**UNE HISTOIRE  
GLOBALE**

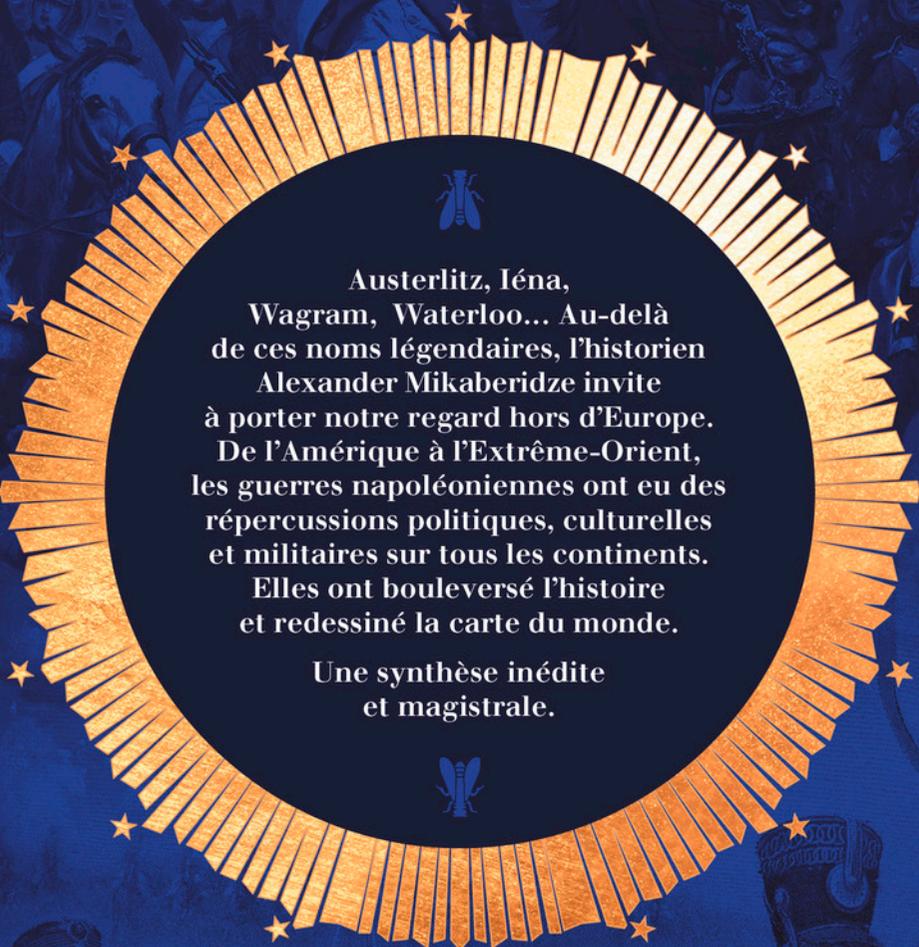
Flammarion

*– Personne ne pourra jamais comprendre cette époque  
sans avoir lu cet ouvrage –*

Thierry Lentz  
Directeur de la Fondation Napoléon

*– Un véritable chef-d'œuvre –*

Andrew Roberts



Austerlitz, Iéna,  
Wagram, Waterloo... Au-delà  
de ces noms légendaires, l'historien  
Alexander Mikaberidze invite  
à porter notre regard hors d'Europe.  
De l'Amérique à l'Extrême-Orient,  
les guerres napoléoniennes ont eu des  
répercussions politiques, culturelles  
et militaires sur tous les continents.  
Elles ont bouleversé l'histoire  
et redessiné la carte du monde.

Une synthèse inédite  
et magistrale.

Flammarion

  
2021  
ANNÉE NAPOLEÓN  
FondationNapoléon.org

Avec le soutien de  
la Fondation Napoléon

**CNL**  
CENTRE  
NATIONAL  
DU LIVRE

**LES  
GUERRES  
NAPOLÉONIENNES**

**UNE HISTOIRE  
GLOBALE**

Titre original : *The Napoleonic Wars. A Global History*

© Oxford University Press, 2020

© Flammarion, Paris, 2020.

ISBN : 978-2-0815-2154-4

Alexander  
Mikaberidze

**LES  
GUERRES  
NAPOLÉONIENNES**  
**UNE HISTOIRE  
GLOBALE**

*Traduction de l'anglais (États-Unis)  
par Thierry Piélat*

Flammarion



*Pour Anna*



*Je suis appelé à changer le monde.*  
Napoléon à son frère, Joseph

*Nous avons gagné un empire par la force armée,  
et il doit continuer de reposer sur la force armée, sinon il sera  
vaincu de la même manière par une puissance supérieure.*

Comité secret de la Compagnie britannique  
des Indes orientales

*Ce Napoléon, quel homme ! Il a parcouru la vie à grands pas  
comme un demi-dieu, de bataille en bataille, de victoire  
en victoire... On peut dire qu'il était dans un état permanent  
d'illumination, ce pourquoi son destin a été le plus brillant qu'on  
ait jamais vu et qu'on ne reverra probablement jamais.*

Johann Wolfgang von Goethe

*L'Histoire n'est pas le terrain dans lequel croît le bonheur.  
Les périodes de bonheur sont les pages blanches de l'Histoire.*

Georg Wilhelm Friedrich Hegel



## Introduction

On a longtemps considéré que les guerres napoléoniennes formaient un tout avec les guerres de la Révolution française : un seul et unique conflit qui dura vingt-trois ans, opposa la France à des alliances fluctuantes entre puissances européennes et aboutit à une hégémonie française de courte durée sur la majeure partie de l'Europe. Entre 1792 et 1815, le continent européen fut plongé dans la tourmente, un véritable maelström de bouleversements. La Révolution française déclencha une vague de changements politiques, sociaux, culturels et militaires, que Napoléon porta hors des frontières du pays. L'échelle et l'intensité du conflit qui s'ensuivit furent immenses. Jamais les États européens n'avaient mobilisé autant de ressources civiles et militaires que durant cette période. De plus, cet affrontement des grandes puissances prit une dimension proprement planétaire. Les guerres napoléoniennes ne furent pas le premier conflit à couvrir le globe – ce mérite peu enviable revient probablement à la guerre de Sept Ans, que Winston Churchill qualifia de première « guerre mondiale ». Mais, par leur ampleur et leur impact, elles éclipsèrent tous les autres conflits européens ; au XIX<sup>e</sup> siècle, on les qualifia de « Grande Guerre ». Bien que provoquée par des rivalités au sein de l'Europe, les guerres napoléoniennes entraînèrent partout dans le monde des luttes pour la suprématie coloniale et commerciale et, par leur envergure, leur portée et leur violence, elles constituent un des plus grands conflits de l'Histoire. En s'efforçant d'établir l'hégémonie française, Napoléon devint indirectement l'architecte de l'indépendance de l'Amérique du Sud,

remodela le Moyen-Orient, affermit les ambitions impérialistes de la Grande-Bretagne et contribua à l'essor de la puissance américaine.

La France révolutionnaire fut entraînée dans la guerre dès le printemps 1792. Dans les premiers temps, les Français aspiraient à défendre les acquis de la Révolution, mais, à mesure que la guerre se propageait, les armées diffusaient ses effets dans les États voisins. Avec l'ascension au pouvoir du général Napoléon Bonaparte, les objectifs de la guerre redevinrent ce qu'ils avaient été sous les Bourbons : expansion territoriale et hégémonie continentale. Né en Corse dans une famille noble désargentée d'origine italienne, Bonaparte fit ses études dans des écoles militaires françaises et fut versé comme lieutenant dans l'artillerie en 1785. La Révolution, à laquelle il avait été favorable malgré ses origines aristocratiques, ouvrait des perspectives de carrière qui, autrement, auraient été inimaginables pour un jeune capitaine venu d'un lointain avant-poste de l'Empire français. Gravissant rapidement les échelons des nouvelles armées révolutionnaires, il reçut le commandement des forces françaises chargées d'envahir l'Italie en 1796. Il remporta des victoires éclatantes qui, non seulement apportèrent à la France l'Italie du Nord, mais contribuèrent également à mettre un terme à la guerre de la Première Coalition, comme on appela la tentative initiale pour empêcher l'expansion de la France au-delà de ses frontières. La campagne suivante de Bonaparte, en Égypte, fut un fiasco et se conclut par la retraite des Français. En revanche, elle conforta sa réputation de chef militaire hors pair, qui l'aïda à renverser le gouvernement français en novembre 1799. Une décennie de soulèvements et d'incertitudes révolutionnaires avait rendu un gouvernement ferme, ainsi que l'ordre et la stabilité qu'il garantissait, plus attrayants que les idées et promesses des révolutionnaires radicaux.

Malgré sa jeunesse (il fêta ses trente ans en 1799), le talentueux général Bonaparte se révéla doué d'autorité. Après avoir pris le pouvoir par un coup d'État, il adopta le titre de Premier consul de la République et mena une politique intérieure ambitieuse pour stabiliser le pays. Les réformes de 1800-1804 consolidèrent les acquis révolutionnaires, et le fameux Code Napoléon réaffirma les principes fondamentaux de la Révolution : égalité de

tous les citoyens devant la loi et inviolabilité de la propriété privée. Ni révolutionnaire ni maniaque du pouvoir, Bonaparte instaura en France une forme de despotisme éclairé masqué par une façade d'idéaux démocratiques. Seul le chef suprême, et non le peuple, détenait le pouvoir souverain. Bien que des spécialistes le qualifient d'« enfant de la Révolution », il serait plus juste de voir en lui un héritier des Lumières. Bonaparte tolérait mal le chaos, le désordre et les changements socio-économiques radicaux que la Révolution avait tendance à engendrer. En diverses occasions, il exprima ouvertement son dédain pour les foules qui avaient marqué de manière décisive le cours de la Révolution française. Il préférait les traditions associées au rationalisme et à une autorité politique forte, ainsi qu'à la tolérance et à l'égalité devant la loi. Fidèle aux principes du despotisme éclairé, il s'efforça de bâtir un État français fort en donnant au peuple ce dont, selon lui, il avait besoin, sans jamais envisager d'adhérer à la démocratie républicaine ni d'abandonner la souveraineté à la volonté populaire.

Bonaparte, qui fut proclamé empereur des Français sous le nom de Napoléon en 1804, est considéré comme l'un des plus grands chefs militaires de tous les temps, mais ses contributions originales à l'art de la guerre restent limitées. Son génie tenait à sa capacité de faire la synthèse d'innovations et d'idées antérieures et de les appliquer de manière efficace et cohérente. Entre 1805 et 1810, après avoir écrasé trois coalitions européennes, la France apparut comme la puissance continentale dominante, dont l'empire s'étendait de la côte atlantique de l'Espagne aux plaines de Pologne. Dans leur sillage, les armées françaises suscitérent des changements importants en Europe. À cet égard, on peut voir en Napoléon « la Révolution incarnée », ainsi que l'a décrit l'homme d'État autrichien Klemens Wenzel von Metternich, ce qu'il faut comprendre en termes pratiques plutôt qu'idéologiques. Après son accession au pouvoir, Napoléon perdit le zèle idéologique radical qui avait caractérisé ses jeunes années. Mais, pour vaincre la France, les monarchies européennes furent contraintes de suivre la voie des réformes et d'adopter certains éléments de l'héritage révolutionnaire, tels qu'une centralisation administrative accrue, des réformes militaires, la transformation

de sujets royaux en citoyens, éveillant ainsi chez eux le sentiment de leurs droits tout en détournant également leur énergie et leur patriotisme pour défaire un ennemi extérieur. Bref, elles durent recourir aux idées françaises contre la France.

Les guerres napoléoniennes ne devraient pas être perçues simplement comme le prolongement des luttes révolutionnaires. Il est plus juste de les envisager dans le contexte des guerres du XVIII<sup>e</sup> siècle. Entre 1803 et 1815, les puissances européennes poursuivirent à maintes reprises des objectifs nationaux traditionnels. On relève deux grandes constantes. L'une est la détermination de la France à créer un nouvel ordre international, susceptible d'engendrer à son tour un pouvoir hégémonique. De ce point de vue, les politiques suivies par Napoléon et la manière dont l'Europe y réagit font écho au règne de Louis XIV et aux efforts de la Grande Alliance pour contenir l'expansionnisme français et préserver le fragile équilibre du pouvoir en Europe. La France révolutionnaire ajouta un élément idéologique important aux guerres napoléoniennes, mais elle ne gomma pas pour autant les questions géopolitiques découlant de rivalités antérieures.

L'autre constante était la vieille rivalité franco-britannique, qui exerça une influence considérable sur le cours des événements. La France resta officiellement en guerre avec la Grande-Bretagne pendant vingt ans (240 mois, à partir de 1792), bien plus longtemps qu'avec l'Autriche (108 mois, à partir de 1792), la Prusse (58 mois, à partir de 1792 également) ou la Russie (55 mois, à partir de 1798). En outre, entre 1792 et 1814, la dette nationale de la Grande-Bretagne fit plus que tripler, et le pays dépensa la somme astronomique de 65 millions de livres sterling pour financer ses guerres contre Napoléon. De fait, on peut considérer les guerres révolutionnaires et napoléoniennes comme une nouvelle phase de ce qu'on a parfois appelé la Seconde Guerre de Cent Ans. Celle-ci opposa la France et la Grande-Bretagne de 1689, quand la France apporta son soutien au renversement du roi Jacques II à la suite de la Glorieuse Révolution, à 1815, date à laquelle les rêves impériaux français se fracassèrent à Waterloo. Comme dans les conflits antérieurs (parmi lesquels la guerre de Succession espagnole, mais également la guerre de Succession

autrichienne et celle de Sept Ans), ces deux puissances luttèrent pour la domination, non seulement de l'Europe, mais aussi des Amériques, de l'Afrique, de l'Empire ottoman, de l'Iran, de l'Inde, de l'Indonésie, des Philippines, de la Méditerranée et de l'océan Indien.

La détermination (et la capacité) de la Grande-Bretagne était telle que son gouvernement persista dans son opposition inébranlable à Napoléon, même quand il se retrouva à lutter seul pendant des années. Cependant, la Grande-Bretagne était le plus souvent au cœur d'un large éventail de coalitions qui s'évertuaient à contrecarrer les efforts de l'empereur des Français pour construire un empire à l'échelle de l'Europe. Dès qu'une coalition se brisait, Londres s'efforçait d'en mettre sur pied une nouvelle, financée par des réseaux commerciaux en pleine expansion et un développement industriel accéléré. La rivalité entre la Grande-Bretagne et la France était de fait la lutte entre deux nations soucieuses de bâtir des empires. La France menaçait, cajolait, intimidait les gouvernements voisins du continent, mais la Grande-Bretagne faisait de même, usant de sa puissance économique et navale pour construire et protéger un empire commercial mondial. Comme l'a dit un dirigeant britannique en 1799, « c'est un axiome applicable à la conduite d'une guerre de grande envergure que notre principal effort devrait être de priver nos ennemis de leurs possessions coloniales. Ce faisant, nous réduisons leur puissance tout en accroissant les ressources commerciales qui sont la base de notre force maritime <sup>1</sup> ».

Les guerres révolutionnaires et napoléoniennes occupent les historiens depuis deux siècles. Des milliers d'ouvrages ont été écrits sur Napoléon lui-même et, si l'on y ajoute ceux traitant de sujets connexes – les campagnes, la politique et la diplomatie de Napoléon, ainsi que ses opposants et alliés –, on en dénombre certainement des centaines de milliers. Au cours de la dernière décennie en particulier, on a publié plus d'une douzaine de biographies de Napoléon. Les rayons de toute librairie digne de ce nom ploient sous le poids des livres consacrés aux guerres napoléoniennes.

Cependant, je crois fermement que l'histoire de ces guerres est bien plus complexe que ne le laisse entendre la démarche

traditionnelle, qui considère l'époque soit comme la toile de fond de la vie de Napoléon, soit comme le moyen d'étudier les guerres de coalition intermittentes de l'Europe d'alors. Il existe certes un vaste corpus de travaux érudits sur les armées et la diplomatie de l'époque napoléonienne – *The Transformation of European Politics* de Paul Schroeder en est l'un des meilleurs exemples –, mais leur perspective reste limitée à l'Europe. Les quelques études qui vont au-delà du continent européen sortent peu du cadre de la rivalité franco-britannique et ne prennent guère en considération les événements extérieurs à celui-ci. Très récemment, par exemple, l'historien britannique Charles Esdaile a écrit le magistral *Napoleon's Wars. An International History*, « une histoire des guerres napoléoniennes qui reflète leur dimension pan-européenne et pas seulement française<sup>2</sup> ». Pourtant, une fois encore, dans son propos, l'ouvrage concerne essentiellement l'Europe. L'historiographie française des guerres napoléoniennes est vaste, diverse, et compte des milliers d'ouvrages. Des générations d'historiens – Adolphe Thiers, Albert Sorel, Georges Lefebvre, Jean Thiry, Jean Tulard, Jean Tranié, Jacques-Olivier Boudon, Thierry Lentz et d'autres encore – ont écrit de grands livres centrés pour l'essentiel sur l'Europe. Il existe en outre d'excellentes études individuelles – mais plus rares – sur l'impact de ces guerres dans certaines régions du monde, à l'instar de l'ouvrage d'Édouard Driault, *La Politique orientale de Napoléon*<sup>3</sup>.

Mon intention est de compléter l'histoire de ces guerres en montrant qu'entre 1792 et 1815, les affaires européennes ne peuvent être isolées du reste du monde. Les ondes de choc qui se sont propagées depuis la France à partir de 1789 ont tendance à faire oublier que les guerres révolutionnaires et napoléoniennes ont eu des répercussions planétaires. Austerlitz, Trafalgar, Leipzig et Waterloo occupent des places de choix dans l'histoire de ces guerres, mais nous ne devons pas oublier Buenos Aires, La Nouvelle-Orléans, Queenston Heights, Ruse, Aslanduz, Assaye, Macao, Oravais et Alexandrie. On ne peut comprendre pleinement l'importance de cette période sans prendre en compte les expéditions britanniques en Argentine et en Afrique du Sud, les intrigues diplomatiques franco-britanniques en Iran et dans

l'océan Indien, les manœuvres franco-russes dans l'Empire ottoman et les luttes entre Russes et Suédois pour s'approprier la Finlande. Loin d'être de simples péripéties de l'Histoire, elles lui donnent tout son sens.

Replacer les guerres napoléoniennes dans un contexte mondial montre que leurs effets à long terme ont été bien plus importants outre-mer que sur le continent européen. Napoléon fut vaincu et son empire rayé de la carte d'Europe. Pourtant, dans le même temps, la Grande-Bretagne consolidait sa puissance impériale en Inde, une évolution cruciale qui lui permit d'exercer un pouvoir hégémonique au XIX<sup>e</sup> siècle. La construction de cet empire exigea d'immenses investissements humains et matériels. Les Britanniques moururent en plus grand nombre au cours des campagnes sporadiques dans les Indes orientales et occidentales – les Antilles – qu'en Espagne et au Portugal pendant la guerre d'Indépendance espagnole<sup>4</sup>. Et ce n'est pas seulement l'expansion britannique qui confère à cette période une importance mondiale. Au début du XIX<sup>e</sup> siècle, la Russie persévéra dans ses visées coloniales en Finlande, en Pologne et dans le nord-est du Pacifique, tout en cherchant à s'étendre aux dépens de l'Empire ottoman et de l'Iran dans la péninsule balkanique et dans le Caucase. Rien que dans l'Atlantique, on assista durant les guerres napoléoniennes à une âpre compétition entre trois empires européens établis et la jeune république américaine, chacun cherchant à s'agrandir au détriment de ses rivaux. Les États-Unis agrandirent de plus du double la superficie de leur territoire grâce à l'achat de la Louisiane aux Français et défièrent la Grande-Bretagne durant la guerre de 1812. Aux Antilles, la Révolution française catalysa la rébellion haïtienne, la révolte des esclaves la plus lourde de conséquences du pourtour atlantique. L'occupation de l'Espagne par Napoléon en 1808 déclencha en Amérique latine des mouvements d'indépendance qui mirent fin à l'empire colonial espagnol et créa une nouvelle situation politique dans la région. Des changements considérables se produisirent également dans le monde islamique, où des soulèvements politiques, sociaux et économiques au sein de l'Empire ottoman posèrent l'épineuse « question d'Orient ». En Égypte, les invasions françaises et britanniques de 1798-1807 aboutirent à l'ascension au pouvoir de

Mehmet Ali et, ultérieurement, à l'essor d'un puissant État égyptien qui allait peser sur les affaires du Moyen-Orient jusqu'à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. L'Afrique du Sud, le Japon, la Chine et l'Indonésie n'échappèrent pas non plus aux effets des conflits entre les puissances européennes.

Durant plus de vingt ans j'ai étudié et enseigné l'histoire napoléonienne. Et je crois qu'il est désormais urgent d'envisager cette période dans une perspective globale. Vérité incontournable de l'Histoire, les conséquences des actions se font sentir bien longtemps après les faits, ce qu'illustre clairement la période en question. Les guerres napoléoniennes ont infléchi l'évolution de nombreuses régions du monde et, sans elles, la Révolution serait restée une affaire en grande partie européenne, d'une influence limitée sur le monde extérieur. Mais les ambitions de la France et les efforts du reste de l'Europe pour les contrarier eurent pour effet de répandre la guerre aux quatre coins du monde. Comme le fit remarquer un historien américain, « en partie délibérément, en partie malgré lui, Napoléon fit de la Révolution un événement crucial de l'histoire européenne et mondiale<sup>5</sup> ».

Ce livre se divise en trois parties. La première donne une vue d'ensemble de la période révolutionnaire, des premiers jours de la Révolution française en 1789 à l'accession au pouvoir du général Napoléon Bonaparte en 1799. Elle fournit l'arrière-plan des événements ultérieurs, car il serait impossible de comprendre les guerres napoléoniennes sans se pencher sur la décennie qui les a précédées. La deuxième partie s'organise de manière chronologique et géographique, pour suivre des événements qui se déroulaient simultanément à travers le monde. Elle commence en 1801-1802, lorsque l'Europe est en paix, et passe en revue les efforts de Napoléon pour consolider les acquis de la France au lendemain des guerres révolutionnaires, ainsi que les réactions que ces efforts ont provoquées en Europe. Les chapitres 8 et 9 sont plus particulièrement consacrés aux tensions franco-britanniques, qui dégénèrent en un conflit qui embrase tout le continent. Dans les chapitres suivants, on délaisse l'Europe occidentale et centrale pour considérer d'autres zones de conflit, telles que la Scandinavie, la péninsule balkanique, l'Égypte, l'Iran, la Chine,

le Japon et les Amériques, et constater ainsi la portée des répercussions des guerres napoléoniennes. La troisième et dernière partie retrace la chute de l'empire napoléonien. À ce moment-là, les guerres ayant quasiment pris fin en Asie, les conflits se recentrent sur l'Europe et l'Amérique du Nord, et le récit culmine avec la défaite de Napoléon et la convocation du Congrès de Vienne. Le chapitre de conclusion donne un aperçu du monde au lendemain des guerres.

En entreprenant la rédaction de ce livre, j'ai dû inévitablement me montrer très sélectif, et beaucoup de questions n'ont pas été abordées ou développées. J'espère néanmoins que mes choix ne détourneront pas du propos de l'ouvrage et montreront comment et pourquoi les guerres napoléoniennes et ceux qui les ont menées ont influé sur le cours de l'Histoire partout dans le monde.



## Le prélude révolutionnaire

**L**E 17 FÉVRIER 1792, William Pitt (le Jeune), Premier ministre britannique, prononça son allocution traditionnelle sur le budget devant la Chambre des communes. Sur l'état de la Grande-Bretagne, il émit sa fameuse prophétie : bien que la prospérité ne soit pas encore assurée, « il n'y a jamais eu encore de période dans l'histoire de ce pays où, au niveau européen, on a pu plus raisonnablement que maintenant s'attendre à une quinzaine d'années de paix <sup>1</sup> ». Deux mois plus tard commençait une guerre qui allait entraîner la Grande-Bretagne dans un bourbier pendant deux décennies.

À la lecture du discours de Pitt, on ne peut que se demander comment le Premier ministre a pu se tromper à ce point et pourquoi, au lieu de quinze ans de paix, la Grande-Bretagne a connu vingt-trois ans de guerre. On ne saurait surestimer le rôle de la Révolution française. La décennie révolutionnaire inaugurée par les événements de 1789 amena en France des transformations institutionnelles, sociales, économiques, culturelles et politiques, suscitant inspiration ou aversion dans toute l'Europe et au-delà. Les guerres qu'elle provoqua – qui de l'avis général durèrent de 1792 à 1802 – furent le premier conflit européen global depuis la guerre de Sept Ans (1756-1763), cinquante ans plus tôt. Les idéaux et institutions révolutionnaires se répandirent par la force, l'émulation, la rhétorique et les pratiques qu'ils suscitèrent ont contribué à forger la culture politique moderne.

Les débats sur les origines de la Révolution française portent en eux un paradoxe. Ceux qui y ont participé, comme les commentateurs ultérieurs, y voient un événement mondial, et pourtant aucun d'entre eux n'en a cherché les causes mondiales. De fait, la plupart des études proposent des explications internes, fondées sur la prémisse que seule la situation intérieure de la France fournit un cadre de référence pertinent pour les événements révolutionnaires. Le récit traditionnel des guerres révolutionnaires suit un schéma spécifique : il débute vers 1792 et se focalise sur les événements d'Europe de l'Ouest, notamment les efforts de la France pour protéger les acquis de sa révolution contre les menées des monarchies voisines. Celles-ci furent cependant contraintes l'une après l'autre d'accepter la paix avec les Français. Mais cette façon d'aborder le sujet offre une perspective trop étroite et ignore des évolutions importantes dans d'autres parties du monde, évolutions rendues possibles par la vulnérabilité politique et militaire de la France. La Révolution et les guerres révolutionnaires se sont déroulées au milieu des tensions politiques préexistantes qui laissaient voir la faiblesse de la France et encourageaient les ambitions impérialistes des puissances européennes ailleurs dans le monde. De fait, les événements survenus en Europe de l'Est et du Sud-Est, dans le nord-est du Pacifique et aux Antilles eurent des conséquences majeures sur la politique internationale et sur la situation de l'Europe à la veille de la Révolution.

Ces vingt dernières années, deux approches différentes ont envisagé la Révolution française dans un contexte plus large. Empruntant la voie ouverte par Robert R. Palmer et Jacques Godechot, des historiens ont commencé à s'intéresser aux expériences partagées et aux relations au sein du monde atlantique, étudiant la circulation des idées, des personnes et des marchandises autour de l'océan Atlantique<sup>2</sup>. Plus récemment, ce « modèle atlantique » a été approfondi pour rendre compte du caractère mondial du commerce, de la finance et de la colonisation au XVIII<sup>e</sup> siècle. Ce nouveau modèle fonctionne dans un cadre géographique beaucoup plus large et décrit la période comprise entre 1770 et 1830 comme une ère de « révolutions



impériales » – plutôt que comme l'« Âge de la révolution démocratique », ainsi que l'a qualifiée Palmer – révolutions qui furent précipitées par la compétition coloniale et les guerres menées par les nations européennes colonisatrices<sup>3</sup>.

Quel que soit le modèle choisi, une chose est claire : la Révolution fut hâtée par une multitude de problèmes politiques, financiers, intellectuels et sociaux complexes, dont beaucoup avaient leur origine hors de France. Parmi les évolutions les plus cruciales, il faut mentionner la formation de liens commerciaux entre l'Asie, l'Afrique, l'Europe et les Amériques au XVI<sup>e</sup> siècle et l'apparition de circuits commerciaux à l'échelle mondiale au XVII<sup>e</sup> siècle. Ces changements se produisirent dans un contexte de féroce compétition européenne pour l'hégémonie diplomatique, militaire et économique. Au milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle, participer à l'économie mondiale en pleine expansion était d'une importance cruciale pour les puissances européennes rivales, qui cherchaient à accéder au commerce transcontinental et à le maîtriser en construisant de puissantes flottes, en créant des compagnies commerciales à charte, en encourageant l'expansion coloniale outre-mer et en pratiquant la traite transatlantique des esclaves<sup>4</sup>.

Malgré les revers politiques et militaires subis pendant la guerre de Sept Ans, la France ne se contenta pas de conserver sa part de la traite atlantique des esclaves et du commerce dans l'océan Indien au cours des années 1760 et 1770, elle l'accrut considérablement. La traite atteignit son point culminant à la veille de la Révolution : les Français transportèrent 283 897 esclaves entre 1781 et 1790, contre 277 276 pour les Britanniques et 254 899 pour les Portugais<sup>5</sup>. Entre 1787 et 1792, les navires français qui doubleraient le cap de Bonne-Espérance à destination de l'Inde étaient plus nombreux que les britanniques<sup>6</sup>. En dépit des revers de la guerre de Sept Ans, les Français conservèrent un véritable empire commercial fondé sur des réseaux en Amérique, dans l'océan Indien et en Afrique, mais également soutenu par un système bancaire qui prit rapidement une dimension mondiale et devint capable de financer le volume croissant du commerce international<sup>7</sup>.

Une arme à double tranchant. La France était dépendante de l'argent espagnol, métal importé en grandes quantités pour répondre à la demande de la frappe de monnaie française et soutenir l'ensemble du système financier et politique de l'époque<sup>8</sup>. Mais les circonstances menacèrent l'approvisionnement en ce métal. Dans les années 1780, la toute nouvelle Banque nationale espagnole mit en place un contrôle renforcé de l'exportation de devises afin de protéger la position de l'Espagne sur les marchés internationaux, et le gouvernement espagnol reconsidéra le statut commercial de nation la plus favorisée dont bénéficiait la France depuis longtemps. Touchée de plein fouet, l'industrie manufacturière française dut faire face à des droits de douane plus élevés et à la concurrence plus âpre de ses rivaux européens<sup>9</sup>. La signature du traité commercial anglo-français de 1786, qui impliquait la réduction bilatérale des droits de douane, fut également préjudiciable à l'économie française, car il permettait l'entrée des textiles et des produits industriels britanniques sur le marché français, ce qui nuisit considérablement aux manufactures du pays<sup>10</sup>.

Le commerce français en Inde laissait beaucoup à désirer. Ses navires qui faisaient la route de l'Inde étaient, en moyenne, plus petits que ceux de ses concurrents. Contrairement à la Compagnie britannique des Indes orientales (BEIC, *British East India Company*), qui rapportait au pays des marchandises d'une valeur au moins trois fois supérieure à celle des espèces acheminées en Inde, la France présentait une balance commerciale tout juste équilibrée. Entre 1785 et 1789, la Compagnie française des Indes orientales exporta des marchandises et des espèces d'une valeur de 58 millions de livres et n'en importa que pour 50 millions de livres<sup>11</sup>. Les marchandises importées posaient également d'autres problèmes, et les efforts de la monarchie française pour établir un monopole sur le tabac et protéger son industrie textile des importations asiatiques contribuèrent en réalité à la croissance d'une économie clandestine qui prit rapidement une ampleur considérable et eut d'importantes répercussions politiques<sup>12</sup>. Pour éliminer cette économie parallèle, les Français durent opérer des changements institutionnels, en particulier développer la Ferme générale, une compagnie de financement privée qui, à

partir de 1726, prit à bail le droit de recouvrer les impôts indirects (sur le tabac, le sel, la bière, le vin et divers autres produits), à charge pour elle de consentir d'énormes prêts à la Couronne<sup>13</sup>. À la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, la Ferme générale entretenait une véritable armée de quelque vingt mille agents, assistée d'une commission réorganisée de justice criminelle (financée par la Ferme) qui jugeait sévèrement les affaires de contrebande, en particulier celles portant sur le sel et le tabac. Les mesures prises pour éradiquer cette économie parallèle permirent d'engager des poursuites contre des dizaines de milliers de personnes et aboutirent à l'extension du système pénitentiaire français<sup>14</sup>. Des recherches récentes montrent que la grande majorité (environ 65 %) des rébellions contre l'impôt, forme la plus courante de protestation au XVIII<sup>e</sup> siècle, fut déclenchée par les tentatives du gouvernement de réprimer la contrebande<sup>15</sup>.

Ces rébellions continuelles exercèrent une forte pression sur un État déjà déstabilisé par sa propre incapacité à équilibrer ses revenus et ses dépenses. Les monarques français chapeautaient un système complexe de dépenses publiques destinées à l'entretien des routes, aux travaux publics, à la justice, à l'éducation, aux services médicaux, toutes choses qui exigeaient des sommes considérables. Pour compléter ses revenus insuffisants, le roi vendait des charges gouvernementales, ce qui réduisait l'efficacité de ces fonctions et rendait les titulaires de ces charges indépendants (et souvent vénaux) et difficiles à évincer<sup>16</sup>.

De plus, pour maintenir leur position par rapport aux autres États, surtout pendant leur longue rivalité avec la Grande-Bretagne, les Bourbons durent engager des dépenses de plus en plus élevées qui pesèrent lourdement sur l'économie. La France resta sur le pied de guerre pendant la majeure partie du XVIII<sup>e</sup> siècle. Cela accrut énormément les dépenses militaires, en temps de guerre comme de paix. En 1694 (une année de guerre), elles s'élevèrent à quelque 125 millions de livres. En 1788 (année de paix), elles étaient de 145 millions de livres. À la veille de la Révolution, plus de la moitié du budget de la France, environ 310 millions de livres, était affectée au remboursement des prêts contractés pendant les guerres du siècle finissant. Entre 1665 et 1789, la France fut en guerre pendant quarante-quatre ans,

soit presque une année sur deux. Les guerres de Louis XIV (r. 1643-1715), en particulier celle de la succession d'Espagne (1701-1714), qui ne produisirent aucun gain tangible, affaiblirent considérablement l'économie française et laissèrent à l'État des dettes estimées à 2 milliards de livres<sup>17</sup>. La série de guerres menées après 1733 aggravèrent encore ces problèmes économiques. La défaite qui conclut la guerre de Sept Ans coûta à la France 1,2 milliard de livres et la perte de beaucoup de ses possessions coloniales au Canada, en Inde et dans la Caraïbe au profit de la Grande-Bretagne. Elle eut également un impact économique profond sur le royaume et fut à l'origine des révolutions des deux côtés de l'Atlantique<sup>18</sup>. Bien qu'il ait hérité d'un royaume financièrement et militairement affaibli, Louis XVI (r. 1774-1792) persista à intervenir en Amérique du Nord, où les forces expéditionnaires françaises jouèrent un rôle important en aidant les colonies américaines à arracher leur indépendance à la Grande-Bretagne en 1783. Cette action exigea cependant de gros investissements et n'engendra aucun bénéfice permettant de remédier à l'état désastreux des finances françaises<sup>19</sup>. Au contraire, la participation à la révolution américaine obligea à emprunter 1 milliard de livres, ce qui mit le gouvernement au bord de la faillite<sup>20</sup>.

Les guerres de la France n'étaient qu'en partie financées par les impôts, en raison de problèmes inhérents à leur collecte (processus passablement lent et compliqué) et au système de privilèges, qui en exonérait en grande partie les couches les plus aisées de la population. En fait, l'argent qui servait les ambitions coloniales françaises provenait de la finance mondiale. Tout au long du XVIII<sup>e</sup> siècle, la France devint de plus en plus dépendante du marché international des capitaux, sur lequel elle empruntait des sommes énormes à des créiteurs étrangers. Cependant, contrairement à la Grande-Bretagne et à la République néerlandaise, dont la gestion de la dette publique était plus transparente, la comptabilité byzantine de la France l'obligeait à emprunter à des taux d'intérêt de 4,8 à 6,5 %, alors que ceux versés par les Hollandais n'étaient que de 2,5 %, et ceux payés par les Britanniques de 3,0 à 3,5 %<sup>21</sup>. De plus, à partir de 1694, les Britanniques

purent gérer leur dette par l'intermédiaire de la Banque d'Angleterre – les investisseurs achetaient des actions à la banque, qui concédait des prêts au gouvernement. La dette de la France était elle aussi à financement public, mais elle n'était ni gérée ni garantie par une banque nationale (fondée seulement en 1804), et le long passé de difficultés financières et de défauts de paiement partiels de la monarchie française explique en partie pourquoi il lui fallait emprunter à des taux supérieurs à ceux du marché<sup>22</sup>. Le développement du commerce international et des marchés de capitaux représenta une tentation trop grande pour la monarchie française qui, à la fin des années 1780, encouragea l'investissement spéculatif dans ses instruments de crédit, notamment la désastreuse spéculation sur la valeur de la Compagnie française des Indes orientales, récemment rétablie, qui finit par coûter plus de 20 millions de livres au gouvernement<sup>23</sup>.

La France aurait pu gérer ces pressions financières si le gouvernement avait été capable d'entreprendre des réformes plus que nécessaires. Toute modification du *statu quo* impliquait de s'attaquer aux privilèges des exemptés d'impôt, en particulier le clergé et la noblesse, ainsi qu'aux guildes commerciales, aux corporations municipales et aux états provinciaux, qui, tous, jouaient un rôle dans la répartition de la charge fiscale dans les territoires qu'ils administraient. En outre, les rois de France, bien que communément considérés comme des monarques absolus, étaient en réalité loin d'exercer une autorité illimitée, obligés de gouverner conformément aux lois et coutumes élaborées au fil des siècles. À cet égard, les états généraux provinciaux et les cours d'appel royales – les treize parlements – limitaient considérablement l'autorité royale<sup>24</sup>. Bien qu'on les appelât des tribunaux royaux, les parlements étaient par essence des corps indépendants, puisque leurs membres achetaient leur charge à la monarchie. Ils constituaient, surtout le Parlement de Paris, de puissants contre-pouvoirs de la Couronne, revendiquant le droit d'examiner et d'approuver toutes les lois royales afin de s'assurer de leur conformité à la législation traditionnelle du royaume. En l'absence d'autres institutions représentatives, les parlements, bien que représentant la noblesse et protégeant ses intérêts, prétendaient

défendre toute la nation contre l'arbitraire royal, et ils symbolisaient l'ultime rempart contre les tendances « despotiques » de la monarchie<sup>25</sup>. Ainsi, dans les dernières décennies de l'Ancien Régime, l'État français dut faire face à deux sortes de « prérévolutions » : l'une plébéienne, une rébellion généralisée et irréductible sous forme de contrebande, et sa contrepartie élitiste, qui cherchait à limiter l'autorité royale.

L'organisation sociale la plus courante en Europe était basée sur des ordres dont la hiérarchie était déterminée par la loi et sanctionnée par la religion. Les groupes, et les individus qui les composaient, étaient explicitement inégaux en droits, devoirs et statuts. La France représentait une forme classique de cette hiérarchie, dans laquelle la fonction définissait la position. Dans son expression la plus simple, cette société corporatiste était organisée en trois ordres, ou états, qui correspondaient à la notion médiévale selon laquelle certains priaient, d'autres guerroyaient et ceux qui restaient cultivaient la terre ou pratiquaient quelque autre métier. Le premier ordre était constitué du clergé, dont les membres étaient soumis au système judiciaire de l'Église et habilités à prélever la dîme. Au fil des siècles, l'Église catholique était devenue une riche institution, propriétaire de vastes terres et de nombreux immeubles ; dans certaines régions, comme dans l'Électorat de Bavière, dans le sud-est de l'Allemagne, elle était le plus grand propriétaire terrien. Dans certaines parties d'Europe centrale, les évêques et les abbés étaient aussi des princes séculiers, à la tête simultanément d'un diocèse et d'une principauté. Alors que ceux-ci avaient un train de vie relativement opulent, le clergé des paroisses menait une existence beaucoup plus modeste, pauvre parfois.

Le deuxième ordre était constitué de la noblesse, dont le statut lui donnait le droit de collecter les impôts auprès de la paysannerie, ainsi que la jouissance de nombreux privilèges, notamment l'exemption de la plupart des formes d'imposition directe. De plus, les positions les plus éminentes au sein de l'Église, de l'armée et de l'administration royale étaient traditionnellement réservées aux nobles. C'étaient les plus gros propriétaires terriens dans la plupart des pays européens, et dans certaines parties de l'Europe de l'Est, outre la terre, ils possédaient aussi ses habitants

– des serfs. La noblesse n'était cependant pas un ensemble homogène, et la plupart des nobles sous l'Ancien Régime auraient eu du mal à prouver l'ancienneté de leurs titres. Rares étaient les familles à pouvoir faire remonter leurs origines sur plusieurs générations. À côté de la haute noblesse, qui monopolisait les positions à la cour et possédait une immense richesse, il y avait la multitude de la moyenne et petite noblesse, *noblesse de robe* et *noblesse de cloche*, dont les titres reposaient sur la détention de certaines fonctions de gouvernement (justice ou finances) ou municipales, et la *noblesse d'épée*, qui obtenait ses titres par les armes. En France, l'entrée dans les rangs de la noblesse était d'une grande souplesse, puisque le gouvernement vendait certaines charges anoblissantes.

Les deux ordres supérieurs jouissaient donc de la plupart des privilèges et voyaient dans les réformes du gouvernement une menace pesant sur leurs positions respectives. En France, parmi les opposants les plus acharnés aux réformes, on comptait une grande partie de la noblesse traditionnelle, qui connaissait des temps difficiles et s'accrochait à ses privilèges afin de conserver son statut<sup>26</sup>.

Le tiers état, ou le troisième ordre, se composait de roturiers dépourvus de privilèges et regroupait l'immense majorité de la population. C'était un ensemble hétérogène, sans intérêts communs, puisqu'il comprenait la bourgeoisie la plus riche, très proche de la noblesse, aussi bien que les paysans les plus pauvres. En France, le nombre de riches roturiers (commerçants, manufacturiers et membres des professions libérales), souvent désignés par le terme « bourgeoisie », augmenta de façon significative au XVIII<sup>e</sup> siècle. Des marchands de Bordeaux, Marseille et Nantes commerçaient outre-mer avec les colonies des Antilles et de l'océan Indien et engrangeaient parfois d'immenses profits. Ces riches roturiers ne se satisfaisaient évidemment pas du système politique et social français, qui faisait peser sur leurs épaules un lourd fardeau fiscal sans leur accorder une représentation adéquate dans le gouvernement.

Le rôle de la bourgeoisie au début de la Révolution française a fait l'objet de débats passionnés et il fonde la thèse de la révolution bourgeoise, selon laquelle l'insurrection révolutionnaire fut

le résultat inévitable de la lutte des roturiers pour l'égalité de classe. Des recherches historiques récentes ont minimisé cette explication, en raison de la fluidité de la ligne de démarcation entre la noblesse et la riche bourgeoisie et les intérêts communs de ces deux classes. Comme nous l'avons vu, la noblesse n'était pas une caste fermée, et l'apport de « sang neuf » par le bas la renouvelait constamment. Ainsi que l'a souligné l'historien britannique William Doyle, la noblesse était une « élite ouverte », et elle l'est restée pendant tout le XVIII<sup>e</sup> siècle<sup>27</sup>. De même, d'aucuns ont soutenu que la bourgeoisie aspirait à un statut nobiliaire et que beaucoup de nobles se lançaient dans les affaires (mines, textiles, commerce international, etc.), domaine traditionnellement réservé de la bourgeoisie. Ces nobles n'affichaient plus le dédain aristocratique coutumier envers le commerce et les affaires, et acquirent progressivement la mentalité capitaliste typique de la classe moyenne. De fait, en 1789, de ce point de vue, la ligne de partage entre la noblesse et la bourgeoisie prospère n'était plus clairement définie, et la destruction de l'aristocratie et de ses privilèges sur la scène ouverte de la Révolution ne participait pas d'un programme bourgeois préétabli. Elle aurait plutôt été une réaction improvisée aux troubles violents (la Grande Peur) qui se sont propagés dans les campagnes en juillet et août 1789.

Au sein du tiers état, le groupe constitué par la paysannerie était le plus nombreux et celui qui avait le moins de pouvoir. Contrairement à ceux d'Europe centrale et de l'Est, la majorité des paysans français jouissaient cependant de libertés légales, et certains étaient même propriétaires de lopins de terre, même si la plupart les louaient au seigneur ou à des bourgeois locaux. La situation dans les campagnes variait selon la région, et ces différences influèrent par la suite sur les réactions des paysans aux événements révolutionnaires. De manière générale, en sus des impôts royaux, ils devaient la corvée (travail et autres services) ainsi que nombre de droits et redevances à leur propriétaire, noble ou riche roturier. À la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, les paysans, lourdement imposés, étaient bien conscients de leur situation et bien moins disposés à soutenir un système féodal obsolète et

inefficace. Dans le même temps, les propriétaires terriens cherchaient à rétablir d'anciens droits tombés en désuétude afin de tirer le plus grand profit possible de leurs terres et de compenser la hausse du coût de la vie. De telles pratiques aggravaient les tensions dans les campagnes françaises, qui étaient beaucoup plus peuplées qu'un siècle plus tôt. La population française avait crû rapidement, passant d'environ 20 millions d'habitants en 1715 à 28 millions en 1789. Pour beaucoup, cet accroissement s'accompagna d'une pauvreté et de difficultés accrues, surtout pendant les années 1780, frappées de mauvaises récoltes après les changements climatiques des années 1770. La production alimentaire ne pouvait suivre le rythme de la croissance démographique, ce qui provoqua une rapide inflation, les prix augmentant plus vite que les salaires. La religion perdait du terrain dans les campagnes, et l'ordre social établi était de plus en plus mal toléré.

Comme le fit remarquer un éminent historien, les mouvements révolutionnaires exigent « un ensemble d'idées unificatrices, un vocabulaire commun de l'espoir et de la protestation, bref, quelque chose comme une "psychologie révolutionnaire" commune<sup>28</sup> ». Les Lumières fournirent cet « ensemble d'idées unificatrices », et les origines de la Révolution française peuvent être liées directement aux philosophes des Lumières, qui défendaient des idées radicales et appelaient de leurs vœux des réformes sociales et politiques. On avait plus largement pris connaissance et discuté des idées des Lumières en France, dans les milieux éduqués, que partout ailleurs. Adoptant une approche rationnelle, les philosophes critiquaient le système politique et social existant. Dans *L'Esprit des lois* (1748), Charles-Louis de Secondat, baron de La Brède et de Montesquieu, aborde la politique sous un angle nouveau et prône une monarchie constitutionnelle fondée sur l'équilibre des pouvoirs. De nombreux philosophes participèrent à la rédaction de la monumentale *Encyclopédie* dirigée par Jean d'Alembert et Denis Diderot, qui abordait un large éventail de sujets dans une optique rationnelle et critique et qui, par son succès, façonna l'opinion publique naissante.

Les œuvres de Jean-Jacques Rousseau exercèrent une influence particulièrement importante. Dans *Du contrat social* (1762), Rousseau décrit l'essor des sociétés modernes comme le résultat de contrats sociaux complexes entre individus égaux ayant un intérêt commun – ce qu'il appelle la « volonté générale ». Si le gouvernement manque à ses obligations « contractuelles », les citoyens sont en droit de se rebeller et de le remplacer, soutient-il. Ses idées allaient alimenter la frange démocratique radicale du mouvement révolutionnaire. Par ailleurs, selon Rousseau, bien que chaque citoyen participât sur une base égalitaire au corps politique, celui qui enfreignait des lois conformes à la volonté générale n'était plus membre de l'État et pouvait être traité « moins comme un citoyen que comme un ennemi » – idée d'assez mauvais augure quand on connaît la Terreur et les régimes totalitaires qui ont suivi <sup>29</sup>.

L'un des principaux effets des Lumières a été le développement de l'opinion publique, qui s'exprimait à travers un réseau informel de groupes. En 1715, le taux moyen d'alphabétisation en France était de 29 % pour les hommes et de 14 % pour les femmes. En 1789, ces taux s'élevaient respectivement à 47 et 27 % ; à Paris, ils pouvaient atteindre 90 et 80 %. Cet accroissement de l'alphabétisation offrait aux écrivains et aux publicistes la possibilité de diffuser leurs idées politiques, religieuses et sociales auprès d'un public plus vaste que jamais. Surtout, la notion même d'« opinion publique », indépendante de l'Église et de l'État, qui fondait une légitimité politique, évolua au cours du XVIII<sup>e</sup> siècle. À Paris, cette opinion s'exprimait dans les salons, où se réunissaient régulièrement artistes, écrivains, nobles et autres membres de l'élite culturelle, et qui devinrent des cercles de discussion des idées. Des essais et diverses œuvres littéraires y étaient présentés puis repris dans les journaux et revues, dont le nombre explosait et qui relayaient encore plus largement l'information <sup>30</sup>.

L'extension du mouvement maçonnique, venu de Grande-Bretagne au début du XVIII<sup>e</sup> siècle, stimula aussi les débats, puisqu'il défendait une idéologie de l'égalité et du progrès moral, quelle que soit la position sociale. La diffusion de la libre-pensée s'accéléra après 1750 et toucha les membres de différents groupes

sociaux. À Paris et dans d'autres villes, des cafés mirent à la disposition de leurs clients des salles de lecture où ils pouvaient consulter et discuter d'ouvrages très divers, notamment les œuvres des philosophes. Au XVIII<sup>e</sup> siècle, on assista également à la multiplication rapide des brochures, généralement hostiles au gouvernement et très critiques envers la famille royale, surtout envers la reine Marie-Antoinette, particulièrement impopulaire. Certains pamphlétaires devinrent ensuite des orateurs et journalistes révolutionnaires de premier plan.

Les idées défendues par les philosophes européens ne se limitaient pas à la sphère intellectuelle. Le déclenchement de la guerre révolutionnaire américaine dans les années 1770, qui aboutit à la Déclaration d'indépendance et à la Constitution des États-Unis, influença grandement l'opinion européenne, en montrant qu'il était possible d'instaurer un système de gouvernement indépendant avec des représentants élus et sans monarque. La France était particulièrement exposée à ces idées, du fait que le gouvernement français avait activement soutenu les colonies américaines (après 1778) et contribué à leur victoire. Les conversations sur l'Amérique du Nord animaient les salons parisiens. Des officiers français avaient servi là-bas et, à leur retour au pays, ils firent office d'organe de propagande efficace (avec les Américains à Paris, comme Benjamin Franklin et Thomas Jefferson) en diffusant les enseignements de l'expérience américaine<sup>31</sup>. L'ébauche de la Déclaration d'indépendance des États-Unis rédigée par Jefferson était étroitement inspirée de la pensée des Lumières et reflétait sa croyance en l'universalité des droits naturels. C'était rompre avec la légitimation du pouvoir par droit divin ou par les « anciens droits et libertés », comme on la trouvait dans la Déclaration des droits anglaise (*Bill of Rights*) de 1689<sup>32</sup>. Cette attitude universaliste prédominait parmi les révolutionnaires français, en 1789 comme en 1793 pendant la Terreur, et ils exprimèrent à maintes reprises leur conviction d'agir sur une scène dépassant les frontières de la France et pour le bien de l'humanité tout entière.

La crise financière de la monarchie française éclata au milieu des années 1780<sup>33</sup>. Confronté à une pénurie de liquidités, l'Ancien Régime fut naturellement contraint d'envisager les moyens habituels auxquels recouraient les gouvernements pour lever des fonds : conquêtes, emprunts et impôts. La France n'était pas en mesure de se lancer dans une guerre de conquête, qui eût exigé de financer la mobilisation et le déploiement de troupes et engendré un coût prohibitif. Elle s'efforçait en réalité de protéger ses intérêts dans les territoires voisins, comme le révéla l'intervention prussienne aux Pays-Bas en 1787. Elle ne pouvait pas non plus obtenir de prêts supplémentaires, les banques étant de plus en plus réticentes à prendre ce risque. La dernière possibilité – lever des impôts – semblait donc s'imposer, mais la tentative de la monarchie dans ce sens se heurta à la résistance des parlements, qui espéraient profiter de la situation financière difficile du pays pour rétablir une partie de l'influence de la noblesse. En 1787, Louis XVI dut convoquer l'Assemblée des notables, composée de membres de la haute noblesse, de la bureaucratie royale et des états provinciaux, pour le soutenir face aux parlements et procéder à certains changements. Mais il n'y trouva guère d'appui, car même les partisans des réformes répugnaient à laisser carte blanche à la monarchie. Ils réclamèrent la convocation des états généraux, l'assemblée représentant les trois ordres du royaume et qui n'avait pas été convoquée depuis 1614, afin de sortir le pays de l'impasse financière. En 1788, cédant aux pressions, le roi réunit les états généraux. La décision de Louis XVI suscita un débat véhément, qui contribua au déclenchement de la Révolution.

Les états généraux, ouverts le 5 mai 1789, virent les débats s'enliser dans des questions de procédure. Les deux premiers ordres, qui cherchaient à avoir la haute main sur l'assemblée, soutenaient que, selon la tradition, chaque état devait se réunir séparément et le vote avoir lieu par ordre. Cette manière de procéder offrait de grands avantages aux deux ordres privilégiés – le clergé et la noblesse – puisqu'elle leur assurait la majorité. Les représentants du tiers état refusèrent et réclamèrent un changement de procédure : vote par tête et tenue des débats en commun, une organisation qui aurait accru leur influence. Le

17 juin, après des semaines de vaines tentatives pour obtenir que les trois ordres siègent en commun, le tiers état prit une initiative révolutionnaire en se proclamant Assemblée nationale.

La détermination des délégués du tiers état et l'agitation croissante dans les rues de Paris, dont les habitants soutenaient l'Assemblée nationale, obligèrent la monarchie à céder et à sommer les deux autres ordres de se joindre au tiers état au sein de l'Assemblée nationale. Ce fut un moment décisif, qui marqua la réussite de la contestation de l'ordre politique traditionnel et ouvrit la voie à des réformes ultérieures, en particulier la rédaction d'une Constitution limitant le pouvoir royal. La tentative de la cour de faire appel à l'armée pour dissoudre l'Assemblée nationale aboutit à la fameuse prise de la Bastille le 14 juillet, événement qui eut des conséquences considérables, puisqu'il poussa la cour, effrayée, à retirer ses troupes. La prise de la Bastille, symbole du despotisme de l'Ancien Régime, inspira grandement les partisans des réformes.

Le parti de la réforme fut encore conforté par les soulèvements paysans (la Grande Peur) survenus fin juillet et début août, qui fournirent l'occasion à l'Assemblée nationale d'engager le processus de transformation. En août, elle abolit les privilèges de la noblesse et du clergé, sapant ainsi l'ensemble de la structure aristocratique. La Déclaration des droits de l'homme et du citoyen embrassait les idéaux universels des Lumières et proclamait des droits et libertés inaliénables, dont la souveraineté populaire et l'égalité devant la loi. La Grande Peur et l'abolition de la féodalité provoquèrent une émigration sporadique, en particulier parmi les nobles, vers les villes allemandes et italiennes voisines<sup>34</sup>.

À l'automne, l'Assemblée nationale s'attaqua au clergé et aux privilèges de l'Église catholique romaine, dont les terres furent confisquées et mises en vente. En 1790, la constitution civile du clergé chercha à réorganiser l'Église et à transformer les membres du clergé en fonctionnaires de l'État, qui devaient prêter serment de respecter ladite constitution. Cette façon de faire ne tarda pas à aliéner le clergé et les catholiques dévots, divisa la société française et fédéra les adversaires de la Révolution. L'Assemblée lança en outre de profondes réformes administratives et judiciaires qui balayèrent les institutions traditionnelles de l'Ancien Régime.

Le processus de transformation atteint son principal objectif en septembre 1791, lorsque l'Assemblée nationale adopta la première Constitution écrite. Ce texte fit de la France une monarchie constitutionnelle, garantissant un gouvernement parlementaire, l'égalité devant la loi et des carrières ouvertes au talent, tout en limitant le suffrage aux propriétaires. Ces changements consolidèrent le rôle de la bourgeoisie, ce qui brisa le pouvoir de la noblesse tout en empêchant les masses de faire valoir le leur.

Deux forces divergentes rendirent cependant purement théorique le désir de la bourgeoisie de s'arrêter là dans la voie des réformes. D'une part, un mouvement contre-révolutionnaire dirigé par la noblesse, le clergé et de grands pans de la paysannerie chercha à revenir sur les acquis de la Révolution. À l'opposé, une grande partie de la population urbaine – petits commerçants, artisans et salariés – ne se satisfaisait pas du caractère partiel des réformes de l'Assemblée nationale. Exaspérés par les difficultés économiques et sociales, ils voyaient en la bourgeoisie le successeur de l'aristocratie en tant que classe gouvernante. Alors que la bourgeoisie cherchait à obtenir l'égalité des droits, les libertés de base et de nouvelles opportunités, les « sans-culottes », comme on appela les masses urbaines, réclamaient l'égalité sociale et des réformes de plus grande ampleur, donnant à l'homme du peuple une voix dans le gouvernement. La tentative de Louis XVI de quitter la France (la « fuite de Varennes »), pour chercher à l'étranger des appuis contre la Révolution, se révéla être une grave erreur politique, qui retourna beaucoup de gens contre la monarchie et donna du poids aux partisans d'une république démocratique<sup>35</sup>.



Malgré les tensions internationales en 1789-1790, la guerre n'était pas inévitable. Si les relations entre les puissances européennes étaient marquées par diverses rivalités – comme en Hollande, par exemple –, ces puissances étaient en outre préoccupées par leurs affaires intérieures et par des questions de politique étrangère nettement plus pressantes. Ainsi, l'Autriche se souciait

surtout de la menace prussienne, de l'agitation en Belgique et de la guerre persistante contre les Turcs, qui faillit provoquer la banqueroute de l'État autrichien. Pour beaucoup de dirigeants européens, la Révolution française représentait une opportunité, et non une menace. Elle signifiait, pour un temps du moins, que la France était exclue du grand jeu de la politique européenne, ses difficultés intérieures empêchant toute initiative de sa part à l'extérieur. En effet, certains chefs d'État européens ne considéraient pas la contagion révolutionnaire comme un péril. En novembre 1791, Wenzel Anton, prince de Kaunitz-Rietberg, le ministre autrichien des Affaires étrangères, remit un mémoire officiel sur les « prétendus dangers de contagion » de la Révolution française, tandis que Catherine II, l'impératrice de Russie, affirmait dans une note de 1792 qu'un petit corps expéditionnaire d'une dizaine de milliers d'hommes suffirait à éliminer la menace révolutionnaire<sup>36</sup>.

L'arrestation de la famille royale à Varennes convainquit certains monarques européens qu'il était temps de se mêler des affaires de la France. Les milliers de personnes qui avaient fui le pays et s'étaient rassemblées à Coblençe et dans d'autres villes frontalières attisaient la ferveur guerrière en poussant les dirigeants européens à intervenir pour étouffer la Révolution. L'accueil chaleureux réservé aux émigrés dans certaines cours royales contrariait évidemment les révolutionnaires. Les menaces d'action française contre les États allemands voisins qui hébergeaient des émigrés royalistes incitèrent l'empereur d'Autriche Léopold II, frère de Marie-Antoinette, à exhorter les souverains européens à « rétablir la liberté et l'honneur de la [monarchie] et à contenir les dangereux extrêmes de la Révolution<sup>37</sup> ». Le seul souverain à répondre à l'appel de Léopold fut le roi de Prusse Frédéric-Guillaume II ; la Russie et la Suède n'étaient pas en mesure d'agir, tandis que l'Espagne et d'autres pays européens étaient trop faibles militairement. Les monarques autrichiens et prussiens publièrent alors la déclaration de Pillnitz (1791), qui dénonçait les événements en France et les déclarait contraires aux intérêts communs de toute l'Europe. Ils affirmaient leur volonté d'intervenir pour protéger la dynastie des Bourbons, à condition d'obtenir l'accord des autres puissances européennes. Le caractère

conditionnel – « alors, et dans ce cas » – de cette déclaration la privait en grande partie de son poids. Un accord entre tous était impossible en raison de leurs dissensions, ce que Léopold et Frédéric-Guillaume II savaient pertinemment<sup>38</sup>.

Pourtant, quelles qu'aient été les intentions de ses auteurs, la formulation de cette déclaration était une provocation, et elle contribua à exciter l'humeur guerrière. En France, le roi accueillait favorablement la perspective d'une guerre. Il prévoyait que les armées françaises seraient vaincues et que, déçus, ses « sujets » se jetteraient alors dans ses bras et supplieraient qu'on les sauve de la Révolution. Dans le même temps, la déclaration déclencha une fureur nationaliste et révolutionnaire parmi les patriotes et les poussa à agir. Certains révolutionnaires la présentaient comme une menace caractérisée d'intervention des puissances étrangères en vue d'anéantir le processus révolutionnaire en France<sup>39</sup>. Enflammée par son enthousiasme révolutionnaire, l'Assemblée législative, qui avait remplacé l'Assemblée nationale en octobre 1791, débattit de la nature de la réponse que la France devait donner. Certains députés voulaient déclarer immédiatement la guerre à l'Autriche, qui hébergeait un grand nombre d'émigrés et menaçait d'envahir le pays. Ils voyaient en outre la guerre comme un moyen d'unifier le pays derrière eux et se considéraient comme des croisés combattant la tyrannie, désireux de diffuser les idéaux révolutionnaires dans d'autres pays<sup>40</sup>. « Un peuple qui a conquis la liberté après dix siècles d'esclavage a besoin de la guerre. Il faut la guerre pour consolider la liberté », tonnait Jacques-Pierre Brissot, l'un des chefs de file de la Révolution<sup>41</sup>. En décembre 1791, le journal *Le Patriote français* rapporta un discours d'Anacharsis Cloots, un riche noble prussien qui avait quitté sa patrie pour se jeter à corps perdu dans la tourmente révolutionnaire, et incita l'Assemblée législative à trancher en faveur de la guerre, celle-ci devant « renouveler la face du monde, et planter l'étendard de la liberté sur les palais des rois, sur les sérails des Sultans, sur les châteaux des petits tyrans féodaux, sur les temples des papes et des muftis<sup>42</sup> ». Jeunes, patriotes et idéalistes, les révolutionnaires croyaient sincèrement que la France faisait face à une vaste conspiration étrangère que seule la guerre pourrait briser. Beaucoup d'entre eux partageaient le point de vue de Brissot selon lequel les multitudes « asservies »

des autres nations prendraient les armes pour accueillir les libérateurs français<sup>43</sup>.

Pour autant que le soulèvement révolutionnaire ait pu inquiéter les puissances européennes, ce n'est pas d'elles que vint la déclaration de guerre. En effet, après dix jours de débat, les députés de l'Assemblée législative votèrent l'envoi d'un ultimatum à l'Autriche, exigeant l'assurance officielle de ses intentions pacifiques et sa renonciation à tout accord dirigé contre la France. Ces exigences revenaient à déclarer la guerre, car l'Autriche n'avait nullement l'intention de les accepter, encore moins après le décès de l'empereur Léopold II le 1<sup>er</sup> mars 1792 et son remplacement par son fils François, plus belliqueux. Sans réponse de l'Autriche, le 20 avril l'Assemblée législative lui déclara la guerre (et peu après à la Prusse et à la Hollande). C'était, déclara l'Assemblée, la « juste défense d'un peuple libre contre l'injuste agression d'un roi ». Il n'y aurait pas de conquête, disait la déclaration, et les troupes françaises n'agiraient jamais contre la liberté d'un autre peuple<sup>44</sup>.

Dans les débats sur les guerres révolutionnaires françaises, on a beaucoup insisté sur les changements intervenus dans la nature du conflit armé. En réalité, les armées en présence utilisaient encore les techniques et l'arsenal du XVIII<sup>e</sup> siècle, et les prétendues « découvertes » tactiques et stratégies françaises étaient bien moins novatrices qu'on ne le pense généralement. Ainsi que l'a fait remarquer l'historien Peter Paret, les bouleversements en France coïncidèrent avec une « révolution dans la guerre » commencée plus tôt, mais les deux se confondaient alors<sup>45</sup>. De fait, l'armée fut à bien des égards la bénéficiaire du choc subi par la France durant la guerre de Sept Ans (1756-1763). Sa défaite avait incité l'armée à se réformer et innover, et elle plaça des réformateurs comme Jean-Baptiste Vaquette, comte de Gribeauval, et Jacques Antoine Hippolyte, comte de Guibert, à la tête de cette évolution<sup>46</sup>. Beaucoup de réformes adoptées par l'armée française pendant la Révolution avaient leur origine dans l'armée d'avant 1789.

Cependant, les guerres révolutionnaires françaises marquèrent un tournant dans la manière de combattre. Pour la première fois

dans l'histoire européenne, le conflit déchaîna des forces idéologiques dont la puissance et l'attrait remettaient en question les notions mêmes qui sous-tendaient le système politique et social européen. Les armées françaises emportaient dans leurs besaces les concepts abstraits de « nation », « peuple », « égalité » et « liberté » qui défiaient directement les régimes monarchiques existants, fondés sur les privilèges et l'inégalité. Les guerres qui avaient été l'affaire des rois étaient désormais celle des nations. « Les effets considérables de la Révolution française à l'étranger ne furent pas tant provoqués par des méthodes et des concepts militaires nouveaux que par des changements radicaux dans la politique et l'administration, par le caractère nouveau du gouvernement et la situation modifiée des Français », commenta le théoricien militaire prussien, Carl von Clausewitz. Contrairement aux conflits antérieurs, ces guerres firent du peuple un participant actif, jetant « tout le poids de la nation » dans la balance<sup>47</sup>. Elles suscitèrent un enthousiasme populaire remarquable et une mobilisation d'une ampleur que les autres États furent contraints d'égaliser<sup>48</sup>.

L'état de guerre presque continu entre 1792 et 1815 obligea la France à engager et dépenser les ressources nationales à un niveau sans précédent. La menace qui pesait sur les structures de pouvoir existantes forma l'arrière-plan social de l'idéologie révolutionnaire de ce conflit. Dans les territoires occupés, les Français cherchaient à obtenir ce qu'on appelle maintenant un « changement de régime », aux profondes conséquences politiques, économiques, sociales et culturelles. Les révolutionnaires se persuadèrent que la Révolution serait accueillie à bras ouverts dans toute l'Europe. Si les monarchies tentaient de déclencher une « guerre des rois », affirma l'un d'eux, nous provoquerons une guerre des peuples [...] qui s'embrasseront devant leurs tyrans détrônés ». L'humanité allait indubitablement souffrir dans le conflit imminent, mais c'était le prix que les révolutionnaires étaient prêts à payer pour apporter la liberté au monde entier<sup>49</sup>.



## L'ordre international au XVIII<sup>e</sup> siècle

LORSQUE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE vota la déclaration de guerre, elle s'attendait à un conflit bref dont le pays sortirait vainqueur. Ce premier affrontement entre la France et l'Autriche fut, en réalité, le premier acte d'une conflagration de vingt-trois ans qui engloutit tous les États européens et s'étendit outre-mer, aux Amériques, aux Antilles, à l'Afrique et l'Asie. On aurait tort d'imputer aux seules guerres révolutionnaires françaises la propagation de ces querelles européennes, dont les siècles précédents avaient déjà donné des signes avant-coureurs. La période tumultueuse que traversa le continent dans les années 1792-1815 offrit d'évidence à certains États européens une plus grande liberté d'action pour poursuivre leur politique expansionniste tout en privant leurs rivaux historiques des ressources et de la volonté politique nécessaires à les contrer.

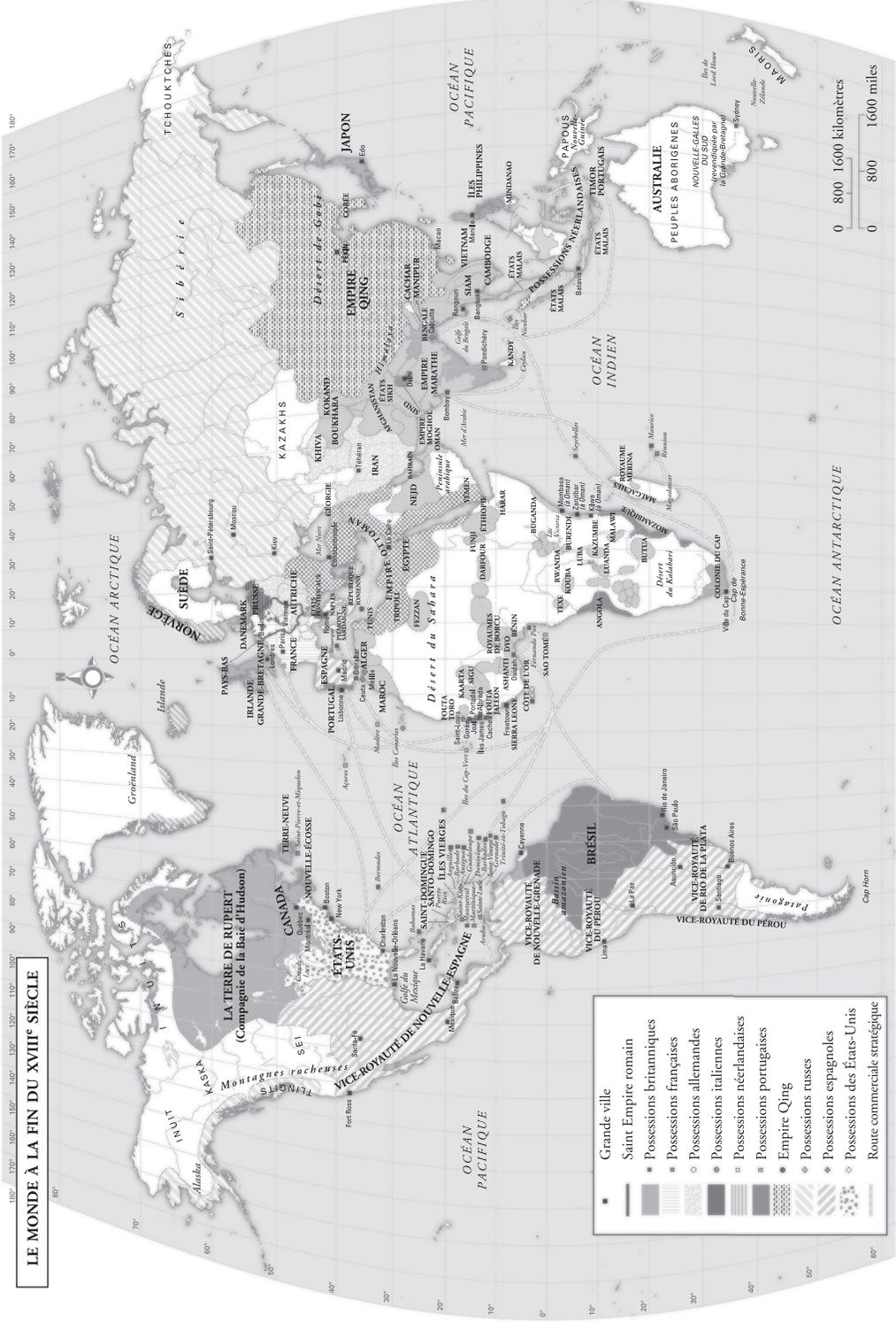
Il faut par conséquent envisager les guerres révolutionnaires françaises dans le contexte politique international de l'époque, car les rivalités avérées entre États jouèrent un rôle essentiel dans les calculs à court terme et les prévisions à long terme de chacun d'eux. Au cours des premières années de la Révolution, la réaction des monarchies européennes fut modelée non pas tant par la menace que représentait à leurs yeux l'idéologie révolutionnaire que par les possibilités qu'offrait la tourmente française.

De manière générale, l'ordre mondial subit de profondes mutations au cours du XVIII<sup>e</sup> siècle, et le système de relations internationales qui s'établit alors perdura jusqu'en 1914<sup>1</sup>. L'équilibre des pouvoirs maintenu par un groupe restreint d'États

est au cœur de cette transformation<sup>2</sup>. À l'aube de l'époque moderne, l'Europe était marquée par de fréquents litiges ; les États s'affrontaient sans cesse et cherchaient à créer un équilibre politique en formant des coalitions successives, principalement pour modérer les ambitions des plus puissants d'entre eux. Au XVII<sup>e</sup> siècle, ces coalitions étaient dirigées contre l'Espagne et la France, mais ces conflits modifièrent progressivement la politique européenne, créant des équilibres locaux, tels que ceux qui s'établirent entre la France et l'Autriche dans la péninsule italienne, entre la Suède, le Danemark et la Russie autour de la mer Baltique, et entre la France, la Prusse et l'Autriche en Allemagne. Cette stabilité, née de la multiplication des alliances locales, aboutit peu à peu à un équilibre général qui engloba l'ensemble du continent<sup>3</sup>.

Au début du siècle, l'équilibre continental dépendait de l'opposition entre la France (soutenue à l'occasion par l'Espagne et quelques États allemands) et l'Autriche (à laquelle se joignirent la Grande-Bretagne et la république des Provinces-Unies des Pays-Bas). Après la guerre de Succession d'Autriche (1740-1748) et la guerre de Sept Ans (1756-1763), l'équilibre s'instaura entre des États puissants plus nombreux et recouvrit une zone géographique bien plus vaste. Ces guerres établirent la domination maritime et coloniale de la Grande-Bretagne aux dépens de la France et de l'Espagne, et un *modus operandi* très net : la marine royale britannique, qui comptait deux fois plus de bâtiments de guerre que la flotte française, retira à celle-ci toute possibilité de se déployer hors de ses eaux territoriales, et lui empêcha l'accès aux sources de ravitaillement et, de manière générale, confina la puissance militaire française sur le continent, où les Britanniques conclurent des alliances tout en consolidant leur suprématie militaire et commerciale outre-mer. En 1789, la Grande-Bretagne était manifestement la première puissance commerciale et coloniale d'Europe. La montée en puissance fulgurante de la Prusse sous la houlette du roi Frédéric II (r. 1740-1767) et l'émergence de la Russie en tant que grande puissance sous l'empire d'Élisabeth (r. 1741-1762) puis de Catherine II (r. 1762-1796) déplacèrent le point d'équilibre européen, si longtemps demeuré à

# LE MONDE À LA FIN DU XVIII<sup>e</sup> SIÈCLE



Grande ville	
■	Saint-Empire romain
■	Possessions britanniques
■	Possessions françaises
■	Possessions allemandes
■	Possessions italiennes
■	Possessions néerlandaises
■	Possessions portugaises
■	Empire Qing
■	Possessions russes
■	Possessions espagnoles
■	Possessions des États-Unis
—	Route commerciale stratégique



l'ouest du continent, et firent surgir au premier plan des « questions » nouvelles : la question du Nord, relative au destin de la région baltique et de la République des Deux Nations (Pologne et Lituanie), mais aussi la question d'Orient, liée à l'avenir de l'Empire ottoman. En revanche, les grandes puissances traditionnelles, la France et l'Autriche, avaient subi des revers militaires répétés et connaissaient d'importantes difficultés financières et politiques<sup>4</sup>.

À la veille de la Révolution française, cinq États faisaient figure de « grandes puissances », dont la supériorité sur leurs voisins européens était reconnue. À elles cinq, l'Autriche, la Grande-Bretagne, la France, la Prusse et la Russie élaboraient la politique européenne, recourant à la guerre pour arbitrer les dissensions lorsque les recours diplomatiques étaient épuisés. Comme le fit observer à juste titre un éminent historien, « être prédateur ou proie, tel était le choix » qui s'imposait aux États au début de l'Europe moderne<sup>5</sup>. C'était particulièrement vrai en Europe centrale, encore fragmentée en centaines de minuscules principautés, villes épiscopales et petits États, qui composaient le Saint Empire romain germanique, mais vulnérables aux menaces extérieures. La péninsule italienne comptait plusieurs petits royaumes et principautés, dont certains étaient indépendants, d'autres placés sous l'autorité de l'Autriche. L'homme d'État autrichien Klemens von Metternich n'était pas loin de la vérité lorsqu'il affirmait que l'Italie n'était qu'une « expression géographique ».

Pourtant, toute étude consacrée au « système des grandes puissances » doit prendre en compte le fait que ces États faisaient également partie d'univers politiques distincts qui façonnaient leurs objectifs et aspirations politiques. L'Europe de cette période peut être divisée en trois grandes catégories d'États, chacun ayant ses propres prétentions et enjeux impérialistes<sup>6</sup>.

La première catégorie comprenait les « puissances continentales », avant tout soucieuses de conserver leur autorité en Europe : l'Autriche et la Prusse. Avec Berlin pour capitale, cette dernière englobait les provinces principales du Brandebourg, de Poméranie, de Prusse orientale et de Silésie, ainsi que des enclaves en Allemagne occidentale et des territoires considérables à l'est, qui lui étaient échus lors des partitions de la Pologne à la fin du

XVIII<sup>e</sup> siècle. Gouvernée par la maison des Hohenzollern, la Prusse s'était imposée, une génération avant la Révolution française, comme la dernière en date des grandes puissances européennes, après avoir gagné contre toute attente la guerre de Succession d'Autriche (1740-1748) puis la guerre de Sept Ans (1756-1763)<sup>7</sup>. Sous Frédéric II (surnommé Frédéric le Grand), le royaume avait servi d'État modèle aux philosophes des Lumières, mais il se heurtait en réalité à de grandes difficultés dans l'arène internationale. Relativement modestes, sa superficie (196 000 kilomètres carrés contre les plus de 500 000 kilomètres carrés du territoire français<sup>8</sup>) et sa population (6 millions d'habitants contre 28 millions en France et 35 millions en Russie), la condamnaient à une position précaire. Au début des guerres révolutionnaires françaises, la Prusse était encore assez pauvre ; son industrie restait embryonnaire et elle n'avait guère de possessions coloniales, mais elle imposait lourdement sa population pour tenir son rang nouveau de grande puissance<sup>9</sup>. Cela explique le désir de la Prusse d'agrandir son territoire aux dépens de la Pologne dans les dernières décennies du XVIII<sup>e</sup> siècle et ses ambitions en Allemagne. Parmi les autres cours européennes, celle de Berlin apparaissait comme un foyer d'intrigues dont le but avoué était de dépouiller ses voisins de l'est et du sud. Entourée par trois puissances potentiellement hostiles – la Russie, la France et l'Autriche –, la Prusse s'efforçait d'ordinaire d'être en bons termes avec, au moins, l'une d'entre elles. En pratique, du fait de sa rivalité presque constante avec l'Autriche à propos des États allemands, elle recherchait l'appui soit de la France, soit de la Russie.

La position de l'Autriche, qui dominait traditionnellement l'Europe centrale au travers du Saint Empire romain germanique, était, elle aussi, fragile<sup>10</sup>. L'unité linguistique, ethnique et institutionnelle de certains de ses voisins faisait défaut à l'État autrichien, et les efforts de Joseph II (r. 1780-1790) pour créer une administration unifiée avaient en grande partie échoué. À la suite des deux graves défaites infligées par la Prusse en 1748 et 1763, les Habsbourg autrichiens avaient accepté à contrecœur de lui céder – du moins pendant le règne de Frédéric le Grand – la province de Silésie, si peuplée, commerçante et riche en ressources diverses. Mais les tensions entre les deux rivaux germaniques demeuraient, et elles s'étaient en fait aggravées dans les

années 1780, lorsqu'une série de révoltes avait éclaté dans les territoires des Habsbourg (Belgique, Tyrol, Galicie, Lombardie et Hongrie). La Prusse fit de son mieux pour les exploiter afin de réduire encore le pouvoir de l'Autriche en Allemagne ; la cour des Hohenzollern alla même jusqu'à encourager les Hongrois à se soulever contre Vienne et à créer un État indépendant gouverné par un prince prussien <sup>11</sup>.

L'alliance entre l'Autriche et la France était récente (1756) et marquée par une méfiance réciproque, alimentée par deux siècles et demi d'hostilité. Les tentatives de l'Autriche pour s'approprier la Bavière démontrèrent ainsi sa fragilité, puisque la France refusa de lui prêter assistance (même dans le cas où elle aurait été attaquée) ; puis, durant la guerre de Succession de Bavière (1778-1779), l'alliance Saxe-Prusse réussit à empêcher l'Autriche d'acquérir l'Électorat de Bavière. Pourtant, malgré des frictions et désaccords continuels, ni l'Autriche ni la France ne voulaient ni ne s'attendaient à la guerre dans les années 1790. L'Autriche était impatiente de mettre à profit son alliance avec la France pour protéger ses frontières occidentales et compenser ses pertes par une nouvelle expansion en Pologne et dans les Balkans, où les Habsbourg avaient mené la guerre contre les Turcs en 1787-1791. En fait, ces événements apparemment sans liens – la guerre austro-ottomane dans les Balkans et les luttes de pouvoir politique en Pologne – influèrent grandement sur le déroulement de la Révolution française. Alors que la France, première puissance continentale, sombrait dans la tourmente, les autres grandes puissances étaient préoccupées par leurs propres affaires et projets d'agrandissement, ce qui donna deux ans de répit au nouveau gouvernement révolutionnaire du pays.

La deuxième catégorie d'États englobait les puissances européennes dont les intérêts ne se limitaient pas à l'Europe. Ces pays – la France et la Grande-Bretagne au premier chef, mais aussi la Russie, le Portugal et l'Espagne – tiraient profit de leur situation géographique et de leurs colonies pour s'assurer une large part du commerce international qui, à son tour, nourrissait leurs aspirations politiques et militaires. Les étrangers en visite en Grande-Bretagne et en France étaient frappés par les signes de prospérité

évidents que renvoyaient leurs grandes villes portuaires atlantiques – prospérité due aux profits considérables générés par le commerce colonial<sup>12</sup>. À la veille de la Révolution, la valeur du commerce français avec l'Amérique représentait le quart de celle de l'ensemble des opérations commerciales françaises ; la part était encore plus grande dans le cas du commerce extérieur britannique. Les possessions outre-mer du Portugal comprenaient le Brésil et un grand nombre de comptoirs commerciaux en Afrique, en Inde et en Chine. Mais les Portugais étaient si dépendants de leurs échanges avec la Grande-Bretagne que, sur le plan économique, le pays était une succursale britannique à tous égards, si ce n'est de nom. Le gouvernement portugais – officiellement dirigé par la reine Marie, que la démence rendait incapable de remplir cette fonction et obligeait à déléguer son autorité au prince Jean – était faible et inefficace. Il ne cessait de redouter l'Espagne, qui avait naguère absorbé pour une courte durée son petit voisin et aurait certainement tenté de recommencer si la Grande-Bretagne n'avait pas été déterminée à garder entre des mains amies les ports abordables en tout temps du Portugal. Ce dernier se sentait menacé par l'Espagne, et il était bien le seul. L'Espagne était à la tête du plus grand empire colonial du globe, qui s'étendait de la majeure partie des Amériques aux Philippines, dans l'océan Pacifique. Si fière jadis, cette nation de conquistadors était désormais en proie, dans les années 1780, à un déclin économique continu et à une stagnation politique qui affectaient son aptitude à défendre convenablement ses intérêts<sup>13</sup>.

Durant le siècle qui précéda 1789, la France avait exercé une influence généralisée sur le continent. Partout on prisait sa littérature, son art et sa mode, et le français était la langue des élites de toute l'Europe. C'était la « Grande Nation », forte d'une importante population, de ressources naturelles considérables et d'immenses possessions outre-mer, la nation qui transcendait fréquemment ses intérêts continentaux pour mener une politique expansionniste couvrant continents et océans<sup>14</sup>. En Amérique, la France avait fondé et installé quatorze colonies, réparties entre le Canada et la Guyane<sup>15</sup>. L'envergure et le rythme de ses activités en Asie et dans les Amériques s'accrurent encore au cours du

XVIII<sup>e</sup> siècle, la France recherchant des alliances avec les tribus indiennes d'Amérique du Nord, négociant avec les souverains de Birmanie et de Cochinchine, et défendant ses intérêts en Inde et dans les îles de l'océan Indien. Les Français firent des ouvertures à l'Iran et à Mascate, où ils espéraient faire fructifier leur activité commerciale et limiter l'influence britannique. Ils avaient en outre une meilleure compréhension de l'importance stratégique de l'Égypte, où ils entretenaient des relations privilégiées avec l'élite mamelouke. Dans les années 1780, la France engrangeait les bénéfices de son alliance ancienne avec les Ottomans : elle jouissait d'une position dominante dans le commerce extérieur avec le Levant et la Méditerranée orientale et cherchait à pénétrer dans la mer Noire.

Toutefois, ces ambitions internationales coûtèrent cher à la France, qui, au milieu du siècle, subit une cuisante défaite lors de la guerre de Sept Ans. Alors affaiblie par la perte de colonies et par une crise financière prolongée, elle se trouva isolée sur la scène internationale jusque dans les années 1790. La France ne put qu'assister, impuissante, au partage du royaume de Pologne, son allié de toujours, entre l'Autriche, la Russie et la Prusse en 1772, alors que sévissait en République néerlandaise une révolte populaire (et francophile) réprimée par l'armée prussienne, en 1787. Trois ans plus tard, elle fut incapable de soutenir un soulèvement de courte durée dans les Pays-Bas autrichiens (l'actuelle Belgique) et manqua d'honorer l'alliance de la famille des Bourbons lorsque des dissensions à propos du Nord-Ouest américain amenèrent la Grande-Bretagne et l'Espagne au bord de la guerre<sup>16</sup>. Bien qu'elle ait été en possession de la deuxième flotte de guerre d'Europe, la France était incapable de réunir assez de fonds pour entretenir une activité navale opérationnelle digne d'une grande puissance<sup>17</sup>.

L'éternelle rivale de la France ne limitait pas non plus ses intérêts à l'Europe. De fait, les interventions militaires britanniques sur le continent étaient rarement bien accueillies par sa population, et il était peu probable que le gouvernement se lance dans de telles opérations, si ce n'est pour défendre les intérêts primordiaux du pays, en particulier le contrôle de l'estuaire de l'Escaut (dans le nord de la Belgique et le sud-ouest des Pays-Bas). La

Grande-Bretagne mettait à profit ses capacités navales et commerciales pour étendre ses intérêts dans des régions reculées du globe. Ces ambitions supposaient cependant des affrontements militaires avec les puissances rivales. La Grande-Bretagne sortait de ces guerres avec un lourd fardeau financier et devait faire face à de graves difficultés intérieures, dont l'insoluble « problème irlandais ». Six ans exactement avant la Révolution française, les Britanniques avaient été humiliés par la perte de leurs colonies américaines, résultant d'une coalition entre la France, l'Espagne et la république des Provinces-Unies des Pays-Bas. Il se peut que sa piètre performance militaire en Amérique ait entamé la réputation de la Grande-Bretagne, mais le pays disposait d'atouts que n'avaient pas ses rivaux. Le premier de ces avantages tenait à son caractère insulaire, qui lui offrait une bonne protection contre les invasions. Celle-ci était assurée par la flotte la plus importante et efficace du globe. Ainsi, en dépit de la perte de certaines de ses possessions outre-mer, la Grande-Bretagne parvint à bâtir un nouvel empire sur les ruines de l'ancien, et l'économie lui permit de retrouver la maîtrise commerciale que sa mauvaise fortune politique lui avait fait perdre<sup>18</sup>. Grâce à la souplesse de son système financier et politique, la Grande-Bretagne, que le Premier ministre George Grenville (r. 1763-1765) disait être dans une très mauvaise passe en 1763, survécut à la perte de colonies et au doublement de sa dette nationale, et en ressortit plus forte que jamais. Ses possessions coloniales lui apportaient des richesses, mais les ressources disponibles dans les îles Britanniques mêmes étaient plus importantes encore. La Révolution industrielle, qui commença en Grande-Bretagne dans les années 1760, tira de l'abondance de charbon et de fer un avantage inimaginable sur le continent et apporta une puissance énorme à la nation, de sorte que même la longue guerre commencée en 1793 ne réduisit pas le pays à la faillite<sup>19</sup>.

À son commencement, la Révolution française reçut un accueil favorable en Grande-Bretagne. À tout le moins, pensait-on, elle allait affaiblir l'ennemie héréditaire ; au mieux, elle aboutirait à la création d'un autre État constitutionnel en Europe. L'enthousiasme initial ne tarda pourtant pas à retomber, et le risque de contagion des idées radicales venues de France alarma de plus en

plus le gouvernement britannique. Suite à la déclaration de guerre française de février 1793, la Grande-Bretagne fut la cible de trois tentatives d'invasion (l'une par le Pays de Galles, les deux autres par l'Irlande) et elle réagit par le blocus des ports de France et des attaques contre son commerce.

La Russie prit rang de grande puissance dans la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle, période durant laquelle elle s'engagea avec persévérance et succès dans une vaste et rapide expansion territoriale ; aucun État d'Europe ne s'était adjoint autant de territoires en un temps aussi court. Cela peut s'expliquer en partie par le fait que, comparée à d'autres puissances européennes, la Russie était mieux placée pour réussir dans une telle entreprise en raison de sa situation géographique et de la relative fragilité de ses voisins immédiats. Les bouleversements dramatiques survenus dans les années 1772-1775 – au cours desquelles Catherine II profita de la faiblesse de la Pologne pour procéder à la première partition du pays – non seulement agrandirent le territoire russe de manière considérable, mais catalysèrent un réalignement diplomatique majeur sur le continent. La position dominante de la Russie dans la moitié orientale de l'Europe se renforça encore dans les décennies ultérieures quand Catherine mena une politique agressive dans les Balkans, le Caucase, le littoral de la mer Caspienne et l'est de la Sibérie. La guerre russo-ottomane de 1767-1774 eut pour résultat l'annexion par la Russie de terres situées le long de la côte nord de la mer Noire, tandis que le traité de Gueorguievsk (1783) avec le royaume de Karthli-Kakhétie (dans l'est de la Géorgie) étendait la présence militaire russe à travers les monts du Caucase. Les Turcs, qui avaient espéré endiguer l'expansion russe en Crimée en 1783, prirent l'initiative en lui déclarant la guerre, qu'ils perdirent. En 1796, les troupes russes firent campagne au Daghestan, menaçant les intérêts iraniens le long du littoral de la mer Caspienne. Simultanément, la Russie consolidait son autorité en Sibérie, dont l'ancien tsarat fut réorganisé en trois provinces dirigées par des gouverneurs russes<sup>20</sup>. Aussi impressionnants et durables qu'aient été ses succès hors du continent, la Russie ne fit pas preuve de la même constance politique ni du même niveau de réussite en Europe. Peut-être commençait-elle à refléter, plus qu'elle ne l'avait fait ailleurs, la personnalité

de son souverain <sup>21</sup>. À chaque changement de monarque – la mort de Catherine II en 1796, celle de Paul I<sup>er</sup> et l'accession au trône d'Alexandre I<sup>er</sup> en 1801 –, la politique intérieure et étrangère russe subit des changements majeurs.

La dernière catégorie d'États européens inclut des régimes politiques plus faibles, incapables de soutenir efficacement la compétition au niveau international, qui jouaient le rôle de dépendances de puissances plus importantes et, à l'occasion, devenaient des zones de conflit. Jusqu'à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, l'Europe centrale fut occupée par le Saint Empire romain germanique, l'une des institutions les plus irrationnelles de ce qu'on qualifia fièrement d'« âge de raison <sup>22</sup> ». Ce n'était guère un empire au sens traditionnel du terme, mais plutôt une mosaïque de plus de trois cents entités politiques qui devaient prêter allégeance à l'empereur. Fragmenté sur le plan ethnique, religieux et politique, il n'était, comme le fit remarquer Voltaire, « ni saint, ni romain, ni empire <sup>23</sup> ».

Bien que la majeure partie des habitants du Saint Empire aient été allemands, il existait aussi des communautés non germaniques d'une certaine importance en Bohême et dans les Pays-Bas espagnols ; l'Empire comptait nombre de princes séculiers et ecclésiastiques, des villes libres et des chevaliers impériaux qui, tous, devaient une allégeance formelle à l'empereur, même si les plus puissants échappaient presque entièrement à son contrôle. Depuis la guerre de Trente Ans (1618-1648), l'autorité impériale n'était soutenue ni par une armée permanente ni par une bureaucratie centralisée. Le pouvoir de l'empereur, qui n'était pas héréditaire mais soumise à élection par les princes les plus puissants de l'Empire, se bornait en grande partie à l'arbitrage de conflits entre États allemands, qui étaient jugés indépendants et capables de mener leur propre politique étrangère. La Diète impériale, assemblée de l'Empire à laquelle les États allemands envoyaient leurs représentants, était une institution querelleuse et inefficace, dénuée d'autorité législative <sup>24</sup>.

Comme le Saint Empire romain germanique, la Suisse formait une association de cantons dépourvue d'unité, mais qui combinait une activité bancaire florissante et la location tout aussi lucrative de mercenaires aux puissances européennes <sup>25</sup>. Quant à

elle, l'Italie était encore divisée en plus d'une demi-douzaine d'États placés, pour certains, sous la domination de puissances étrangères. La Lombardie restait fermement sous contrôle autrichien, alors que la république de Venise, vieille de mille ans, défendait ses intérêts. Dans le même temps, le royaume de Piémont-Sardaigne maintenait jalousement sa position dans le nord-ouest de la péninsule et sur l'île, tandis que les papes conservaient la haute main sur une grande portion de l'Italie centrale. L'État italien le plus vaste était le royaume des Deux-Siciles – dénomination ambiguë puisqu'il avait pour centre la ville de Naples et était à cheval sur la Sicile et l'Italie du Sud.

Le royaume de Pologne, jadis puissant, avait dégénéré en une faible entité politique qui devint, nous l'avons vu, la cible des ambitions russes, autrichiennes et prussiennes avant de cesser d'exister en 1795. La république des Provinces-Unies des Pays-Bas tirait une immense richesse de ses possessions des Indes orientales et du cap de Bonne-Espérance, mais plus encore de ses grands centres financiers auxquels toute l'Europe empruntait de l'argent. Malgré sa richesse, l'État hollandais était lui aussi déchiré par des dissensions internes, faible politiquement et dominé par ses voisins. Vaincus dans la Quatrième Guerre anglo-hollandaise (1780-1784), les Néerlandais traversèrent une crise intérieure qui aboutit à l'invasion prussienne de 1787. À l'époque, la Scandinavie se composait de deux États. Après avoir connu son âge d'or au XVII<sup>e</sup> siècle, la puissance de l'Empire suédois (qui englobait la Finlande) s'était peu à peu amenuisée. Son influence, désormais strictement régionale, était continuellement contestée dans la Baltique par la Russie et la Grande-Bretagne. C'est la raison pour laquelle la Suède tenait à acquérir la Norvège, puis se lia au Danemark, son adversaire de toujours, à la faveur d'une couronne commune.

Cette classification générale des États européens pendant la période révolutionnaire est utile quand on s'intéresse à la diversité d'intérêts et de conflits qui l'a marquée. Bien que la Révolution y ait ajouté une dimension idéologique importante, on constate une continuité évidente par rapport à l'époque prérévolutionnaire, et les puissances européennes ont continué d'être guidées par les mêmes intérêts qu'auparavant, telles que les rivalités

anciennes et les ambitions territoriales. Ainsi, quoique l'exécution de Louis XVI ait conduit les Bourbons d'Espagne à se joindre à la Première Coalition contre la France en 1793, elle n'empêcha pas cette même monarchie espagnole de s'allier à la République française en 1796. Les partitions de la Pologne en 1792 et 1795 reflétèrent le sentiment d'opportunité qu'inspira aux puissances continentales le déclenchement des bouleversements politiques en France aussi bien que leurs inquiétudes suscitées par l'expansionnisme de leurs voisins.

À la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, le commerce était le moteur des grandes nations et la maîtrise des mers et des routes internationales devint l'un des facteurs centraux de rivalité entre les puissances européennes. Les ressources du Nouveau Monde et les énormes profits tirés des échanges avec l'Asie étaient essentiels à la stabilité et au développement des États européens. Leur désir de protéger et d'exploiter ces sources de richesse avait un lien étroit avec la croissance de la puissance navale européenne. En effet, la maîtrise des mers était synonyme de protection du transport maritime allié (avec tous les bénéfices qui en découlaient), d'entrave au commerce des pays ennemis et du transfert outre-mer de l'autorité d'un pays. La valeur des exportations françaises passa de 120 millions de livres en 1716 à plus de 500 millions en 1789 – croissance à peine inférieure à celle du commerce britannique. La théorie d'économie politique dominante, le mercantilisme, exigeait qu'un pays ait une balance commerciale positive et amasse de l'or. Soutenues par leurs propres troupes et celles de la Couronne, les compagnies commerciales européennes (notamment les plus fameuses, les Compagnies britannique et française des Indes orientales), prirent la haute main sur le commerce avec l'Asie en important épices, indigo, textiles, thé et autres marchandises en Europe, faisant au passage des profits considérables. Le commerce maritime était donc une indispensable source de richesse, nécessaire au maintien des capacités militaires<sup>26</sup>.

Les profits commerciaux de la Grande-Bretagne étaient en grande partie réalisés aux dépens des marchés français traditionnels. En dépit de ses ambitions mondiales, la France se préoccupait des affaires européennes par nécessité. Contrairement à son

principal rival, protégé par la mer, le royaume pâissait d'une « géographie amphibie », situé comme il l'était à l'extrémité ouest du continent eurasiatique et aspirant donc à la suprématie sur mer et sur terre<sup>27</sup>. Cela l'obligeait à traiter avec ses rudes rivaux hollandais et anglais aussi bien qu'avec ses adversaires coutumiers, à l'instar de l'Autriche et, depuis peu, les plus dangereux : la Prusse et la Russie. Les rois de France maintenaient sur pied en temps de paix une armée d'au moins 150 000 hommes, qui consommait d'énormes ressources et entravait le développement de la puissance navale du pays. À titre comparatif, les effectifs de l'armée britannique étaient trois fois moins élevés (la majeure partie étant déployée en Inde et dans d'autres colonies), alors que sa marine s'était développée régulièrement au cours du XVIII<sup>e</sup> siècle. En 1715, la Grande-Bretagne disposait de 120 navires de ligne contre 39 du côté français ; en 1783, la *Royal Navy* en comptait 174, outre près de 300 autres bâtiments de guerre, contre environ 70 et 150 respectivement pour la France. Le désir de revanche de celle-ci après l'humiliation de la guerre de Sept Ans alimenta le programme de réforme et d'investissement naval des années 1770 et 1780, mais la marine française souffrit beaucoup pendant les guerres révolutionnaires à cause de l'émigration d'officiers, de grèves de plus en plus nombreuses et des mutineries de marins.

Il faut cependant garder à l'esprit qu'une marine puissante n'était pas aussi indispensable à la survie de la nation française durant les guerres révolutionnaires qu'elle l'était à celle de la Grande-Bretagne. Attaquée de tous côtés, la France concentra ses efforts sur le développement de ses forces terrestres. Par conséquent, les exigences et les attentes dont faisait l'objet la flotte française étaient radicalement différentes de celles liées à la flotte britannique. Les troubles sévissant au sein de la marine offrirent à la Grande-Bretagne, en plus de ses innovations techniques, économiques et administratives, une nette supériorité sur ses rivales française, espagnole et russe. Le commerce océanique de la Grande-Bretagne était bien plus important que celui de ses principaux ennemis, grâce à quoi elle disposait d'une réserve de marins professionnels beaucoup plus nombreuse pour former les équipages de ses navires de guerre. Les départs en mer de longue durée, destinés à maintenir un blocus ou à escorter des convois,

donnaient amplement l'occasion aux capitaines britanniques d'entraîner leurs équipages, dont le rythme de tir était souvent plus rapide que celui de leurs adversaires. En raison du caractère mondial de la puissance britannique, ses ressources étaient *ipso facto* dispersées autour du globe mais, compensant cet éparpillement, les commandants de sa marine témoignaient d'une grande souplesse et avaient tendance à adopter des méthodes plus audacieuses que celles de leurs ennemis.

Le conflit maritime durant les guerres révolutionnaires et napoléoniennes peut se diviser en deux périodes interdépendantes mais nettement distinctes. Pendant les douze premières années de guerre, de 1793 à 1805, les Britanniques tâchèrent d'imposer leur maîtrise des mers face à leurs ennemies, les flottes française et espagnole, très affaiblies. Bien que ces dernières fussent engagées dans des batailles décisives, la majeure partie des actions menées par la marine britannique consistait en des guerres expéditionnaires avec, à la clé, le déploiement des troupes britanniques des deux côtés de l'Atlantique ainsi que le blocus des côtes et des ports. La seconde période, inaugurée par la victoire retentissante des Britanniques sur les Français et les Espagnols à Trafalgar en 1805, se caractérisa par la consolidation de leur maîtrise des mers et par les efforts de la France pour retrouver sa capacité navale et remettre en question le *statu quo* sur mer de l'après-Trafalgar.



Pour avoir une vue d'ensemble de la compétition entre les puissances européennes, le point de départ le plus commode est la guerre austro-russo-ottomane de 1787. Non seulement elle mit en évidence leurs rivalités – la rivalité austro-prussienne au centre de l'Europe, celle entre Russes et Prussiens à l'est et celle entre Anglais et Russes au sud –, mais elle les intensifia. Les événements survenus dans le sud-est de l'Europe marquèrent le début d'un des problèmes diplomatiques les plus épineux du XIX<sup>e</sup> siècle, la question d'Orient, centrée sur la rivalité des pays européens désireux de profiter de l'affaiblissement de l'Empire ottoman.

À l'apogée de son extension territoriale, l'Empire ottoman exerçait sa souveraineté sur toute l'Asie Mineure, la péninsule balkanique, la Hongrie, le littoral de la mer Noire, le sud du Caucase, la Syrie-Palestine, l'Égypte et les États côtiers d'Afrique du Nord. De plus, en sa qualité de calife, de chef spirituel de tous les musulmans, le sultan ottoman avait la direction nominale de l'ensemble du monde islamique, de la côte atlantique de l'Afrique à l'Inde. À la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, cependant, les Ottomans furent confrontés à une multitude de difficultés à l'intérieur et à l'extérieur, qui provoquèrent des troubles internes et la perte de provinces, affaiblirent leurs finances et encouragèrent les ambitions des puissances européennes. Tandis que les sultans ottomans maintenaient nominalement leurs prétentions sur l'Algérie, la Libye et l'Égypte, le pouvoir réel y était aux mains des élites locales, qui défiaient souvent l'autorité du sultan. Dans les Balkans et le Caucase, les Ottomans devaient faire face aux aspirations résurgentes des peuples locaux (Grecs, Serbes, Géorgiens, etc.) et aux ambitions croissantes de la Russie et de l'Autriche, qui convoitaient des portions de plus en plus vastes du domaine ottoman. Entre 1745 et 1768, l'Empire ottoman connut une période de paix et de stabilité relatives. Des réformes modérées furent lancées, sans toutefois parvenir à résoudre les problèmes économiques de l'Empire, à juguler la corruption de l'administration ou à former une armée permanente moderne, l'un des principaux atouts des États européens contemporains<sup>28</sup>.

Cet échec se révéla lourd de conséquences en 1768, lorsque le conflit russo-turc franchit une nouvelle étape. Les armées russes remportèrent des victoires décisives sur les Ottomans dans les principautés danubiennes, forçant le sultan Abdülhamid I<sup>er</sup> à négocier la paix dans le village bulgare de Kutchuk-Kaïnardji en juillet 1774. Le traité qui s'ensuivit fut l'un des plus cruciaux de l'histoire de la diplomatie européenne et marqua un tournant dans celle des Ottomans. La perte de territoires était limitée, mais politiquement préjudiciable au sultan. La défaite ottomane encouragea les élites provinciales à envisager la rupture avec l'Empire, et les beys mamelouks d'Égypte, ainsi que de puissants notables d'Anatolie, de Syrie et d'Arabie, défièrent ouvertement l'autorité du sultan. En outre, le traité reconnaissait la liberté des

navires marchands russes de naviguer sur la mer Noire et dans les détroits turcs (Bosphore et Dardanelles), ce qui entraîna le développement de la marine marchande russe dans la région et, par conséquent, sa présence navale accrue pour protéger le commerce. L'accord donné par le sultan ottoman à la Russie de bâtir une église orthodoxe dans le quartier diplomatique de Pera à Constantinople et pour une disposition à la formulation vague qui permettait à la Russie de faire des représentations au nom de son Église et de « ceux qui la servent » fut tout aussi important. La Russie tira parti du caractère ambigu de cette déclaration pour revendiquer le droit de représentation pour tous les sujets de la Sublime Porte appartenant à l'Église orthodoxe orientale, justifiant ainsi son immixtion dans les affaires intérieures ottomanes. Désormais, en temps de guerre comme de paix, la Russie chercha à accroître ses privilèges et son degré d'ingérence dans le monde ottoman.

Le traité de Kutchuk-Kaïnardji avait jeté les bases de la question d'Orient en transformant l'Empire ottoman, aux yeux des puissances européennes, en objet de convoitise politique et territoriale. Les concessions accordées à la Russie en matière de commerce aiguisèrent l'appétit de la France, de la Grande-Bretagne et des Provinces-Unies, qui cherchèrent toutes à en obtenir de semblables pour leurs propres marchands. Par ailleurs, le traité révéla l'étendue de la faiblesse ottomane. Le sultan, dont les armées menaçaient naguère le cœur de l'Europe, n'était plus désormais qu'un dirigeant de plus en plus impuissant en marge des rivalités diplomatiques européennes, dont les territoires étaient la cible des manœuvres de la Russie, de la Grande-Bretagne, de l'Autriche et de la France.

Les Ottomans passèrent la décennie suivant le traité à réorganiser leur armée. Ils réussirent à moderniser partiellement leur marine, tandis que l'armée de terre retrouvait sa position d'avant-guerre, bien qu'elle eût encore du retard sur ses homologues européennes. Pendant ces années, la Russie et l'Empire ottoman se plaignirent de violations du traité de Kutchuk-Kaïnardji. Le sultan plaçait son unique espoir dans un soutien international, sans jamais l'obtenir. Entre-temps, une alliance secrète russo-autrichienne de 1781 se révéla essentielle à la poursuite de la

politique expansionniste de la Russie dans les Balkans. En acceptant cette alliance, l'Autriche était contrainte de gérer le problème fondamental inhérent à sa politique étrangère en cette fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, à savoir concilier son besoin de l'appui de la Russie contre la Prusse et son opposition à une nouvelle expansion russe dans le sud-est de l'Europe. En s'associant à la Russie, l'Autriche espérait à la fois se renforcer face à la Prusse et limiter les gains de Catherine II dans les possessions ottomanes<sup>29</sup>.

En 1783, suscitant l'humiliation et un profond ressentiment chez les Ottomans, la Russie annexa la Crimée, provoquant ainsi le changement territorial le plus important dans l'Europe du Sud-Est depuis la guerre de Sept Ans<sup>30</sup>. C'était pour la Russie une grande réussite, rendue possible par le ferme soutien autrichien dont elle avait bénéficié dans ses échanges avec le gouvernement ottoman. La Crimée offrait à la Russie des bases navales et des ports d'accès commode sur la mer Noire – et la possibilité de lancer une attaque navale directe contre Constantinople. La menace d'une nouvelle expansion russe aux dépens des Ottomans aurait dû provoquer une réaction de la part des autres grandes puissances, mais il n'y en eut aucune, parce que aucune d'elles n'était en mesure de fournir aux Turcs un soutien logistique efficace. La Grande-Bretagne était encore en train de se remettre de sa défaite dans la guerre d'Indépendance américaine, tandis que la France, d'ores et déjà affaiblie par la crise économique, fut encore davantage neutralisée par la révélation de l'alliance russo-autrichienne. Au printemps 1787, la procession triomphale de Catherine II à travers la partie méridionale de l'Ukraine et de la Crimée suscita de nouvelles inquiétudes quant aux intentions des Russes et exacerba les tensions entre l'Empire ottoman et la Russie. En août de la même année, le sultan Abdülhamid I<sup>er</sup>, influencé par les factions politiques bellicistes véhémentes et les mollahs (chefs religieux) et aiguillonné par les Britanniques, déclara la guerre à la Russie pour tenter de récupérer les territoires perdus lors des précédents conflits.

Pour Catherine II, ce nouveau conflit était bienvenu. La France était toujours enlisée dans la crise financière et incapable de soutenir son allié habituel, de sorte que l'impératrice y vit l'occasion de défier les Ottomans dans l'intention d'augmenter

son influence sur le littoral de la mer Noire et, peut-être, de réaliser son cher « projet grec » – le rétablissement d'un État byzantin sur le territoire ottoman, avec Constantinople pour capitale<sup>31</sup>. Une fois la guerre commencée, l'Autriche s'y engagea aux côtés de la Russie<sup>32</sup>. Les Turcs étaient mal préparés. Bien qu'ils aient affronté les Autrichiens avec succès dans le Banat (région à cheval entre la Roumanie, la Serbie et la Hongrie actuelles), ils ne purent arrêter l'avance russe. Son armée à la débandade, manquant de fournitures et de recrues de qualité, le nouveau sultan, Selim III, fut contraint de demander la paix<sup>33</sup>. Par le traité de Jassy (1792), la Russie acquit ce qui restait de la Crimée ainsi que les terres comprises entre le Boug et le Dniestr, renforçant son contrôle sur la rive nord de la mer Noire. Les Ottomans furent contraints de reconnaître l'annexion de la Crimée par la Russie et de reconfirmer les dispositions du traité de Kutchuk-Kaïnardji<sup>34</sup>. La fin de la guerre avec la Russie et le déclenchement de la Révolution française détournèrent l'attention des puissances européennes, donnant aux Ottomans quelques années de répit sans avoir à se soucier des visées impérialistes occidentales. Selim III en profita pour entreprendre des réformes limitées de l'État ottoman et chercher à centraliser son autorité, moderniser l'armée et améliorer les finances de l'État.

Les événements survenus dans les Balkans eurent évidemment des répercussions au-delà de l'Europe du Sud-Est. Au moment où la Russie et l'Autriche étaient entraînées dans la guerre, une crise éclata dans les Provinces-Unies, qui avaient connu un déclin économique au lendemain des dévastatrices guerres anglo-néerlandaises. Elle avait pour cause le conflit en cours entre les Orangistes, qui soutenaient les politiques autoritaires du *stathouder* (le premier magistrat) Guillaume V, prince d'Orange, et les « Patriotes » qui, inspirés par les idéaux des Lumières, représentaient les ordres intermédiaires et aspiraient à une société et un gouvernement plus démocratiques. S'appuyant sur leurs milices, les Patriotes prirent le contrôle de plusieurs villes et régions puis, en mai 1787, vainquirent le stathouder en personne près de Vreeswijk, dans la province d'Utrecht.

Les troubles dans les Provinces-Unies ne furent pas seulement un nouvel exemple de conflit intérieur, car les deux partis en

présence bénéficiaient d'appuis importants à l'étranger. La France faisait cause commune avec les Patriotes ; la Grande-Bretagne et la Prusse avaient, pour leur part, des liens étroits avec la maison d'Orange. L'arrestation et la détention, brève mais humiliante, de l'épouse du stathouder, qui était par ailleurs la sœur du roi Frédéric-Guillaume II de Prusse, provoquèrent l'intervention prussienne, mais pas avant que Berlin eût obtenu l'assurance de l'aide britannique. Les demandes d'assistance des Patriotes à la France inquiétaient les Britanniques, préoccupés au tout premier chef par les intentions maritimes et coloniales des Français. Alarmée par la perspective d'une influence française sur la marine et les colonies néerlandaises, la Grande-Bretagne soutint l'invasion prussienne des Provinces-Unies en septembre 1787. Bien qu'elle menaçât d'agir, la France était entravée, non seulement par sa crise financière et les dissensions internes au gouvernement royal, mais aussi par l'absence de tout engagement significatif de la part de l'Autriche ou de la Russie, toutes deux préoccupées par les Turcs. Sous le commandement du duc de Brunswick, l'armée prussienne déborda rapidement les villes hollandaises – le dernier bastion patriote, Amsterdam, se rendit début octobre – et rétablit le stathouder dans ses fonctions. Beaucoup de Patriotes s'enfuirent en France où, pendant la Révolution, ils firent pression pour que leur pays d'accueil entreprenne une action contre la maison d'Orange et soutienne ensuite la formation d'un gouvernement révolutionnaire. Après la répression de la révolte néerlandaise, l'alliance de 1788 entre Anglais, Hollandais et Prussiens confirma, si besoin était, l'éclipse de l'influence française aux Pays-Bas. De plus, l'incapacité de la France à empêcher l'intervention prussienne si près de ses frontières signala son incompetence sur le plan diplomatique (et militaire)<sup>35</sup>. L'Autriche et la Russie ne tinrent pas compte des efforts de la France pour négocier la paix dans les Balkans, et la Grande-Bretagne se montra plus active dans les affaires ottomanes – rôle que la France s'était traditionnellement réservé. En bref, la crise néerlandaise et ses répercussions furent humiliantes pour la monarchie française, puisqu'elles apprirent à l'Europe que la France ne faisait plus partie des puissances de premier plan.

Dans le même temps, les tourments qu'inspiraient à la Russie ses relations avec les Turcs incitèrent la Suède à lancer une attaque surprise en juillet 1788. Deux ans plus tard, la guerre russo-suédoise se solda de manière peu concluante par un traité qui confirmait le *statu quo ante bellum*, avec respect des frontières. Cependant, l'engagement russe dans cette guerre encouragea un mouvement de réforme politique intérieure chez les Polonais, qui voyaient d'un très mauvais œil la croissance de l'influence russe. À la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, la glorieuse République des Deux Nations (Pologne et Lituanie) n'était plus que l'ombre d'elle-même. Elle était dominée par une puissante aristocratie qui exerçait son autorité à travers le *Sejm*, un parlement élu limitant le pouvoir exécutif royal et empêchant, souvent, le gouvernement effectif de l'État. Un député du *Sejm* pouvait à lui seul clore les débats, en déclarant *liberum veto* (« Je suis libre de dire non »), et le dissoudre. La corruption grandissante et l'ingérence de voisins puissants et avides ne firent qu'exacerber le chaos politique du pays. Cette forme de gouvernement, qu'un historien a qualifiée avec justesse d'« anarchie constitutionnelle tempérée par la guerre civile », fut exploitée par les puissances européennes à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle<sup>36</sup>. En 1772, Catherine II manigança la première partition de la Pologne et plaça son favori, Stanislas Auguste Poniatowski, sur le trône polonais<sup>37</sup>. Les luttes politiques entre les grandes puissances européennes jouèrent un rôle majeur dans cette décision. L'Autriche s'alarmait des succès russes contre les Turcs dans la région du Danube. La Prusse était disposée à accepter la partition de la Pologne afin de satisfaire les ambitions expansionnistes de la Russie, de fournir une compensation à l'Autriche et de s'octroyer la province polonaise depuis longtemps convoitée de Prusse occidentale, qui séparait la Prusse orientale du Brandebourg. Dans l'ensemble, la Pologne perdit environ un tiers de son territoire et de sa population<sup>38</sup>.

Cette première partition mit en évidence les dangers encourus par l'État polonais, ce qui apporta de l'eau au moulin de l'opinion publique favorable à la réforme. Les relations russo-prussiennes, déjà tendues sous le règne de Frédéric II, se détériorèrent encore après l'accession de Frédéric-Guillaume II au trône de Prusse en 1786. Les sentiments antiprussiens de Catherine II

permirent à un parti favorable à l'Autriche d'éclipser rapidement ses rivaux prussiens et conduisirent au rapprochement de la Russie et de l'Autriche<sup>39</sup>. La signature de l'alliance entre Saint-Pétersbourg et Vienne en 1781 isola Berlin du reste de l'Europe, tournure des événements bien accueillie par l'empereur d'Autriche Joseph II. Bien que la Prusse restât l'alliée de la Russie (ne serait-ce que nominalement), Frédéric-Guillaume II tenait beaucoup à s'arroger encore une partie du territoire polonais et attendait, pour ce faire, le moment opportun.

Celui-ci se présenta au cours de la période 1786-1789, lorsque l'Europe entra dans la tourmente. La France, qui dérivait rapidement vers la révolution et était privée de son talentueux ministre des Affaires étrangères, Charles Gravier, comte de Vergennes, décédé en février 1787, se montrait timorée et irrésolue. L'Autriche et la Russie étaient en guerre avec les Turcs ottomans, tandis que Gustave III de Suède tentait de reprendre à la Russie les provinces de Finlande et de Carélie. Les Prussiens s'empresèrent de tirer parti de la situation, espérant exploiter au maximum les difficultés de la Russie et de l'Autriche et obliger cette dernière à faire des concessions en Europe orientale et centrale en compensation des gains que la Russie pourrait obtenir aux dépens des Turcs. En 1788, Frédéric-Guillaume II entra dans la triple alliance qui unit la Prusse, la Grande-Bretagne et les Provinces-Unies, dont l'objet, aux yeux de son principal artisan, le Premier ministre britannique William Pitt, était de poser les fondations d'une fédération sécuritaire en Europe. Frédéric-Guillaume obtint une nouvelle victoire diplomatique en janvier 1790 lorsqu'il négocia une alliance avec les Ottomans, ouvrant la perspective d'une action prusso-ottomane conjointe contre l'Autriche au moment où celle-ci s'évertuait à réprimer l'agitation intérieure en Hongrie et dans les Pays-Bas autrichiens (Belgique)<sup>40</sup>. Deux mois plus tard, Berlin conclut un pacte avec le roi Stanislas II Auguste de Pologne, en vertu duquel la Prusse s'engageait à rester aux côtés de la Pologne contre la Russie en échange de la cession de la ville fortifiée de Thorn (Toruń) sur la Vistule et de la grande ville portuaire de Dantzig sur la Baltique.

Ayant l'assurance du soutien des Prussiens, les Polonais entreprirent de réformer les affligeantes institutions politiques du pays

et de lui rendre sa vitalité. Le 22 octobre 1788, le Parlement de quatre ans (*Sejm Czteroletni*) ouvrit ses sessions et adopta une série de réformes qui aboutirent à la Constitution de mai 1791, premier pas vers le renversement du protectorat russe et le rétablissement de la monarchie polonaise. La Constitution proclamait une monarchie héréditaire limitée, capable de lever assez d'impôts pour assurer la défense du pays, et supprimait bon nombre des causes endogènes de l'impuissance polonaise, y compris le *liberum veto*, qui avait frappé d'incapacité le gouvernement précédent. Elle réformait également les finances de l'État, modernisait et développait l'armée royale<sup>41</sup>. Aussi remarquables qu'aient été ces changements politiques, leur réussite dépendait en fin de compte des voisins de la Pologne, qui avaient tout intérêt à ce que le pays reste faible. Préoccupée par la Suède et par l'Empire ottoman, la Russie ne put réagir immédiatement à la perte de son influence en Pologne. Cela créa une situation favorable à la Prusse, laquelle encourageait le mouvement de réforme polonais comme moyen d'affaiblir l'influence russe et renforçait l'hégémonie prussienne dans la région.

La situation internationale ne tarda pas à changer. Alarmé par les bouleversements survenus en Hongrie, dans les Pays-Bas autrichiens et en France, l'empereur Léopold II, qui remplaça son frère Joseph II à la tête du Saint Empire en février 1790, essaya de rétablir les relations avec les Hohenzollern de Prusse. En juillet 1790, il négocia avec Frédéric-Guillaume II la Convention de Reichenbach, qui réglait leur différend (au moins pour le moment). Cette convention permit au souverain autrichien de mettre fin à la guerre contre les Turcs et de concentrer ses efforts sur la restauration de son autorité dans ses domaines, dont la Belgique et la Hongrie, qui seront pacifiées à l'été 1791. En plus de favoriser des relations plus amicales entre les deux puissances germaniques, la Convention de Reichenbach amena la Prusse à soutenir l'Autriche en cas d'intervention en France et d'une éventuelle participation aux guerres révolutionnaires, ainsi que les deuxième et troisième partitions de la Pologne.

Après avoir mis un terme aux guerres contre la Suède et l'Empire ottoman en 1792, l'impératrice Catherine II tourna son

attention vers la Pologne. L'adoption de la Constitution provoqua une violente réaction de la noblesse polonaise, qui se sentait menacée par les idéaux nouveaux. Ayant reçu l'assurance du soutien de la Russie, une faction d'aristocrates polonais signa un acte de confédération contre la Constitution le 27 avril 1792, sept jours après que la France eut déclaré la guerre à l'Autriche. L'acte, proclamé le 14 mai dans la ville de Targowica, déclarait la nullité de la Constitution et réclamait l'intervention militaire de la Russie. Dans la guerre pour la défense de la Constitution qui s'ensuivit, les troupes russes franchirent la frontière entre la Pologne et la Lituanie, avec pour objectifs le soutien de la confédération de Targowica et le rétablissement de l'ancienne forme de gouvernement. L'armée polono-lituanienne, moins importante et aguerrie, lutta pour contenir la révolte intérieure et résister à l'invasion russe. La Prusse s'était engagée à venir à la rescousse de la Pologne et manqua à son engagement. La bataille de Dubienka, le 18 juillet 1792, marqua la fin de la guerre. Espérant préserver ses prérogatives royales, le roi de Pologne, Stanislas, décida de se joindre à la confédération de Targowica et mit fin aux opérations militaires<sup>42</sup>.

Dans sa façon de gérer les affaires polonaises, la Russie profita des préoccupations croissantes suscitées en Europe par la Révolution française pour accroître sa liberté de manœuvre. L'impératrice Catherine encouragea ses homologues autrichien et prussien à s'inquiéter de la France et promit son appui pour combattre la menace idéologique française. Cependant, les événements français avaient toujours été moins importants, à ses yeux, que le sort de la Pologne voisine. L'Autriche y avait des intérêts particuliers et elle soutenait le mouvement réformiste polonais, garant contre l'agrandissement de la Prusse, mais elle ne put pas faire grand-chose pour empêcher une deuxième partition, absorbée qu'elle était par l'évolution de la situation en France. De plus, son incapacité à refréner les ambitions russo-prussiennes en Pologne fut aggravée par le décès soudain de l'empereur Léopold II, en mars 1792. Celui-ci s'était toujours opposé à ce que le territoire polonais fût encore réduit, et il avait essayé de maintenir le *statu quo* dans la région. Avec lui disparaissait cette influence modératrice sur la Russie. Son successeur, François II, consentit à la

partition russo-prussienne de la Pologne, pourvu que l'Autriche fût autorisée à échanger les Pays-Bas autrichiens contre la Bavière. Chose remarquable, les principes antiprussiens qui avaient modelé la politique autrichienne depuis 1740 étaient abandonnés presque du jour au lendemain, et la nouvelle génération de diplomates autrichiens espérait tirer parti de la coopération avec Berlin contre la France pour former une alliance austro-prussienne durable qui remplacerait les alliances nébuleuses que l'Autriche entretenait encore avec la Russie et la France<sup>43</sup>. Ce changement de politique étrangère coûta cher. Les défaites de Valmy (20 septembre 1792) et de Jemmapes (6 novembre 1792) contraignirent Vienne à reconnaître que la guerre contre la France devait être sa priorité absolue et excitèrent la convoitise de la Prusse à l'endroit des terres polonaises qui compenseraient ses échecs à l'ouest. En janvier 1793, un traité russo-prussien officiel, signé à Saint-Pétersbourg, décida de l'avenir de la Pologne. La deuxième partition qui s'ensuivit entraîna la réduction calamiteuse du territoire polonais et transforma ce royaume, si fier jadis, en un petit État dominé par ses voisins<sup>44</sup>.

La partition était un triomphe pour la diplomatie russe, qui manipula habilement la situation internationale. C'était en revanche une grave défaite pour l'Autriche et la Grande-Bretagne, qui préconisaient fermement l'équilibre des pouvoirs dans le nord-est de l'Europe. Cependant, la confédération sécuritaire conçue par les Britanniques exigeait la volonté correspondante de trouver, Dieu seul sait où, le financement nécessaire. La position de la Grande-Bretagne en Europe fut par conséquent minée, et en 1793 elle entra en guerre, non pas en tant que membre d'une coalition multilatérale, mais comme puissance isolée<sup>45</sup>.

Si ces querelles eurent un tel impact international, c'est parce que les puissances européennes étaient aussi des empires coloniaux. À la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, quatre États européens avaient, à eux seuls, la maîtrise des deux tiers de l'hémisphère occidental<sup>46</sup>. Parmi eux, le Portugal était la plus faible des puissances coloniales, mais elle avait encore la haute main sur la vaste région amazonienne, où douze colonies royales (capitaineries) s'unirent en gouvernorat général du Brésil. Les colonies furent d'abord

gouvernées depuis São Salvador de Bahia de Todos os Santos, dans le nord-est du pays, mais, en 1763, le centre de l'administration coloniale portugaise se déplaça à Rio de Janeiro, qui fit office de capitale coloniale jusqu'en 1808. La rivale historique du Portugal, l'Espagne, dominait une large ceinture de territoires, du Chili à ce qui constitue maintenant le sud-ouest des États-Unis, héritage des conquêtes espagnoles des XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles. Dans le golfe du Mexique et la Caraïbe, l'Espagne contrôlait presque toutes les côtes, à l'exception majeure de la Louisiane française, et un grand nombre d'îles, dont Cuba et la moitié d'Hispaniola (ou Haïti, actuellement partagée en deux pays : Haïti et la République dominicaine). La plupart des possessions coloniales de la France dataient du XVII<sup>e</sup> siècle, lorsque la monarchie française avait exploré et colonisé des régions du Nouveau Monde. Au milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle, elle possédait la Louisiane, certaines parties de l'actuel Canada (Acadie, Terre-Neuve, l'île Royale, notamment) et des Antilles (Saint-Domingue, Tobago, etc.), qu'elle perdit au cours de la désastreuse guerre de Sept Ans avec la Grande-Bretagne.

À l'issue de ce conflit, la Grande-Bretagne était devenue la principale puissance coloniale du globe après avoir gagné de vastes territoires dans l'est de l'Amérique du Nord, en particulier la majeure partie du Canada et des terres à l'est du Mississippi. Pourtant, ses efforts pour tirer des revenus supplémentaires de ses colonies américaines afin de financer la guerre déclenchèrent la révolution américaine, qui aboutit à la création d'un nouvel État-nation. Grâce à l'important soutien de la France, les treize colonies américaines obtinrent leur indépendance en 1783. Le conflit qui contribua à la formation des États-Unis mit en mouvement celle d'une seconde nation, la canadienne, qui, elle, prit plus de soixante-dix ans. Après la guerre d'Indépendance américaine, la Grande-Bretagne maintint là-bas une présence considérable : elle dominait la moitié nord-est de l'Amérique du Nord, où les colonies du Québec, de la Nouvelle-Écosse et de l'Île-du-Prince-Édouard lui restaient farouchement loyales.

En raison des difficultés créées par l'afflux de dizaines de milliers de migrants loyalistes en provenance des États-Unis nouvellement indépendants, le gouvernement britannique fut forcé de

réorganiser ses colonies d'Amérique du Nord. En 1784, le Nouveau-Brunswick fut établi sur la rive ouest de la baie de Fundy, auparavant partie de la Nouvelle-Écosse. Et, en 1791, le Québec fut divisé en deux colonies, le Haut-Canada (l'actuel Ontario) et le Bas-Canada (l'actuel Québec). À elles seules, les cinq colonies du Haut-Canada, du Bas-Canada, de la Nouvelle-Écosse, du Nouveau-Brunswick et de l'Île-du-Prince-Édouard formaient l'Amérique du Nord britannique.

Au début des guerres révolutionnaires, les sympathies de la République américaine naissante étaient partagées entre la Grande-Bretagne et la France. La présence persistante des Britanniques au Canada continuait de préoccuper les Américains. En vertu des dispositions du traité de Paris de 1783, les Britanniques conservaient le Canada, mais renonçaient à leurs prétentions sur le pays de l'Ohio, rebaptisé ensuite « ex-Territoires du Nord-Ouest », qui s'étendait entre la rivière Ohio et le sud des Grands Lacs. Cependant, les Britanniques pratiquaient toujours le commerce des fourrures avec les nombreuses tribus qui vivaient là. Ils refusèrent même d'abandonner d'importants avant-postes frontaliers dans la région, tels que Port Detroit, tant que la question des dettes de l'époque coloniale n'était pas résolue. Les officiers britanniques qui avaient combattu pendant la guerre d'Indépendance et servaient encore au Canada évoquaient ouvertement le jour où les États-Unis appartiendraient de nouveau à la Grande-Bretagne. Ainsi, John Graves Simcoe, premier lieutenant-gouverneur du Haut-Canada (1791-1796), parlait d'une guerre future contre la République américaine et faisait de son mieux pour y préparer sa province. Au milieu des années 1780, l'administration de George Washington tenta de nouer des relations amicales avec la Grande-Bretagne, à laquelle il fit plusieurs ouvertures diplomatiques, toutes déclinées. C'est seulement lorsque la crise de la baie de Nootka menaça de déclencher une guerre entre la Grande-Bretagne et l'Espagne que le gouvernement britannique prêta l'oreille aux offres américaines.

La crise de la baie de Nootka met en relief le caractère mondial des ambitions des puissances européennes à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. L'étude traditionnelle de la crise se focalise sur les relations anglo-espagnoles et désigne la tentative britannique d'établir une base

sur l'île de Vancouver, sur la côte pacifique de l'Amérique du Nord, comme son facteur déclenchant. L'Espagne revendiquait cette région depuis le XVI<sup>e</sup> siècle et n'avait jamais reconnu, à quelque puissance étrangère que ce soit, le droit de naviguer ou de commercer dans ses eaux ou sur ses terres<sup>47</sup>. Cependant, les navires britanniques ignoraient fréquemment les exigences espagnoles. En 1789, la marine espagnole saisit des bateaux britanniques qui opéraient dans la région et incarcéra les équipages en faisant valoir la souveraineté espagnole exclusive sur toute la côte pacifique de l'Amérique du Nord.

Aborder ainsi la question, c'est négliger une autre puissance européenne de plus en plus expansionniste, qui avait des intérêts dans le nord-est américain et dont les actions contribuèrent à l'éclatement de la crise. Les Russes avaient atteint l'océan Pacifique au milieu du XVII<sup>e</sup> siècle. Pendant les décennies suivantes, des pionniers russes avaient découvert et exploré les vastes étendues de l'Asie du Nord-Est et du Pacifique. C'est aussi une expédition russe, dirigée par l'explorateur danois Vitus Jonassen Béring, qui avait exploré la côte nord-est de l'Asie et le littoral ouest de l'Amérique du Nord, y compris le détroit qui sépare les deux continents et porte son nom<sup>48</sup>. Maintenant cette tradition d'exploration, les trappeurs (*promychlenniki*) et navigateurs russes explorèrent tout l'archipel des îles Aléoutiennes, atteignirent la péninsule de l'Alaska au début des années 1760 et commencèrent à parcourir la côte nord-ouest du Canada actuel. Leurs découvertes furent d'une grande importance commerciale, les régions en question permettant de se procurer d'énormes quantités de fourrures, vendues à prix d'or en Chine<sup>49</sup>.

L'exploration du Pacifique par les Britanniques, en particulier la dernière expédition du capitaine James Cook en 1776-1780, contribua à favoriser la présence russe dans le nord-est du Pacifique<sup>50</sup>. L'apparition des Britanniques dans les îles Aléoutiennes, puis au port russe de Petropavlosk, dans la presqu'île du Kamtchatka, en 1779, rappela clairement la valeur économique et l'absence relative de défense de la région (la Russie ne disposait pas de bâtiments de guerre dans l'extrême Nord-Est. Les inquiétudes des Russes furent exacerbées par la nouvelle de l'arrivée au

Kamtchatka de l'expédition française de Jean-François de Galaup, comte de Lapérouse, au milieu des années 1780.

La Russie réagit à l'activité britannique, espagnole et française dans le Pacifique en préparant ses propres expéditions. Pendant les cinq années qui suivirent le dernier voyage de Cook, dont la nouvelle se propagea du Kamtchatka à Saint-Pétersbourg, le gouvernement russe envisagea au moins une demi-douzaine de projets d'exploration du Pacifique Nord et d'exploitation de ses richesses potentielles. Catherine II donna son consentement à deux, une expédition scientifique dirigée par Joseph Billings, un ancien de la marine marchande britannique qui se mit au service des Russes, en 1785, et une expédition militaire, dirigée par Grigory Mulovsky un an plus tard<sup>51</sup>. Tous deux reçurent des instructions détaillées sur leurs objectifs scientifiques, commerciaux et politiques. Celles de Mulovsky comprenaient une section relative à la question de la souveraineté russe dans la zone du Pacifique Nord<sup>52</sup>. Elles reflétaient la position officielle russe selon laquelle il était « incontestable » que la Russie jouissait de la souveraineté sur la côte américaine à partir de 55° 21' N vers le nord, y compris sur toutes les îles au large du continent américain et près de la péninsule de l'Alaska, ainsi que sur les îles Kouriles du Japon<sup>53</sup>. Le décret de Catherine II, signé en décembre 1786, précisait que des navires de guerre russes, « armés de la même manière que ceux du capitaine Cook », devaient passer le cap de Bonne-Espérance pour protéger les possessions russes dans le Pacifique Nord.

L'expédition de Mulovsky fut annulée en raison du déclenchement de la guerre contre l'Empire ottoman en 1787, mais elle suscita de fortes appréhensions, en particulier à la cour d'Espagne en raison de la présence espagnole de longue date sur la côte pacifique d'Amérique du Nord. Pedro Normande, l'ambassadeur d'Espagne à Saint-Pétersbourg, rédigea à flot continu des rapports sur les découvertes et la colonisation russes dans le Pacifique Nord, qui, en dépit de leurs erreurs et exagérations, brossaient un tableau effrayant de l'expansion russe imminente en Amérique du Nord<sup>54</sup>. C'est en réaction à de tels rapports que le gouvernement espagnol se sentit obligé d'adresser un nouvel ensemble d'instructions aux autorités coloniales du Mexique et

se hâta d'envoyer des navires de guerre établir une base dans la baie de Nootka pour faire valoir ses revendications sur la région. L'un de ces bâtiments était commandé par Esteban José Martínez, qui, à son arrivée à Nootka le 4 mai 1789, n'y trouva pas de navires russes, mais des bâtiments britanniques et américains. Dans l'affrontement qui s'ensuivit, Martínez entreprit rapidement de mettre un terme aux activités étrangères dans la région et ordonna la saisie des bateaux britanniques.

Le Premier ministre anglais William Pitt, bien décidé à rétablir la puissance britannique au lendemain de la guerre d'Indépendance américaine, demanda des réparations et insista pour que fussent garantis le commerce et la colonisation britanniques le long de la côte nord-ouest du Pacifique. L'Espagne n'accepta que la première de ces exigences, et les deux pays se préparèrent à la guerre<sup>55</sup>. La crise de Nootka plaçait les États-Unis et la France dans une position difficile. Les premiers s'alarmaient à la perspective de l'invasion et de l'occupation de la Floride et de la Louisiane par les Britanniques, qui auraient abouti à l'encerclement des États-Unis par l'est et l'ouest du pays. Le fait que la France, alliée de l'Espagne, soit déjà prise dans la tourmente révolutionnaire et incapable d'apporter son aide aux Espagnols était tout aussi contrariant. Les États-Unis craignaient que l'alliance qu'ils avaient scellée avec la France en 1778 ne les oblige à prêter assistance à l'Espagne. Face à la menace de guerre, le président Washington chercha conseil auprès de ses ministres. Sa nouvelle administration avait conscience de la faiblesse relative des États-Unis et de la nécessité d'éviter la guerre, mais le secrétaire d'État, Thomas Jefferson, et le secrétaire au Trésor, Alexander Hamilton, étaient d'un avis contraire. Le premier arguait que les États-Unis devaient arracher des concessions soit à la Grande-Bretagne (retrait des postes du Nord-Ouest et traité commercial), soit à l'Espagne (acquisition de La Nouvelle-Orléans, de la Floride, et droit de naviguer sur le Mississippi), comme prix de leur neutralité dans le conflit imminent<sup>56</sup>. Hamilton, qui voulait la paix à tout prix avec la Grande-Bretagne pour protéger le système économique du pays, était favorable à la guerre contre l'Espagne, plus faible, et recommandait d'autoriser les Britanniques à traverser le territoire des États-Unis, car ceux-ci ne pourraient ni les

en empêcher ni se permettre de mener une autre guerre contre eux.

La crise de Nootka prit fin quand l'Espagne décida de négocier. Selon les termes de la Convention de Nootka (1790), l'Espagne reconnaissait les droits commerciaux et d'établissement des Britanniques dans les régions inoccupées de la côte du Pacifique au-dessus de San Francisco. Elle marquait la fin effective des revendications espagnoles sur le monopole du commerce et de la colonisation dans la région. Les concessions espagnoles affermirent les prétentions britanniques à la souveraineté dans ce qu'on appela « le pays de l'Oregon ».

Cependant, les guerres révolutionnaires françaises empêchèrent la Grande-Bretagne, qui y participa à partir de 1793, d'exploiter pleinement ces concessions. Cela permit aux États-Unis de s'étendre dans les années suivantes sans opposition britannique. L'incident de la baie de Nootka montrait à l'administration de Washington que les États-Unis n'étaient pas à l'abri des effets des luttes européennes et que la Grande-Bretagne représentait la principale menace planant sur la sécurité du pays. La crise conduisit à la formulation de deux principes fondamentaux de la politique étrangère américaine : s'opposer à la colonisation européenne dans les Amériques (ce qu'on appela par la suite « la doctrine Monroe ») et éviter de « s'empêtrer dans certaines alliances », comme le dit le président Jefferson dans son discours inaugural. Les dirigeants américains prenaient conscience des périls nés des rivalités européennes dans les régions riveraines du Mississippi. Enfin, cette crise aboutit à l'instauration de liens diplomatiques permanents entre les États-Unis et la Grande-Bretagne. Le gouvernement britannique, préoccupé par les menaces du Congrès d'imposer des droits de douane et de tonnage discriminatoires sur les marchandises britanniques, et craignant que les États-Unis profitent de la crise pour agrandir leur territoire, envoya son Premier ministre, George Hammond, outre-Atlantique en 1791.

De manière plus générale, la crise de la baie de Nootka montrait la faiblesse de la France dans l'arène internationale et les possibilités ainsi offertes à ses rivaux. Elle révélait également

l'influence que la Révolution française allait exercer sur les événements mondiaux.

La mer des Antilles allait, la première, devenir le théâtre d'un conflit de grande envergure directement provoqué par la Révolution, puis par les guerres révolutionnaires. Six puissances européennes – Grande-Bretagne, Espagne, France, Provinces-Unies, Danemark et Suède – rivalisaient pour avoir la mainmise sur la Caraïbe. La Grande-Bretagne et la France lui accordèrent une attention spéciale à la suite de la guerre de Sept Ans, après laquelle le foyer de leur rivalité s'était déplacé de l'Amérique du Nord et de l'Inde vers les colonies antillaises<sup>57</sup>. La France était particulièrement sensible à toute menace pesant sur ses intérêts dans la région en raison de sa dépendance croissante envers le commerce colonial. En 1787, les marchandises en provenance de ses colonies représentaient presque 40 % de ses importations, et plus du tiers de ses exportations étaient à destination des Antilles<sup>58</sup>. Un contemporain avertissait : « Dans la tourmente qui balaie actuellement le système commercial européen, perdre de vue ses colonies [des Antilles] rendrait la France esclave de l'Angleterre<sup>59</sup>. »

La Saint-Domingue française (aujourd'hui Haïti) était la colonie la plus riche des Amériques et la principale productrice de sucre. En 1789, elle comptait quelque 8 000 plantations qui employaient un demi-million d'esclaves, soit 80 % de la population de la colonie ; elle ne comptait que 30 000 habitants blancs, ce qui représente un peu plus que le nombre de gens de couleur libres<sup>60</sup>. Saint-Domingue était à la fois le centre d'un système commercial mondial qui faisait circuler avec efficacité personnes, marchandises et idées, et un nœud compliqué d'intrigues diplomatiques. Les révoltes d'esclaves consécutives à la Révolution française exacerbèrent la compétition coloniale entre les puissances européennes dans la Caraïbe.

La domination espagnole dans la mer des Antilles avait empêché les Britanniques et les Français d'y fonder des colonies jusqu'au début du XVII<sup>e</sup> siècle. Comme le sucre, le tabac et autres plantations dépendantes du travail des esclaves devenaient d'importantes sources de revenus, les puissances européennes organisèrent régulièrement des expéditions pour tenter de

s'approprier des colonies rivales ou protéger les leurs<sup>61</sup>. En raison de la géographie de la Caraïbe, de telles opérations militaires nécessitaient de faire largement appel à la marine, et elles étaient compliquées par les maladies (en particulier la fièvre jaune) et le mauvais temps. Pendant la guerre de la Ligue d'Augsbourg (1688-1697), la guerre de la Succession d'Espagne et celle de la Succession d'Autriche, l'Espagne, la Grande-Bretagne et la France s'affrontèrent pour la mainmise sur les îles, sans que ces conflits n'aient d'effet majeur sur l'équilibre des pouvoirs aux Antilles. La guerre de Sept Ans, en revanche, aboutit à des résultats différents. La marine française fut incapable de protéger les îles françaises à cause du blocus britannique, et la Royal Navy ratisa la région, s'emparant au passage de la Guadeloupe, de la Martinique et de la plupart des autres îles antillaises françaises. Le traité de Paris (1763) confirma la possession par les Britanniques de la Dominique, de Saint-Vincent et de Tobago, mais la France récupéra la Martinique et la Guadeloupe en échange du Canada.

La France trouva une possibilité de revanche durant la guerre d'Indépendance américaine. Après avoir secrètement aidé les Américains, les Français entrèrent officiellement en guerre en 1778, et des combats navals importants eurent lieu dans la Caraïbe, où ils s'approprièrent la Dominique, Saint-Vincent, la Grenade, Tobago, Saint-Eustache et Saint-Christophe-et-Niévès entre 1778 et 1781, avant de subir une grave défaite à la bataille des Saintes (12 avril 1782), qui sauva les positions britanniques aux Antilles. Le traité de Paris de 1783 leur restitua la plupart de leurs îles, y compris les Bahamas, accaparés par les Espagnols en 1782. Curieusement, le profond bouleversement provoqué par la révolution américaine eut des répercussions limitées dans les colonies antillaises, et de récentes études n'attribuent aux luttes des Américains contre les Britanniques aucun rôle majeur dans la révolte des esclaves d'Haïti contre leurs maîtres français<sup>62</sup>.

La Révolution française eut des conséquences différentes. Elle déclencha un nouveau conflit entre la Grande-Bretagne et la France à propos des Antilles car, du fait de l'importance économique de la production coloniale pour le commerce européen, il était certain que les deux pays feraient tout leur possible pour

conserver leur mainmise sur les îles de la région. Les soulèvements d'esclaves inspirés par la Révolution compliquèrent cependant leur rivalité coloniale. Les événements révolutionnaires de France, en particulier le vote de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen (août 1789), eurent un effet immédiat sur les colonies françaises, surtout à Saint-Domingue ; il y eut une insurrection des esclaves à Saint-Pierre (Martinique) fin août, une autre dans le sud de Saint-Domingue début octobre, et une nouvelle vague de troubles importants dans le sud de la Martinique en novembre<sup>63</sup>. Honoré Riqueti, comte de Mirabeau, l'un des principaux chefs de file à ce stade précoce de la Révolution, membre de la Société des amis des Noirs, affirma publiquement que, comme l'impliquait la Déclaration, « Il ne peut y avoir, ni en France, ni dans aucun pays soumis aux lois de France, d'autres hommes que des hommes libres, que des hommes égaux entre eux<sup>64</sup>. » De riches planteurs blancs espéraient obtenir l'autonomie sans risquer l'abolition de l'esclavage, tandis que les hommes libres de couleur désiraient acquérir les droits énumérés dans la Déclaration. Les planteurs blancs soutenaient, eux, que celle-ci ne s'appliquait pas aux gens de couleur, et les débats sur la citoyenneté des mulâtres devinrent de plus en plus houleux.

En septembre 1790, un conflit éclata entre planteurs aristocrates et patriotes dans les villes de Saint-Pierre et de Fort Royal à la Martinique. En décembre, il y eut des tentatives d'insurrection en Guyane française et dans l'île de Sainte-Lucie ; puis, en avril 1791, les esclaves provoquèrent des troubles à la Guadeloupe<sup>65</sup>. En mai, la décision prise par l'Assemblée nationale française d'accorder la pleine citoyenneté à tous les hommes nés de père et mère libres et possédant la capacité financière requise provoqua des combats de rue à Port-au-Prince à Saint-Domingue, et, début novembre 1791, des révoltes d'esclaves perturbèrent plusieurs paroisses de la Martinique<sup>66</sup>. La question de la liberté et de la citoyenneté ainsi que la crise politique en cours incitèrent les esclaves à se révolter contre leurs maîtres dans les plaines et les collines densément peuplées des provinces nord de Saint-Domingue<sup>67</sup>. Néanmoins, ces conflits dans les colonies françaises ne divisèrent pas immédiatement les propriétaires de plantations et leurs esclaves. En 1790 et 1791, les premiers

employèrent avec succès les seconds pour renforcer leur capacité militaire contre leurs adversaires révolutionnaires. Entre 1790 et 1792, les royalistes triomphèrent à la Guadeloupe et à la Martinique, et durent leur victoire, dans les deux cas, aux esclaves qu'ils avaient armés. En fait, durant cette période, royalistes et patriotes rivalisèrent d'efforts pour rallier les esclaves rebelles dans leur camp<sup>68</sup>. À l'été 1791, cependant, la tourmente commença à se faire sentir aussi hors des colonies françaises. Dans le mois qui suivit la première révolte, les autorités britanniques parvinrent à juguler les menaces de soulèvements d'esclaves à la Jamaïque<sup>69</sup>. Les Britanniques envoyèrent une délégation aux planteurs français afin de leur proposer leur aide contre les esclaves. Les Espagnols de la moitié est de l'île en profitèrent pour s'enrichir en vendant des armes et des fournitures aux esclaves insurgés. Bien que les relations entre Blancs et mulâtres fussent restées tendues, la milice composée de gens de couleur libres joua un rôle clé dans la lutte contre les esclaves rebelles et dans le processus accéléré de reconnaissance de leurs droits civils. Le 4 avril 1792, l'Assemblée nationale française accorda la citoyenneté à tous les hommes libres de couleur, espérant que cette mesure lui vaudrait leur loyauté et leur soutien<sup>70</sup>. Seize jours après commençait une guerre qui changea la face du monde.



## La guerre de la Première Coalition

LA GUERRE QUI DÉBUTA en avril 1792 était la première que menait la France contre une puissance continentale depuis la fin de celle de Sept Ans, trente ans plus tôt. Elle débuta très mal pour la France, dont les armées avaient été durement touchées par la crise financière d'avant la Révolution, puis handicapées par l'émigration massive d'officiers nobles ainsi que par le manque d'équipement et de fournitures. De plus, la France était isolée diplomatiquement. Et, contrairement à ce que prétendaient les révolutionnaires, il n'y eut pas de réaction révolutionnaire immédiate dans le reste de l'Europe. La distance, la censure aristocratique et les contraintes étatiques empêchaient les nouvelles de parvenir jusqu'au nord, au sud et à l'est de l'Europe, où l'ordre établi tenait bon. En Pologne seulement, les réformateurs enthousiastes purent agir, mais, même là, leurs succès furent de courte durée.

Les combats commencèrent lorsque les forces armées françaises envahirent les Pays-Bas autrichiens (la Belgique actuelle) avec quelques succès dans les régions frontalières. À ce stade de la guerre, c'est à cela que se limitèrent les victoires de la France. Au printemps et à l'été 1792, les troupes françaises subirent une série de revers quand l'armée austro-prussienne, commandée par Charles-Guillaume-Ferdinand, duc de Brunswick-Wolfenbütter, envahit le pays et s'avança lentement vers Paris. Le 25 juillet, les Alliés lancèrent un avertissement – le manifeste de Brunswick – par lequel ils menaçaient de « tirer une vengeance exemplaire et à jamais mémorable en soumettant Paris à la loi martiale et

détruisant complètement la ville » s'il était fait du mal à la famille royale française. Ce manifeste, l'un des documents les plus célèbres de l'histoire européenne moderne, constituait un ultimatum d'une tournure assez particulière : il commençait sur un ton quelque peu conciliant et insistait sur le fait que les Alliés n'avaient nullement l'intention de « se mêler de la politique intérieure de la France », avant de recourir à des menaces directes si les Français n'obtempéraient pas. Comme souvent en temps de guerre, le manifeste eut l'effet exactement contraire à celui escompté et ne fit qu'attiser l'ardeur révolutionnaire des Français. Les Alliés l'avaient conçu comme une mise en garde, mais il fit le jeu des prosélytes de la Révolution, qui le présentèrent comme une menace directe à l'existence de la nation et contribuèrent à déclencher une nouvelle série de violences à Paris. Le 10 août 1792, la foule prit d'assaut le palais des Tuileries et emprisonna la famille royale. En septembre, la nouvelle législature – la Convention nationale – abolit la monarchie française, proclama la république et entreprit la tâche difficile de défendre le pays. « La Patrie en danger ! » devint le cri de ralliement qu'utilisaient les révolutionnaires français pour mobiliser les forces nécessaires à la défense de la nation.

Non sans raison. Une armée prussienne (soutenue par quelques Autrichiens) avait déjà dépassé Longwy, à quelque 300 kilomètres de Paris, sans que rien ne puisse arrêter sa marche vers la capitale, si ce n'est la réticence de son commandant, le duc de Brunswick. Malgré la dureté de son manifeste, Charles-Guillaume-Ferdinand désapprouvait sa mission et, ayant atteint la Meuse, il s'arrêta, déclarant qu'il était impossible d'aller plus loin. Seule la reddition inattendue de la forteresse de Verdun l'obligea à avancer, sous peine de se couvrir de honte. Arrivé dans la petite ville de Valmy, à 250 kilomètres environ de Paris, Brunswick rencontra une armée française réorganisée à la hâte, sous le commandement des généraux Charles Dumouriez et François Kellermann. Le 20 septembre 1792, il se mit en marche pour attaquer ce qui lui semblait être une foule indisciplinée, mais se retrouva sous le feu des canons français. L'artillerie était le corps d'armée le moins affecté par la Révolution et, par conséquent, toujours pourvu en personnel professionnel. Déployés sur



les collines de Valmy, les artilleurs français ne se laissèrent pas réduire au silence par la riposte prussienne et continuèrent de prendre pour cible l'infanterie ennemie – ce qu'on a appelé la « canonnade de Valmy ». Comme les Prussiens hésitaient, Kellermann leva son chapeau et s'écria : « Vive la Nation ! » – cri repris encore et encore par presque toute l'armée française. Face à des soldats français impatientes d'en découdre et poussant des acclamations, le duc de Brunswick saisit l'occasion et interrompit la campagne, déclarant la position française imprenable et rappelant ses hommes.

La bataille de Valmy constitua une victoire stratégique et politique française cruciale, car elle avait arrêté la progression de l'armée austro-prussienne et protégé le gouvernement révolutionnaire. Les sentiments patriotiques excités par les cris de « La Patrie en danger ! » furent encore exacerbés par la fierté nationale d'avoir vaincu les vétérans de Frédéric le Grand. De plus, les troupes françaises prirent l'initiative de poursuivre la guerre avec plus d'énergie : le général Adam Custine franchit le Rhin depuis l'Alsace et occupa Mayence et Francfort en octobre, tandis que Dumouriez pénétrait dans les Pays-Bas autrichiens et battait les Autrichiens à Jemmapes le 6 novembre. Cette bataille marqua un des tournants de la guerre, les Français continuant sur leur lancée en occupant la majeure partie des Pays-Bas autrichiens et envoyant le long de l'Escaut un escadron assiéger Anvers. En même temps, des troupes françaises occupèrent la Savoie et Nice, sur la ligne de front italienne. Les victoires de l'automne 1792 firent, à maints égards, l'effet d'une délivrance miraculeuse pour la France, mais leurs causes profondes tenaient à divers facteurs : les dissensions internes entre les membres de la Coalition et les événements de Pologne qui les préoccupaient ; la supériorité numérique croissante des troupes françaises, qui avait fait preuve d'un élan au combat qui surprit leurs adversaires ; et l'adoption de réformes militaires depuis longtemps préconisées par de grands théoriciens français comme Jacques Antoine Hippolyte, comte de Guibert<sup>1</sup>.

Malgré ces victoires, l'année 1793 ne commença pas sous les meilleurs auspices pour la France. Les monarchies européennes furent ulcérées par l'exécution de Louis XVI, le 21 janvier, et la

proclamation de la Convention nationale, annonçant une croisade populaire contre les privilèges et la tyrannie. La volonté révolutionnaire d'instaurer des relations directes avec les citoyens, en passant par-dessus la tête des monarques, faisait planer une menace imminente sur les régimes existants. L'édit de Fraternité, rendu public par la Convention nationale le 19 novembre, alarma encore davantage les États monarchiques<sup>2</sup> ; la France révolutionnaire promettait en effet d'accorder « fraternité et secours à tous les peuples qui voudront recouvrer la liberté », invitant ainsi ouvertement à renverser les régimes en place. L'édit de Fraternité incita bel et bien les révolutionnaires en puissance d'autres parties de l'Europe, y compris dans des pays qui n'étaient pas en guerre avec la France, à défier leur gouvernement. En Grande-Bretagne, par exemple, l'ambassade française organisa des réceptions pour les députations de sociétés radicales, notamment la Société révolutionnaire de Norwich et la Société constitutionnelle de Manchester, qui exprimèrent leur joie en voyant la France « accomplir sa grande destinée », comme il fut dit dans une déclaration publique, et reçut avec satisfaction les dons d'argent et d'armes que les radicaux anglais expédiaient aux armées révolutionnaires en Belgique<sup>3</sup>.

L'édit ankra dans l'esprit de nombreux révolutionnaires français (et dans celui du peuple en général) la conviction que l'expansion française était un impératif moral. Selon les mots du grand historien Albert Mathiez, il marqua « l'apogée de la politique cosmopolite et humanitaire » de la Révolution au moment où « la propagande émancipatrice prenait la forme d'une tutelle, presque d'une dictature. La France révolutionnaire reconnaissait que les peuples libérés laissés à eux-mêmes étaient incapables par leurs seules forces d'imiter son exemple ». Les révolutionnaires français devaient aider ces peuples en faisant la révolution pour eux, sans eux, et si nécessaire contre eux<sup>4</sup>. L'expansion française dans les territoires voisins ne tarda pas à montrer un visage plus sinistre. L'idéalisme de l'édit de Fraternité fut en grande partie subverti par la loi du 15 décembre 1792 qui décréta que les peuples « libérés » devaient rembourser le coût de l'occupation militaire française. Les radicaux européens ne tardèrent pas à constater que toute protestation contre les excès de l'armée

d'occupation entraînait harcèlement, amendes et emprisonnement. Déjà en janvier 1793, le radical allemand Georg Forster, qui avait, au départ, bien accueilli les troupes françaises en Rhénanie, se plaignit amèrement de ce que les grands idéaux de la Révolution étaient pervertis quotidiennement par « le brigandage des troupes qui ne réussissaient que trop bien à s'aliéner les âmes et à leur enlever l'envie de se donner à la France... Les habitants auraient été moins cruellement déçus si, en arrivant, les soldats leur avaient dit : "Nous sommes venus pour tout vous prendre" <sup>5</sup> ».

La Révolution représentait une menace, non parce qu'elle était portée par des idées fortes, mais parce que ces idées portaient des armes. Les autres pays d'Europe furent tout à fait capables de réprimer leurs propres révolutions. Lorsque William Pitt, le Premier ministre, fut accusé de faire la guerre aux « opinions » révolutionnaires, il fit cette réponse célèbre : « Ce n'est pas vrai. Nous ne prenons pas les armes contre les opinions de salon, ni contre les spéculations académiques. Nous sommes en guerre contre les opinions *armées* <sup>6</sup>. » C'est la puissance des armées françaises réformées qui rendait la Révolution dangereuse. Au début, le gouvernement révolutionnaire français manifesta profusément un idéalisme sincère en matière de politique étrangère et promulgua même un décret désavouant conquêtes et agrandissements territoriaux <sup>7</sup>. Mais fin 1792, après qu'il eut goûté au succès, la « guerre pour la liberté » de la Révolution se donna des objectifs plus conventionnels. Les conquêtes françaises en Rhénanie menaçaient les intérêts autrichiens, tandis que l'invasion des Pays-Bas autrichiens et l'ouverture de l'estuaire de l'Escaut – fermé par le traité de Westphalie en 1748 mais rouvert par les Français à la mi-novembre 1792, leur procurant ainsi un accès direct à la mer du Nord – frappaient au cœur la sécurité et le commerce britanniques, qui reposaient sur le principe qu'aucune autre puissance maritime n'ait la haute main sur les ports de la Manche.

La Révolution menaçait donc le *statu quo*. La violence de la réaction qu'elle suscita en Europe était en partie due au contraste entre la mission auto-attribuée de « libérer » le continent et l'occupation militaire qu'elle impliquait. Les principes universels de la Révolution étaient, de fait, bien accueillis par beaucoup de pays voisins, mais l'occupation française engendrait ressentiment

et hostilité au sein des populations, les supposés bénéficiaires de l'émancipation commençant à avoir le sentiment d'être les victimes de ce qu'un observateur anglais qualifia de « philanthropie homicide de la France<sup>8</sup> ».

Au printemps 1793, la plupart des États européens, y compris la Grande-Bretagne, la Prusse, l'Autriche, l'Espagne et Naples, joignirent leurs efforts contre la France au sein de la Première Coalition, à laquelle le pape prêta son appui moral. En déclarant la guerre à la Grande-Bretagne, la République française avait ajouté une dimension nouvelle à la lutte : la mer. Ni l'Autriche ni la Prusse ne disposaient de ressources navales significatives, alors que la Grande-Bretagne était indiscutablement la puissance maritime suprême, et elle mettait maintenant à profit cette immense capacité contre des cibles commerciales et militaires françaises. Les Alliés lancèrent une nouvelle offensive : les Britanniques attaquèrent les navires marchands et interdirent tout transport maritime français ; les Prussiens assiégèrent Mayence en Rhénanie ; et les Autrichiens cherchèrent à récupérer leurs Pays-Bas. Les Français furent défaits à Neerwinden le 18 mars, et Bruxelles fut repris par les Autrichiens.

Les Français ne cessaient de recevoir de mauvaises nouvelles<sup>9</sup>. Craignant pour sa vie après le succès de ses adversaires politiques, le général Dumouriez, général des armées de la République, fit défection et se joignit aux coalisés<sup>10</sup>. Le général Custine fut vaincu par les troupes autrichiennes, hanovriennes et britanniques du prince Frédéric Josias de Saxe-Cobourg-Saalfeld près de Valenciennes entre les 21 et 23 mai et ne put délivrer la forteresse assiégée de Condé. Rappelé à Paris, Custine fut accusé de trahison et poursuivi par le tribunal révolutionnaire, qui le jugea coupable le 27 août et le fit guillotiner le lendemain. À la fin de l'été 1793, les Autrichiens et les Prussiens avaient repoussé les Français hors de la Belgique et de la Rhénanie, l'armée espagnole menaçait la France par le sud et les Britanniques maintenaient le blocus sur presque toutes les côtes françaises. Les insurrections contre-révolutionnaires faisaient rage dans l'ouest de la France ; en même temps, des querelles acrimonieuses entre les diverses factions révolutionnaires, l'instabilité civile et politique, l'impasse administrative qui en résultait démoralisaient les

armées de la République et les laissaient à court de fournitures et de solde. Fin août, Toulon devint le symbole des problèmes politiques de la France. D'abord, les républicains modérés de la ville se rebellèrent contre les politiques radicales des Jacobins, mais ils furent vite supplantés par les royalistes, qui incitèrent les forces armées anglo-espagnoles à prendre la ville. L'amiral sir Samuel Hood, de la marine royale, et l'amiral espagnol Juan de Langara avaient peine à croire en la chance qui leur avait été offerte. D'un seul coup, ils s'emparèrent de l'un des principaux arsenaux du pays et de vingt-six navires de ligne (ce qui représentait à peu près un tiers de la flotte française)<sup>11</sup>.

Tandis que le pays chancelait sous le coup de l'invasion étrangère, de l'insurrection interne et de la crise économique, le régime révolutionnaire devenait de plus en plus radical. En juin 1793, la faction jacobine prit la tête du gouvernement. Face à une situation intérieure et internationale extrêmement instable, les Jacobins prirent des mesures extraordinaires pour protéger la nation et les idéaux révolutionnaires. Ils estimaient que seule une direction forte et centralisée pouvait sauver la République. C'est ce qu'assurait le Comité de salut public, composé de douze membres, qui lança des réformes radicales visant à une égalité sociale et une démocratie politique plus grandes, et entreprit d'imposer l'autorité du gouvernement dans tout le pays par la répression et la terreur.

Dans l'intérêt de la défense de la nation, le Comité ordonna une levée en masse – œuvre de Lazare Carnot, ministre de la Guerre – qui mobilisa les ressources du pays entier. « Dès ce moment, jusqu'à celui où les ennemis auront été chassés du territoire de la République, tous les Français sont en réquisition permanente pour le service des armées », stipulait le décret de la Convention nationale du 23 août. Prouesse administrative, le gouvernement révolutionnaire leva quatorze armées nouvelles et équipa environ 800 000 hommes en moins d'un an. Le Comité de salut public imposa la conscription universelle pour les hommes célibataires âgés de dix-huit à vingt-cinq ans, réquisitionna des fournitures auprès des citoyens et fit en sorte que les usines et les mines produisent à pleine capacité. Une vaste campagne de propagande d'État, qui vanta la levée en masse comme

un devoir patriotique visant à défendre la patrie contre la tyrannie et les menaces étrangères, contribua au succès de cette mobilisation générale. Les citoyens qui n'avaient pas le privilège de porter les armes et de combattre sur le front étaient incités à travailler plus dur pour compenser. Ces messages étaient diffusés au moyen d'affiches, de placards, de tracts et de journaux, tandis qu'orateurs et anciens combattants décorés sillonnaient le pays pour exciter les masses. En décrétant la « nation en armes », les Jacobins ont annoncé l'avènement de la guerre moderne<sup>12</sup>.

Les soldats-citoyens de la République ont prouvé leur valeur sur les champs de bataille. En septembre 1793, le général Jean Nicolas Houchard battit l'armée anglo-hanovrienne à Hondschoote, dans les Flandres, tandis que Jean-Baptiste Jourdan mettait en déroute les Autrichiens à Wattignies les 15 et 16 octobre, inversant ainsi le cours de la guerre contre la Première Coalition. Deux mois plus tard, l'armée française chassait les forces armées anglo-espagnoles de Toulon, port d'une grande importance stratégique, où un obscur capitaine d'artillerie nommé Napoléon Bonaparte se distingua pour la première fois. Dans l'ouest de la France, les armées révolutionnaires réprimèrent brutalement la révolte royaliste de Vendée<sup>13</sup>. Après la victoire du général Jourdan à Fleurus le 26 juin 1794, les Français repoussèrent les forces coalisées le long de la frontière nord et reconquirent la Belgique et la Rhénanie. En janvier 1795, un détachement de hussards et une compagnie de fantassins français montés en croupe derrière eux s'emparèrent des quatorze navires de ligne de la flotte hollandaise, stationnée au Helder et prise dans les glaces – seul exemple de l'Histoire de cavaliers capturant une flotte.

Dans le Sud, les armées révolutionnaires françaises occupèrent la Savoie et maintinrent les Espagnols à distance sur le front des Pyrénées. La campagne navale française fut couronnée d'un bien moindre succès, en grande partie à cause de la perte du corps des officiers et aussi de la défaite essuyée à Toulon, où une part importante de la flotte avait été capturée ou détruite par les Britanniques. Les mois suivants, la marine royale britannique lança une offensive réussie dans les provinces maritimes canadiennes et aux Antilles, s'emparant de Saint-Pierre, Miquelon et Tobago,

puis envahissant la Martinique et Saint-Domingue (que les Français parvinrent à récupérer par la suite). Pendant ce temps-là, dans les eaux européennes, la Royal Navy plaçait la Corse sous la protection de Sa Majesté britannique et célébrait la victoire dans la bataille du 13 prairial an II (ou troisième bataille d'Ouessant)<sup>14</sup>. Elle ne réussit pourtant pas à atteindre son objectif stratégique plus général, qui était d'intercepter le convoi de céréales destinées à la population française affamée<sup>15</sup>.

Cependant, les revers navals français étaient largement compensés sur terre, où la guerre, qui au début visait à défendre la Révolution et à libérer les peuples opprimés, était devenue une guerre de conquête et de pillage. Les succès militaires français furent facilités par les rivalités politiques entre puissances alliées. La Prusse, l'Autriche et la Russie étaient occupées par les partitions de la Pologne, détournant leur action politique, ainsi que des ressources considérables, de la France. De plus, l'épuisement de leurs finances et deux années de campagne sans résultats tangibles sapèrent l'ardeur guerrière de certains des pays alliés. L'évolution de la guerre, favorable aux Français, faisait paraître de plus en plus inutiles les excès auxquels se livraient les Jacobins. De fait, ces excès poussèrent les leaders modérés de la Convention à renverser le Comité de salut public en juillet 1794 et à revenir sur certaines de ses réformes les plus radicales. Après quoi, les modérés furent plus nombreux à prendre la direction des affaires. Le régime de la Terreur prit fin, et la Convention nationale adopta une nouvelle Constitution qui reflétait un désir de stabilité sans sacrifier, annonçait-elle, les idéaux de 1789. Le nouveau gouvernement français – le Directoire exécutif de cinq membres et deux conseils législatifs – était attaqué de toutes parts : à droite, les royalistes cherchaient à rétablir la monarchie ; à gauche, les espoirs des Jacobins de reprendre le pouvoir étaient ranimés par la persistance des problèmes économiques<sup>16</sup>.

Malgré ces difficultés, le Directoire se révéla le gouvernement révolutionnaire le plus durable, quoique sa politique ait consisté en un continuel jeu de bascule : dans les premières années, il se rapprocha de la droite jusqu'à être menacé par la résurgence du royalisme, moment auquel il opéra un virage à gauche, ce qui favorisa un regain du jacobinisme. Les historiens ont longtemps

condamné le Directoire pour sa faiblesse, sa corruption, sa politique intérieure et étrangère inepte ainsi que son incompétence financière, qui ont semblé justifier son renversement par le général Bonaparte. Cependant, il apparaît maintenant évident que les principales institutions du Consulat et de l'Empire étaient déjà en état de fonctionner sous le Directoire, qui poursuivit avec sérieux la centralisation et la consolidation de l'administration gouvernementale. Néanmoins, la confiance de la population fit défaut au Directoire dès le début. Épuisés nerveusement par des années de tourmente économique, sociale et politique, beaucoup de citoyens français sombrèrent dans l'indifférence et le cynisme. Malgré les coups de force successifs visant à renforcer sa position, le Directoire ne cessa de s'affaiblir et dut de plus en plus solliciter l'appui de l'armée.

Dans les premiers mois de 1795, la France était maîtresse de la Belgique, du Luxembourg et de la rive gauche (ouest) du Rhin, désormais parties intégrantes de la République française<sup>17</sup>. La campagne de printemps valut de nouveaux succès aux armées françaises : l'invasion du territoire espagnol par les Pyrénées et plusieurs victoires en Rhénanie provoquèrent l'effondrement de la Première Coalition. La Toscane lui retira son soutien officiel, et la nouvelle République batave (hollandaise) ne tarda pas à lui emboîter le pas en mai. Le 22 juillet 1795, l'Espagne, qui avait déclaré la guerre à la France révolutionnaire deux ans plus tôt pour faire barrage à la menaçante idéologie de la liberté, de l'égalité et de la fraternité, fut forcée de demander la paix après d'incessants revers militaires<sup>18</sup>. La paix ne fut guère plus satisfaisante pour l'Espagne, dont le transport maritime était désormais pris pour cible par la Grande-Bretagne. Cela obligea Madrid à signer un traité d'alliance (le premier traité de San Ildefonso) avec la France, amenant ainsi l'Espagne à participer au conflit contre les Britanniques. Elle se retrouva donc une fois de plus en guerre : la Grande-Bretagne fit le blocus de ses ports et attaqua son arsenal de Ferrol.

Tout aussi cruciaux furent les succès de la France face à la Prusse qui, en 1794, laissa entendre qu'elle se retirait de la guerre. Au cours des négociations organisées dans la ville suisse de Bâle, les délégués français ne laissèrent aucun doute aux diplomates

prussiens sur la détermination de la France à poursuivre les hostilités – « Nous tracerons d’une main sûre les limites naturelles de la République ; nous lui assurerons les fleuves, qui, après avoir arrosé plusieurs de nos départements, prennent leur cours vers la mer, en bornant les pays soumis aujourd’hui à nos armes <sup>19</sup>. » – mais ces derniers s’inquiétaient davantage des événements survenus à l’est, où la Russie préparait la partition finale de la Pologne. En vertu des termes du traité de Bâle, signé le 5 avril 1795, la Prusse se retira de la guerre et reconnut aux Français la possession de la rive gauche du Rhin, tandis que la France restituait tous les territoires situés à l’est du fleuve conquis durant la guerre.

Le traité de Bâle marqua un moment charnière de l’histoire allemande et signa, du moins selon un historien, le « certificat de décès » du Saint Empire romain germanique, puisque la Prusse « rejetait le Reich (Empire) en faveur de la raison d’État <sup>20</sup> ». Non seulement le traité renforçait la mainmise française sur la Rhénanie, mais il divisait l’Allemagne en deux sphères d’influence virtuellement délimitées par le Main, au nord duquel les États allemands – Hesse-Cassel, Nassau et Cercle de Souabe (*Reichkreis*) –, bientôt suivis par la Prusse, abandonnèrent la cause impériale et acceptèrent les accords de neutralité avec la France. Le traité suscita de fortes critiques en Allemagne, et de profonds sentiments antiprussiens se manifestèrent dans beaucoup d’États allemands du Sud, qui contribuèrent à orienter leur politique pendant des décennies.

Les deux principaux membres de la Coalition, la Prusse et l’Espagne, avaient cessé les hostilités, mais la France affrontait toujours la Grande-Bretagne sur mer, ainsi que l’Autriche et ses alliés sur le continent. En Méditerranée, les flottes française et britannique menèrent des combats qui n’aboutirent à aucune conclusion décisive dans le golfe de Gènes (13 au 14 mars 1795) et au large d’Hyères (13 juillet). Près de Belle-Île, les Britanniques faillirent être battus à plate couture par une escadre française plus importante le 17 juin, tandis que l’amiral Alexander Hood (lord Bridport) s’emparait de plusieurs navires français au cours d’une bataille au large de l’île de Groix (23 juin), avant de laisser échapper une occasion unique de frapper d’incapacité toute la flotte française de l’Atlantique <sup>21</sup>.

Sur le continent, les opérations militaires françaises étaient concentrées sur deux lignes de front essentielles : la Rhénanie et le nord-ouest de l'Italie. Quatre années de guerre ininterrompues avaient saccagé la première ; un général français rappelait qu'au printemps 1796 « le pays de Deux-Ponts et le Palatinat se trouvaient si épuisés qu'il était presque impossible d'y faire la guerre, avant d'avoir les ressources de la prochaine récolte<sup>22</sup> ». Les armées françaises les plus importantes, celle de la Sambre-et-Meuse du général Jourdan (78 000 hommes) et celle du Rhin-et-Moselle du général Jean Moreau (80 000 hommes), y étaient cependant déployées. Face à elles, le nouveau commandant autrichien récemment nommé, l'archiduc Charles, frère de l'empereur d'Autriche, disposait de 90 000 hommes<sup>23</sup>. L'offensive de Jourdan de l'autre côté du Rhin, ouverte le 10 juin, permit à Moreau de franchir le fleuve à Strasbourg, mais elle ne tarda pas à se gripper. L'archiduc Charles battit tout à fait Jourdan à Amberg (24 août) et à Wurtzbourg (3 septembre), obligeant les Français à se replier sur le Rhin et à demander l'armistice. Pendant ce temps-là, Moreau était vaincu à Friedberg le 23 août et, après avoir appris la retraite de Jourdan, retraversa le Rhin le 26 octobre<sup>24</sup>.

L'effort de guerre français fut sauvé par Napoléon Bonaparte, qui prit le commandement de l'armée d'Italie en avril 1796, à l'âge de vingt-sept ans<sup>25</sup>. Face à des armées austro-piémontaises légèrement supérieures en nombre, commandées par le *Feldmarschall* septuagénaire Jean-Pierre de Beaulieu, Bonaparte attaqua leur jonction début avril. Après avoir remporté une victoire à Montenotte (12 avril), il interposa son armée entre les Piémontais et les Autrichiens, manœuvre qui devint caractéristique de ses campagnes ultérieures : diviser un ennemi supérieur en nombre pour mieux le vaincre. Bénéficiant d'une position centrale, Bonaparte occupa Turin, la capitale du Piémont, et obligea les Piémontais à demander la paix<sup>26</sup>. Il poursuivit ensuite les troupes autrichiennes qui battaient en retraite et remporta une importante victoire sur leur arrière-garde à Lodi (10 mai 1796) – bataille qui fit de lui, non sans raison, un héros aux yeux de ses hommes et de la nation. Pendant tout l'été et l'automne 1796,

Bonaparte se montra meilleur tacticien que ses adversaires autrichiens, remporta des victoires de premier plan à Castiglione (5 août) et Bassano (8 septembre), et assiégea la puissante forteresse de Mantoue, où était retranchée la moitié des troupes autrichiennes<sup>27</sup>. Des renforts venus d'Allemagne, conduits par le Feldmarschall Josef Alvinczy von Borberek, permirent aux Autrichiens de tenter de libérer Mantoue, mais, après une bataille de trois jours à Arcole (15 au 17 novembre), Bonaparte les força à battre en retraite. Après une nouvelle tentative autrichienne de libérer la forteresse, qui aboutit à la défaite décisive de Rivoli en janvier 1797, la garnison de Mantoue capitula, mettant fin à toute résistance autrichienne en Italie<sup>28</sup>. La traversée des Alpes et l'invasion de l'Autriche par Bonaparte incitèrent ensuite la cour de Vienne à solliciter l'armistice.

Le traité de Campo-Formio, conclu le 17 octobre, marque une étape critique des guerres révolutionnaires. Celle de la Première Coalition était finie, et la France en sortait victorieuse. Les Pays-Bas autrichiens comptaient parmi les terres cédées à la France. Bien que le traité n'ait comporté aucune clause majeure concernant la République batave, il constatait de fait son existence au sein de la sphère d'influence française<sup>29</sup>. L'Autriche était contrainte de reconnaître les républiques satellites de la France dans le nord et le centre de l'Italie, et souscrivait aux prétentions françaises sur la rive gauche du Rhin, y compris dans les villes stratégiques de Mannheim et de Mayence<sup>30</sup>. À titre de compensation, l'Autriche recevait Venise, mais la France conservait les territoires vénitiens dans la mer Adriatique et à l'est de la Méditerranée, notamment l'île de Corfou<sup>31</sup>.

Le traité de Campo-Formio plaçait de manière effective les Pays-Bas et l'Italie du Nord sous contrôle français, faisant de nouveau de la France une puissance hégémonique en Europe de l'Ouest, avec pour seule rivale la Grande-Bretagne. L'insistance de Bonaparte à vouloir occuper les îles Ioniennes, jadis possessions de Venise, amena la France à s'intéresser aux rivages de l'Adriatique, améliora significativement sa position en Méditerranée orientale et introduisit les idéaux révolutionnaires dans la péninsule balkanique, en particulier en Grèce. Le traité, que Bonaparte conclut sans demander d'instructions à Paris, témoignait de son élévation

de simple soldat de la République en homme d'État aux grandes ambitions politiques. Pourtant, aussi avantageux qu'ait été le traité, il se heurtait toujours à la résistance du Directoire, qui voulait des termes encore meilleurs, surtout concernant la Rhénanie, où la frontière n'était pas officiellement fixée. Considérant le désir de paix exprimé par la population, le Directoire et les conseils législatifs durent cependant l'accepter<sup>32</sup>.



Sur mer, les victoires de la Royal Navy remontèrent le moral des Britanniques, découragés par les rapports incessants relatifs aux triomphes français sur le continent. En 1795, la prise de contrôle des Provinces-Unies par la France offrit à la Grande-Bretagne une occasion unique de pénétrer dans l'Empire colonial néerlandais. Un an plus tard, après que le traité de San Ildefonso eut scellé l'alliance de la France et de l'Espagne, la Grande-Bretagne redoutait d'avoir à affronter une flotte franco-espagnole capable de molester ses navires marchands et de perturber les communications avec ses colonies. De fait, la déclaration de guerre espagnole et les victoires de Bonaparte en Italie rendaient intenable la position de la marine royale britannique dans la majeure partie de l'ouest de la Méditerranée. Ses navires ne pouvaient plus se ravitailler facilement, et elle se retrouvait face à une flotte composée de plus du double de vaisseaux. Les Britanniques durent donc évacuer la Corse et l'île d'Elbe et consolider leurs positions autour de Gibraltar et de la Sicile, tout en cherchant à vaincre petit à petit leurs adversaires.

L'occasion s'en présenta au début de l'année 1797, lorsque leur escadre (quinze navires de ligne) commandée par l'amiral sir John Jervis apprit que la flotte espagnole tentait depuis Cadix de rejoindre la flotte française à Brest en vue d'une éventuelle invasion de l'Irlande. Ignorant l'importance de la flotte ennemie, Jervis mit rapidement à la voile pour l'intercepter. Le 14 février, alors qu'un épais brouillard enveloppait la mer agitée dans les parages du cap Saint-Vincent, les Britanniques attaquèrent la flotte espagnole, commandée par l'amiral don José de Córdoba y Ramos. Le début de la bataille donna lieu à un

échange mémorable entre Jervis, inconscient de son infériorité numérique de deux contre un, et ses capitaines, qui dénombrèrent les bâtiments espagnols à mesure qu'ils émergeaient du brouillard :

— Il y a huit navires de ligne, sir John.

— Fort bien, monsieur.

— Il y en a vingt, sir John.

— Fort bien, monsieur.

— Il y en a vingt-cinq, sir John.

— Fort bien, monsieur.

— Il y en a vingt-sept, sir John !

— Assez, monsieur, il suffit : les dés sont jetés, et s'ils sont cinquante, je passerai au milieu d'eux<sup>33</sup>.



Et c'est ce qu'il fit : Jervis coupa la ligne espagnole en deux, et ses équipages, plus aguerris et mieux commandés, surclassèrent leurs ennemis, tuant ou blessant plus de 3 500 Espagnols. Le capitaine Horatio Nelson, qui commandait le HMS *Captain*, se distingua par une manœuvre hardie et non conventionnelle qui aboutit à la capture de deux navires espagnols.

La bataille du cap Saint-Vincent représente une victoire stratégique majeure pour la Grande-Bretagne. Bien que les pertes de l'Espagne en navires aient finalement été légères (quatre bateaux capturés), sa flotte se réfugia à Cadix, où les Britanniques firent le blocus. La bataille faisait ainsi capoter le projet français d'invasion de l'Irlande et, surtout, démoralisait la marine espagnole, qui répugna dès lors à participer à d'autres opérations avec la France<sup>34</sup>.

Le souvenir de la victoire de Saint-Vincent était encore bien présent dans les mémoires lorsque les Britanniques célébrèrent un autre triomphe, cette fois-ci près de chez eux. Après avoir occupé les Provinces-Unies, la France chercha à mettre à contribution les ressources navales néerlandaises pour combler les vides de sa flotte ravagée, mais elle ne parvint pas à faire prendre la mer aux navires de guerre hollandais à cause du blocus des Britanniques. À l'automne 1797, profitant des mutineries qui entravaient la flotte britannique de la Manche, la flotte néerlandaise

(onze navires de ligne et une douzaine d'autres bâtiments de guerre), sous le commandement du vice-amiral Jan de Winter, fit voile dans la mer du Nord, mais fut interceptée par l'escadre britannique sous les ordres de l'amiral Adam Duncan, qui commandait quatorze navires de ligne et dix autres bateaux. La bataille de Camperdown qui s'ensuivit se termina par une victoire britannique décisive. En un dernier effort désespéré, les Hollandais tentèrent de s'échapper en des eaux moins profondes, mais furent poursuivis et forcés de se rendre aux Britanniques, qui prirent onze bâtiments de guerre, dont sept navires de ligne.

La bataille de Camperdown est à juste titre célébrée comme l'une des plus grandes victoires de la flotte britannique à ce jour. Ses effets furent immédiats et très étendus : elle porta un coup sévère aux ambitions hollandaises et françaises, renforça encore les positions de la Royal Navy dans l'Atlantique Nord et réduisit la pression sur les ressources navales britanniques<sup>35</sup>.



La principale victime de la guerre de la Première Coalition fut sans doute l'État polonais. Comme nous l'avons vu, les succès militaires français en Italie, aux Pays-Bas et en Rhénanie ont été facilités par le fait que la Prusse, l'Autriche et la Russie étaient préoccupées par le sort de la Pologne. La deuxième partition du pays (1792-1793) aboutit à des résultats décisifs tout en créant une situation foncièrement instable. La position de la Russie sur la question polonaise était, sans équivoque, favorable à une nouvelle expansion ; l'Autriche voyait d'un très mauvais œil son exclusion de cette seconde opération de dépeçage, et la Prusse ne cachait pas son désir d'obtenir, elle aussi, de nouveaux territoires. On assista bientôt à une détérioration des relations russo-polonaises, qui atteignit son acmé le 12 mars 1794 lorsque le général Antoni Madaliński rejeta la demande russe de démobiliser l'armée polono-lituanienne, qui déclencha des émeutes anti-russes dans tout le pays.

Le soulèvement se propagea rapidement, et Tadeusz Kościuszko, ancien combattant de la guerre d'Indépendance américaine, fut invité à diriger l'insurrection. Kościuszko retourna en

Pologne à la fin du mois de mars 1794 et appela les Polonais aux armes. Le 4 avril, l'armée polonaise, en sous-effectif et mal entraînée (des paysans étaient armés de faux), obtint une victoire surprenante sur les troupes russes, supérieures en nombre et sur le plan technique, à Raclawice. Ce succès polonais alarma beaucoup Catherine II, qui appela à la rescousse Frédéric-Guillaume II de Prusse. En mai, l'armée russe, épaulée par des troupes prussiennes dans l'Ouest, lança une contre-offensive. Au cours de l'été, les armées polonaises subirent de graves défaites à Szczekociny et Cheshm ; les Prussiens occupèrent Cracovie et, avec les troupes russes, assiégèrent Varsovie. Les hommes de Kościuszko réussirent à sortir vainqueurs d'affrontements mineurs et à lever le siège de la capitale, mais connurent une défaite cruciale à Maciejowice, le 10 octobre. Kościuszko, blessé, fut fait prisonnier par les Russes, ce qui privait les Polonais de leur chef charismatique et compétent. Entre le 4 et le 9 novembre, l'armée russe, commandée par le général Alexandre Souvorov, prit d'assaut Praga, un faubourg de Varsovie, et massacra des milliers de ses habitants. Les dernières troupes polonaises se rendirent aux Russes à Radoszyce le 17 novembre.

Ces victoires militaires donnèrent à Catherine II l'initiative dans les négociations qui suivirent, bien qu'elle reconnût la nécessité de satisfaire d'autres puissances : la Prusse n'allait pas évacuer spontanément le territoire polonais occupé et l'Autriche, mécontente d'avoir été exclue en 1793, ne se laisserait pas écarter une seconde fois. Les trois puissances durent donc s'accorder sur la troisième partition, qui acheva le dépeçage de la République des Deux Nations. Les pourparlers furent complexes et traînèrent en longueur, reflétant les tensions croissantes entre l'Autriche et la Prusse dues à leurs campagnes infructueuses contre la France. La Russie tira parti de ces dissensions pour consolider ses gains. Catherine II négocia rapidement un accord avec l'Autriche et, cherchant à refréner l'appétit territorial de la Prusse, soutint Vienne aux dépens de Berlin. L'intransigeance prussienne aboutit au traité secret russo-autrichien (janvier 1795) dirigé contre Frédéric-Guillaume II qui, craignant une guerre potentielle, se hâta de conclure la paix avec la France à Bâle en avril, afin de pouvoir s'occuper des manœuvres russo-autrichiennes en Pologne au mois

d'octobre. En vertu de l'accord, appelé « Troisième partition », modifié en 1796-1797, la Russie reçut 120 000 kilomètres carrés de territoire polonais et leur 1,2 million d'habitants ; la Prusse, 48 000 kilomètres carrés et un peu plus d'un million de nouveaux sujets ; l'Autriche, 47 000 kilomètres carrés et 1,5 million d'habitants.

Les trois partitions de la Pologne constituèrent un véritable tour de force d'expansion territoriale. La Pologne cessa de fait d'exister, et, pour souligner l'importance capitale de ce résultat, les trois puissances convinrent de ne jamais mentionner le nom de la Pologne dans des documents officiels. Les Polonais n'eurent pas un État indépendant avant la fin de la Première Guerre mondiale. Le troisième État continental le plus important par sa superficie était rayé de la carte d'Europe, et l'équilibre des pouvoirs en Europe orientale en a été profondément changé. La Pologne payait chèrement l'absence de soutien extérieur. La France, son alliée traditionnelle, emportée par la tourmente révolutionnaire, ne pouvait lui être d'aucune aide. Les Britanniques avaient, eux aussi, les mains liées en raison de la nature du conflit en Pologne. À elles seules, les démarches diplomatiques avaient peu de chances d'avoir un impact quelconque tant que la Grande-Bretagne ne pouvait se permettre d'intervenir militairement ; l'homme de lettres anglais Horace Walpole faisait observer que, pour avoir de l'effet sur les puissances acharnées à se partager le territoire polonais, il faudrait que la flotte britannique soit « remorquée par voie de terre jusqu'à Varsovie<sup>36</sup> ».

---

La faible implication de la puissance britannique en Pologne était largement compensée outre-mer. Si la guerre avait commencé en Europe et allait d'abord être menée sur place, la Grande-Bretagne avait compris dès le début que ce conflit serait mondial ; un conflit qui allait renforcer sa maîtrise des mers, soutenir sa croissance économique et porter un autre coup sévère à la France (après sa défaite lors de la guerre de Sept Ans). Les Indes occidentales – les Antilles – et orientales étaient des plaques tournantes commerciales majeures et représentaient une part

importante du négoce britannique et français outre-mer. Le contrôle de ces régions était donc source d'énormes profits financiers. Par ailleurs, le gouvernement britannique s'inquiétait de la propagation des idéaux républicains dans la Caraïbe, où 50 000 Britanniques à peine tenaient en main près d'un demi-million d'esclaves. L'entrée des Britanniques dans le conflit en 1793 eut pour effet de globaliser la guerre de la Première Coalition qui, comme nous le verrons, ne cessa de s'étendre au fil des ans. Pourtant, l'application fructueuse d'une stratégie globale allait se révéler difficile.

La présence britannique aux Caraïbes se cantonnait à la Jamaïque et à la Barbade. Eu égard aux caprices du vent et du temps en général, la Royal Navy prit la décision de partager sa flotte entre deux commandements : le vice-amiral sir John Laforey était à la tête d'une petite escadre à la Barbade, tandis que les navires du commodore John Ford stationnaient à la Jamaïque. Aucune des deux escadres n'était particulièrement importante ; les vaisseaux britanniques de plus gros tonnage étaient le *Trusty* et l'*Europa*, forts de 50 canons. Au début de la guerre, l'objectif le plus urgent était donc de renforcer ces deux flottes. En conséquence, le contre-amiral Gardner mit le cap sur la mer des Caraïbes à la fin du mois de mars 1793, à la tête de sept navires de ligne (et de deux régiments d'infanterie<sup>37</sup>).

En 1793, le déclenchement de la guerre générale en Europe avait évidemment affaibli l'emprise de la France sur ses colonies. L'Espagne menaçait Saint-Domingue depuis l'autre partie (orientale) de l'île d'Hispaniola (la République dominicaine actuelle), alors que les esclaves rebelles devaient aussi affronter les États-Unis, qui accordèrent aux colons blancs une aide de quelque 400 000 dollars jusqu'en 1804<sup>38</sup>. Mettant à profit cette occasion de prendre d'un seul coup le contrôle de Saint-Domingue, de sécuriser ainsi ses possessions dans les Caraïbes face à la rébellion des esclaves et de faire aboutir ses revendications sur les lucratives plantations de canne à sucre et de café, la Grande-Bretagne envoya des forces armées considérables dans la région. L'engagement des Britanniques commença au printemps 1793, lorsque l'escadre du vice-amiral John Laforey transporta des troupes pour s'emparer de l'île de Tobago, que les Français leur avaient prise

pendant la révolution américaine. L'île se rendit le 15 avril après qu'une petite armée britannique eut débarqué, attaqué le fort de Scarborough et obligé la garnison française de l'île à capituler.

Après son arrivée à la Barbade, le contre-amiral Alan Gardner tenta en vain de prendre la Martinique. Lorsqu'une expédition britannique apparut en juin, le gouverneur français de l'île, le général Donatien Rochambeau, était en train de réprimer une révolte monarchiste. Malgré le soutien de centaines de royalistes, l'attaque britannique contre Saint-Pierre se heurta à une farouche résistance républicaine et échoua. Les Britanniques se retirèrent et évacuèrent plus de 5 000 réfugiés royalistes<sup>39</sup>. Le commodore John Ford, commandant de la base navale de la Jamaïque, eut plus de succès : en septembre 1793, il s'empara de Môle-Saint-Nicolas, l'un des meilleurs ports des Caraïbes, avec l'appui de planteurs qui se méfiaient du radicalisme des révolutionnaires français.

Fin 1793, le ministre britannique de la Guerre, Henry Dundas, forma le projet d'une grande expédition dans les Caraïbes que devaient commander le général de corps d'armée sir Charles Grey et le vice-amiral sir John Jervis. Les événements européens retardèrent le lancement de l'expédition jusqu'en novembre, et, alors qu'on leur avait promis plus de 16 000 hommes, les deux commandants n'en eurent qu'un peu plus de 7 000 en raison de l'engagement croissant de la Grande-Bretagne en Europe. Ce n'est qu'au printemps 1794 que Jervis et Grey lancèrent des opérations de grande envergure contre les colonies françaises des Antilles. La première visée, à nouveau la Martinique, fut attaquée en février de la même année. Bien qu'ils aient eu en leur possession des plans détaillés des défenses de l'île fournis par des royalistes, l'offensive britannique s'arrêta aux forts qui protégeaient Fort-de-France, où Rochambeau parvint à tenir jusqu'au 25 mars, frustrant ainsi les Britanniques d'un mois et demi de la saison de campagne.

La prise de la Martinique fut néanmoins un succès stratégique majeur, parce qu'elle privait la France de sa principale base navale et commerciale dans la région. Les Britanniques enchaînèrent sur cette victoire par un rapide ratissage des Antilles, dont résulta la prise de Sainte-Lucie et de la Guadeloupe en avril 1794, et

l'occupation de Port-au-Prince, capitale de Saint-Domingue, en juin. Pourtant, ces victoires se révélèrent coûteuses pour le personnel militaire britannique, qui se retrouva éparpillé entre des îles lointaines et souffrit grandement de la fièvre jaune. L'arrivée inattendue d'une petite force française de deux frégates et de transports de troupes aboutit à l'expulsion des Britanniques de la Guadeloupe en décembre 1794. Grey et Jervis tentèrent de reposter, mais furent repoussés en juillet 1795.

La France étant fermement installée en Guadeloupe, les Britanniques devaient maintenant relever le redoutable défi de contenir la vague de révoltes d'esclaves qui balayait les îles des Caraïbes. En 1795, leur gouvernement conçut une nouvelle campagne dans la région, où il se prépara à envoyer 30 000 soldats. Des tempêtes empêchèrent ces troupes de quitter l'Europe jusqu'à la fin de l'année, mais au début du printemps 1796, lorsque le temps s'améliora, le contre-amiral Hugh Christian et le général de division Ralph Abercromby traversèrent l'Atlantique. Abercromby débarqua à Sainte-Lucie fin avril ; la garnison française opposa une ferme résistance, mais fut obligée de se rendre après un mois de siège. Après avoir laissé une forte garnison sur l'île, Abercromby mit le cap sur Saint-Vincent et Grenade, et les deux îles furent bientôt prises.



Au cours de l'été 1796, les Britanniques n'avancèrent guère leurs pions dans la Caraïbe, les maladies faisant quelque 6 500 victimes parmi les soldats et en confinant 4 000 autres dans les hôpitaux. En janvier 1797, un tiers à peine du contingent initial était encore apte au service armé. Pendant ce temps-là, en Europe, la France avait obligé la Prusse et l'Espagne à cesser les hostilités. Cette dernière passa dans le camp ennemi de la Grande-Bretagne et contraignit ainsi le gouvernement Pitt à mettre fin à son offensive dans les Caraïbes. Lorsque l'Espagne déclara la guerre à la Grande-Bretagne le 8 octobre 1796, celle-ci décida de prendre pour cible les possessions coloniales espagnoles vulnérables, à commencer par le Río de la Plata et Trinidad. La première des deux expéditions fut annulée par manque de navires

disponibles, tandis que celle de Trinidad fut retardée jusqu'au début de l'année 1797 en raison de la difficulté de se procurer des navires et d'obtenir des nouvelles de l'expédition du général Louis Lazare Hoche en Irlande. À la mi-février 1797, l'amiral Henry Harvey et le général Abercromby firent finalement route vers Trinidad, qui fut prise après une brève résistance. En avril, les commandants britanniques poursuivirent sur leur lancée jusqu'à Porto Rico, où ils débarquèrent à l'est de San Juan, le 18 avril. Le gouverneur espagnol, don Ramón de Castro, refusa de se rendre et renforça *a contrario* les défenses de l'île. Après plusieurs vaines tentatives de prendre d'assaut les redoutables fortifications de San Juan, Abercromby renonça et évacua ses troupes dans la nuit du 30 avril<sup>40</sup>. À l'approche de la saison des cyclones, Harvey décida de mettre fin à l'ensemble de la campagne.

Les opérations navales menées entre 1795 et 1797 comptent parmi les expéditions de plus grande envergure jamais lancées par la Grande-Bretagne. Plus de 25 000 soldats y participèrent ; si on y ajoute les troupes déjà cantonnées à la Caraïbe, cela représentait la moitié de l'armée britannique. Pourtant, si l'on considère l'importance des ressources humaines et financières qu'elles exigèrent, leurs résultats furent limités. Selon un historien britannique de la marine, avec l'échec de l'attaque contre Porto Rico, « l'heure de gloire de la guerre des Caraïbes était passée<sup>41</sup> ». La Grande-Bretagne s'efforçait maintenant de conserver ses principales conquêtes plutôt que de poursuivre l'offensive générale.

Saint-Domingue, aux mains des Français, fut l'épicentre de l'ouragan révolutionnaire aux Antilles. Les commissaires jacobins envoyés depuis Paris sur cette île affranchirent tous les esclaves des colonies françaises (mesure confirmée à Paris par la Convention nationale en février 1794) et enrôlèrent les hommes libres de couleur contre les envahisseurs étrangers<sup>42</sup>. Toussaint Louverture, ancien cocher affranchi qui avait combattu dans les rangs espagnols avant de se rallier à la France, était l'un de ces nouveaux alliés<sup>43</sup>. Meneur d'hommes et chef militaire efficace, il contribua aux victoires françaises et au retrait des troupes espagnoles en 1795, puis de celles des Britanniques en 1798. Bien

que ces derniers aient conservé la Martinique, la troisième colonie française aux Antilles par sa superficie, les succès français à Saint-Domingue et à la Guadeloupe, rendus possibles par les troupes noires commandées par Louverture, garantissaient le maintien d'une présence française considérable dans la région. En 1798, Louverture était devenu un personnage de premier plan sur l'île et aspirait à renforcer son pouvoir en éliminant ses anciens alliés. Il expulsa les commissaires français, battit les généraux mulâtres, ses rivaux (dont André Rigaud au cours de la « guerre du Sud » de 1799), et étendit son contrôle au Santo Domingo espagnol en 1800. Quoique la France ait été en guerre contre la Grande-Bretagne, Louverture tâcha d'entretenir les meilleures relations possibles avec les Britanniques, comprenant qu'ils étaient seuls capables de garantir la future indépendance d'Haïti. En 1801, il promulgua une Constitution autonomiste qui le faisait gouverneur-général à vie (lui permettant de désigner son successeur) et parla de réconciliation raciale et de rétablissement économique. Pourtant, en pratique, son programme était différent : il instaura un régime répressif qui assignait les anciens esclaves, maintenant libres nominalement, à résidence sur les plantations en tant que cultivateurs. Ses actions posèrent les fondations de ce que les historiens haïtiens modernes ont appelé l'« État Louverture », basé sur un gouvernement centralisé autoritaire et sur la répression, dont l'héritage se fait encore sentir en Haïti aujourd'hui<sup>44</sup>.



Les répercussions des guerres révolutionnaires touchèrent l'Afrique et l'océan Indien, mais moins profondément, en raison de l'influence européenne limitée dans ces régions. Lorsque l'annonce de la guerre arrivèrent à Calcutta, le 1<sup>er</sup> juin 1793, les Britanniques se hâtèrent de saisir les comptoirs commerciaux français. La plupart tombèrent sans combattre, mais Pondichéry, la plus importante des colonies françaises en Inde, exigea un siège de près d'un mois<sup>45</sup>. Les possessions françaises n'étaient cependant pas limitées au sous-continent indien ; elles s'étendaient jusqu'aux lointaines île de France (Maurice) et île Bourbon (Réunion), qui servaient de bases aux corsaires français dans

l'océan Indien. Épaulés par des bâtiments de guerre français, les corsaires faisaient planer une grave menace sur les navires qui faisaient la navette entre les Indes et l'Europe. Pour faire face à cette menace, les Britanniques envoyèrent le commodore Peter Rainier à Madras, à l'automne 1794. Rainier, en commandant aguerri, connaissait parfaitement l'océan Indien pour y avoir combattu les Français, dirigés par le célèbre amiral Pierre André de Suffren durant la guerre d'Indépendance américaine. Il se vit confier la tâche impossible d'assurer la sécurité maritime des intérêts britanniques dans l'immense région qui, depuis la pointe sud de l'Afrique, englobait tout l'océan Indien, y compris le golfe Persique et le golfe du Bengale. En arrivant à Madras, Rainier mesura très bien les difficultés qui l'attendaient et opta pour une stratégie défensive afin de protéger le lucratif commerce de la Compagnie britannique des Indes orientales. Mais l'évolution de la situation en Europe ne tarda pas à lui offrir la possibilité d'actions plus énergiques visant à intensifier la présence britannique dans l'océan Indien.

Après l'occupation des Provinces-Unies par les Français entre 1794 et 1795, la Grande-Bretagne jugea indispensable de s'approprier les anciennes possessions néerlandaises en Orient afin, à la fois, de protéger la route de l'Inde et de l'Indonésie pour la Royal Navy et le commerce britannique et de perturber les relations de la France avec l'Asie. En août 1795, Rainier, alors promu contre-amiral et soutenu par les troupes du colonel James Stuart, attaqua Ceylan, obligeant la garnison hollandaise à livrer l'île, qui allait faire partie de l'Empire britannique pendant cent cinquante-trois ans<sup>46</sup>. Il entreprit ensuite de s'emparer des possessions néerlandaises restantes dans l'océan Indien : Malacca, Ambon et les « îles aux Épices » voisines<sup>47</sup>. En 1796, on assista également à la réduction par les Britanniques des colonies néerlandaises de Démérara, Essequibo et Berbice en Amérique du Sud (actuel Guyana), alors que le Surinam et l'île de Curaçao, où une grande révolte des esclaves fit rage en 1795, ne furent pris que quatre ans plus tard<sup>48</sup>. Cependant, la colonie hollandaise à l'extrême sud du continent africain revêtait une tout autre importance. La prise de la colonie du Cap permettait d'adopter une

position stratégique sur la route maritime entre la Grande-Bretagne et l'Inde et de parer au danger potentiel représenté par les corsaires français, qui avaient établi leur base à Maurice et harcelaient les navires marchands britanniques dans l'océan Indien.

Sir Francis Baring, président de la Compagnie britannique des Indes orientales, estimait que la colonie du Cap était aussi importante pour l'exercice de la puissance navale britannique en Orient que Gibraltar l'était en Méditerranée<sup>49</sup>. La perspective d'une présence française au Cap était trop lourde de menaces pour que les Britanniques n'agissent pas. Comme le fit observer le capitaine John Blankett, « ce qui était une plume entre les mains de la Hollande deviendra une épée entre celles de la France<sup>50</sup> ». En conséquence, le gouvernement britannique, affirmant agir sous mandat du prince d'Orange en exil et dans le cadre de sa stratégie – qui consistait à porter la guerre dans les colonies de l'ennemi et à perturber son commerce –, organisa une expédition au cap de Bonne-Espérance. Partie de Grande-Bretagne en mars 1795, l'expédition britannique, dirigée par le vice-amiral sir George Elphinstone et le général de division James Craig, arriva à Simonstown en juin et écrasa aisément la petite garnison néerlandaise. Après avoir débarqué, Craig conduisit ses troupes au Cap ; à la suite d'une série d'escarmouches avec les troupes hollandaises qui se prolongea pendant un mois, il prit la ville à la mi-septembre. Les Hollandais tentèrent vainement de reprendre la colonie en août 1796, et le Cap resta aux mains des Britanniques jusqu'à sa restitution à la République batave lors de la signature du traité d'Amiens, en 1802.



Géographiquement séparés de l'Europe, mais étroitement alignés sur elle sur les plans culturel et politique, les États-Unis d'Amérique, depuis peu indépendants, recherchaient la neutralité pour tenter de sauvegarder leurs libertés, chèrement acquises. Dans le discours d'adieux qu'il prononça en septembre 1796, après avoir refusé un troisième mandat présidentiel, George Washington laissa un héritage solennel à ses compatriotes :

l'injonction d'« observer bonne foi et justice envers toutes les nations » et d'éviter les imbroglios à l'étranger, estimant que « la vraie politique américaine [consistait à] rester à l'écart d'alliances permanentes avec n'importe quelle partie du monde extérieur <sup>51</sup> ». Appliquant cette politique, les États-Unis n'hésitèrent pas à rompre avec la France, leur alliée de longue date, et à proclamer leur neutralité, épargnant ainsi à la République américaine naissante une guerre coûteuse au moment où il lui fallait affermir ses assises. Les États-Unis ne purent néanmoins échapper aux répercussions des guerres révolutionnaires, mais les épreuves traversées par l'Europe agirent à leur avantage. Engagées dans des luttes mortelles, les grandes puissances n'avaient pas de forces disponibles à consacrer à l'Amérique du Nord, où la nouvelle République s'employait à consolider sa position et à régler des problèmes critiques de frontières avec l'Espagne et la Grande-Bretagne.

Au début de la guerre de la Première Coalition en 1792, le traité d'alliance et le traité d'amitié et de commerce (1778) franco-américains étaient encore en vigueur et soulevaient des questions embarrassantes, comme celles de savoir si les États-Unis étaient obligés d'aider les possessions françaises à défendre leur position aux Antilles et de refuser l'entrée de ses ports et tout ravitaillement aux Britanniques. Le président George Washington consulta son conseil des ministres avant de déclarer la neutralité américaine et de chercher à la faire reconnaître par les pays en guerre. Sa déclaration, du 22 avril 1793, déçut beaucoup le gouvernement français, qui s'attendait à l'appui des États-Unis par solidarité républicaine, haine mutuelle de la Grande-Bretagne et reconnaissance pour l'aide apportée pendant la guerre d'Indépendance. Mais c'est le rapprochement anglo-américain qui marqua un tournant dans les relations entre les États-Unis et la France. Depuis l'indépendance, les relations entre l'Amérique et l'ancienne métropole restaient entachées de problèmes persistants. Malgré les engagements pris lors de la ratification du traité de Paris en 1793, les Britanniques avaient conservé un chapelet de forts situés le long de la frontière canadienne, arguant que leur présence était justifiée par le défaut de paiement aux créanciers britanniques de dettes américaines

antérieures à la guerre. En 1790, le gouverneur Morris, figure politique américaine qui était, à titre privé, en rapport d'affaires avec la France, fut envoyé outre-Manche pour sonder le gouvernement britannique au sujet de l'établissement de relations diplomatiques officielles et de la négociation d'un règlement des disputes restantes. Morris rencontra à plusieurs reprises William Pitt, le Premier ministre, et lord Grenville, ministre des Affaires étrangères, mais ceux-ci restèrent évasifs. Il fallut attendre que la crise de Nootka amène la Grande-Bretagne à deux doigts de la guerre avec l'Espagne pour que le gouvernement britannique se montre plus cordial avec Morris et envisage la possibilité de relations diplomatiques entre les États-Unis et la Grande-Bretagne.

La perspective d'un affrontement anglo-espagnol alarmait le président Washington et ses conseillers, qui craignaient que la Grande-Bretagne demande qu'on autorise ses troupes à traverser le territoire américain pour menacer les régions aux mains des Espagnols. Les Britanniques auraient pu en profiter pour resserrer leur emprise sur le territoire au-delà des Appalaches. Le gouvernement américain était divisé quant à la ligne de conduite à adopter<sup>52</sup>. Certains membres, notamment le secrétaire au Trésor Alexander Hamilton, penchaient pour accorder des droits de passage et saisir l'occasion de protéger les intérêts américains le long du Mississippi<sup>53</sup>. D'autres, dont le vice-président John Adams, le secrétaire d'État Thomas Jefferson et le président de la Cour suprême John Jay, souhaitaient que ces droits de passage fussent refusés, estimant que les États-Unis devaient exploiter leur pouvoir sur le commerce pour contraindre le gouvernement britannique à régler les questions en suspens. Ces divergences d'opinions étaient au cœur du conflit croissant entre les Fédéralistes dirigés par Hamilton, qui avaient la haute main sur le Sénat et voulaient un gouvernement centralisé fort, une banque nationale et de bonnes relations avec les Britanniques, et leurs adversaires politiques, le Parti républicain-démocrate de Jefferson, qui s'opposaient à la plupart des politiques des Fédéralistes. Les efforts des républicains-démocrates pour introduire un Acte national de navigation (*Navigation Act*) visant à interdire les importations en provenance de pays qui refusaient l'importation

de produits américains par des navires américains décidèrent les Britanniques à envoyer à Philadelphie le jeune George Hammond, qui, malgré ses vingt-huit ans, était déjà un diplomate chevronné. Arrivé en octobre 1791, Hammond fit de son mieux pour empêcher le Congrès de voter un acte de navigation préjudiciable aux intérêts britanniques. Le gouvernement britannique était disposé à envisager un traité de commerce avec les États-Unis, mais à condition que le paiement des dettes d'avant-guerre fût garanti et qu'un État-tampon indien neutre, sous protection britannique, fut créé le long de la frontière nord, près des Grands Lacs. Le gouvernement américain refusa évidemment ces conditions en tant qu'atteinte à sa souveraineté, de sorte que la mission de Hammond eut des résultats limités.

La nouvelle de la déclaration de guerre de la France à la Grande-Bretagne arriva aux États-Unis en avril 1792 et prit le gouvernement par surprise. En vertu du traité de 1778, les États-Unis étaient les alliés perpétuels de la France et, par conséquent, obligés de lui prêter leur appui. Pourtant, malgré de forts sentiments francophiles au sein de la population américaine, rares étaient ceux qui voulaient se jeter dans le borborygme des guerres européennes, d'autant plus que la jeune République n'avait pas encore de marine. La neutralité était la seule politique raisonnable ; même des adversaires aussi acharnés que Hamilton et Jefferson s'accordaient sur ce point. Le premier était partisan de déclarer nulle et non avenue l'alliance avec la France car elle avait été conclue avec la monarchie, désormais disparue. De son côté, Jefferson recommandait avec insistance d'éviter l'imbroglio de la guerre et de se servir de l'alliance comme moyen de négociation avec la Grande-Bretagne. Le président Washington ne choisit aucune de ces deux options. Le 22 avril 1793, il signa une proclamation de neutralité qui déclarait les États-Unis « amis et impartiaux envers les puissances belligérantes » et avertissait les citoyens américains qu'ils risquaient des poursuites s'ils « encourageaient les hostilités » ou participaient à d'autres actions non neutres<sup>54</sup>. Washington suivit cependant le conseil de Jefferson de reconnaître la nouvelle République française. Au printemps 1793, le citoyen Edmond-Charles Genêt, nouvel ambassadeur de France aux États-Unis, débarqua à Charleston, en Caroline du Sud, et

fut accueilli avec enthousiasme tout le long de son voyage jusqu'à Philadelphie. Cependant, les actions de Genêt et le radicalisme croissant du gouvernement français ne tardèrent pas à décourager cette bonne volonté ; pour beaucoup d'Américains, ce qui se passait en France évoquait leurs pires cauchemars d'anarchie et d'ochlocratie (gouvernement où le pouvoir est aux mains de la foule, la multitude, la populace). Les conversations sur les causes française et britannique galvanisaient et divisaient l'opinion publique américaine. En juillet 1793, incapable de conserver son influence politique sur l'administration de Washington et aigri par ses luttes idéologiques avec Hamilton, Jefferson démissionna de ses fonctions de secrétaire d'État.

Au début de la guerre, la Grande-Bretagne informa le gouvernement américain qu'elle saisirait les biens de l'ennemi où qu'elle les trouverait, y compris en haute mer, à bord de navires appartenant à des pays neutres. Ainsi, un décret du 8 juin 1793 donna pour instruction aux commandants de la marine britannique d'appréhender tous les navires neutres à destination des ports français avec des cargaisons de blé ou de farine à bord<sup>55</sup>. Début novembre fut rendu public un autre décret encore plus drastique, qui ordonnait à la flotte britannique d'« arraisonner et retenir tous les bateaux chargés de marchandises produites dans toute colonie appartenant à la France ou transportant des provisions ou autres fournitures pour l'usage d'une de ces colonies<sup>56</sup> ». En arrivant aux Antilles, les capitaines britanniques s'en prirent donc à la flotte marchande américaine qui commerçait avec les îles françaises ; plusieurs centaines de navires américains furent ainsi confisqués dans les Caraïbes début 1794. La nouvelle des agressions britanniques contre le transport maritime américain parvint à Philadelphie en mars, en même temps qu'un rapport selon lequel, dans la vallée de l'Ohio, des troupes britanniques armaient des Indiens qui attaquaient les colons américains. Une crise se préparait entre la Grande-Bretagne et les États-Unis.

En avril 1794, Washington nomma John Jay, président de la Cour suprême, émissaire spécial en Grande-Bretagne, avec pour instructions de négocier et de résoudre les principaux désaccords<sup>57</sup>. Pendant les six mois suivants, Jay mena avec les Britanniques des négociations de grande envergure qui aboutirent à la

conclusion d'un traité d'amitié, de commerce et de navigation, le traité de Londres, signé le 19 novembre 1794. Il satisfaisait certaines exigences américaines, notamment des droits limités de commercer avec les Antilles britanniques accordés aux marchands américains, le retrait de l'armée britannique des forts du Territoire du Nord-Ouest, situé à l'ouest de la Pennsylvanie et au nord-ouest de l'Ohio, et des réparations pour les saisies de navires et de cargaisons américaines en 1793 et 1794. Les parties convenaient de soumettre à arbitrage les litiges portant sur les dettes de guerre et la frontière entre les États-Unis et le Canada. Mais les Américains firent aussi d'importantes concessions, notamment en souscrivant à la définition plus limitative donnée par les Britanniques aux droits des pays neutres et en accordant à la Grande-Bretagne le statut de la nation la plus favorisée dans le commerce américain<sup>58</sup>. Le traité était favorable à la Grande-Bretagne, mais, selon les mots de l'historien américain Joseph Ellis, c'était aussi « un marché judicieux pour les États-Unis. Il misait en effet sur l'Angleterre plutôt que sur la France en tant que future puissance européenne hégémonique, ce qui se révéla prophétique<sup>59</sup> ».

Les termes du traité de Londres suscitèrent l'indignation aux États-Unis et donnèrent lieu à un débat si vif que d'aucuns redoutèrent une vague de luttes intestines. Les républicains-démocrates, favorables à la France, dénoncèrent le traité et exigèrent « un système direct d'hostilité commercial envers la Grande-Bretagne », au risque de déclencher une guerre<sup>60</sup>. Les Fédéralistes se montraient beaucoup plus réceptifs au traité, mais même eux étaient déçus par les restrictions imposées à leurs droits commerciaux dans les Antilles britanniques. Le Sénat débattit du traité à huis clos et donna son consentement le 24 juin 1795. La nouvelle de la signature du traité de Londres incita le gouvernement français à suspendre les relations diplomatiques avec les États-Unis. Cette décision fut encore confortée lorsqu'en octobre de la même année, le ministre américain en Espagne, Thomas Pinckney, négocia le traité de San Lorenzo qui fixait la frontière américaine au 31<sup>e</sup> parallèle, renforçant les droits commerciaux des États-Unis à La Nouvelle-Orléans, en Louisiane espagnole, et ouvrant l'accès aux Caraïbes par le Mississippi<sup>61</sup>. En réaction,

la France commença à saisir les bateaux américains qui commerçaient avec la Grande-Bretagne, estimant que le transport maritime américain à destination des ports britanniques pouvait être considéré comme de la contrebande susceptible de saisie. À l'été 1797, les corsaires et les navires de guerre français opérant dans les Caraïbes et le long de la côte américaine avaient saisi plus de 300 bateaux.

Dès qu'il fut investi second président des États-Unis, John Adams entreprit rapidement de rétablir les relations avec la France. Cependant, une tentative diplomatique d'accord conduisit à la triste affaire XYZ, dans laquelle des agents français demandèrent qu'un prêt de 6 millions de dollars fût accordé à la France ainsi qu'un dessous-de-table de 250 000 dollars comme condition préalable à toute discussion sérieuse. Les exigences françaises provoquèrent un tollé général, et le représentant de la Caroline du Sud proclama : « Des millions pour la défense, mais pas un penny comme tribut<sup>62</sup>. » L'indignation des Américains n'eut pourtant pas pour effet une guerre totale entre les États-Unis et la France. Le Congrès suspendit les relations commerciales avec la France et autorisa la capture des navires français armés en créant à cette fin un département spécial de la marine. L'US Navy naissante et les corsaires américains se lancèrent dans une guerre non déclarée contre les navires français, principalement au large de la côte américaine et dans les Caraïbes. Au cours de cette « Quasi-guerre », comme on l'appela, on assista à de multiples actions des corsaires, mais à peu d'engagements importants de la marine<sup>63</sup>. En 1799, les bateaux français avaient été chassés des côtes américaines et les corsaires français en grande partie éliminés des Antilles. Ce résultat était en partie dû à la reconnaissance par la France de la faiblesse de sa marine à la suite de ses défaites face à la Royal Navy. En 1800, le Premier consul Napoléon Bonaparte amorça un changement de politique et ouvrit des négociations avec les États-Unis. Le traité de Mortefontaine (septembre 1800) mit fin à la Quasi-guerre et rétablit des relations diplomatiques et commerciales normales entre les États-Unis et la France. Plus essentiel encore peut-être, elle ouvrit la voie à l'achat de la Louisiane moins de trois ans après<sup>64</sup>.

## La formation de la Grande Nation

LES CINQ ANNÉES DE 1797 à 1802 orientèrent de manière décisive le cours de l'histoire européenne. La France en sortit triomphante et se lança dans une rapide expansion territoriale en Europe, d'abord sous couvert de libérer les peuples opprimés. De même que les défaites de 1793-1794 avaient exercé une profonde influence sur l'orientation des bouleversements révolutionnaires en France, l'euphorie provoquée par les victoires de 1797-1802 façonna la manière de penser des chefs de file révolutionnaires et du peuple français, et les amena à tourner leur regard au-delà des frontières du pays. Cela marqua un tournant dans le processus de redéfinition du « nouvel ordre mondial », ordre qui désormais n'était plus fondé sur des relations entre monarches<sup>1</sup>. Durant ces cinq années, la politique étrangère française ne fut pas « discrète, spécialisée et secondaire relativement aux questions intérieures de la période », comme l'a écrit un historien français, mais plutôt le résultat d'un débat public<sup>2</sup>. Une polémique fit rage dans la presse sur la question de savoir que faire des territoires récemment conquis, en particulier de l'Italie, et sur celle de la légitimité des actions françaises dans ces régions<sup>3</sup>. Ces débats mirent en évidence les divisions de l'opinion française, certains prônant un retour aux anciennes frontières tandis que d'autres souhaitaient étendre la souveraineté de la France jusqu'à ce qui était de plus en plus considéré comme ses « frontières naturelles » : le Rhin, les Alpes et les Pyrénées<sup>4</sup>.

Comme nous l'avons vu au chapitre 3, la campagne d'Italie du général Bonaparte mit fin à la guerre de la Première Coalition

selon des termes avantageux pour la France. Le gouvernement profita évidemment de cette heure de gloire pour mener une politique étrangère plus agressive, croyant que la guerre était devenue indispensable pour soutenir l'armée et l'État, ainsi que pour ne pas maintenir dans l'inaction des chefs de guerre dont les ambitions ne se limitaient manifestement pas à la sphère militaire<sup>5</sup>. Les Français occupèrent Rome et les États pontificaux en février 1798, puis la Suisse en avril. La décision de réorganiser ces États satellites en républiques sœurs permit de redéfinir le discours politique français et de justifier la poursuite de l'expansion du pays et son ingérence dans les États voisins<sup>6</sup>.

Les victoires militaires et les exigences financières de la France, la politique locale des territoires récemment occupés : tout cela contribua à acheminer sa politique étrangère vers la notion de « Grande Nation », qui visait à concilier l'ambition de libérer d'autres peuples de la « tyrannie » et la nécessité de protéger les intérêts de l'État français, même si ceux-ci divergeaient de plus en plus des aspirations des patriotes locaux. Il s'agissait là d'une évolution importante, car elle aboutissait implicitement à la subversion des principes révolutionnaires initiaux de liberté et de républicanisme, ainsi qu'au soutien des revendications géopolitiques ambitieuses et de la politique impérialiste française. Dès 1797, le général Louis Desaix notait dans son journal, à propos de Bonaparte, que « le général a une grande et habile politique : c'est de donner à tous ces gens-là une grande idée de la nation française<sup>7</sup> ». Il allait l'appliquer à une échelle mondiale, à commencer par la plus grande ennemie de la France.



À la fin de la guerre de la Première Coalition, pour la première fois le gouvernement révolutionnaire français pouvait envisager d'envahir la Grande-Bretagne, menace qui allait mobiliser des ressources militaires et navales britanniques considérables au cours de la décennie suivante.

Fin 1796, le Directoire organisa l'expédition d'Irlande, à laquelle participèrent plus de quarante navires et quelque 15 000 soldats, sous le commandement du général Lazare Hoche,



pour soutenir la Société des Irlandais unis et chasser les Britanniques de l'île. Ce « pays malheureux », comme le qualifiait le journal officiel français, servait depuis longtemps de « laboratoire expérimental de la colonisation britannique » et souffrait fort de l'hégémonie anglo-protestante fermement établie depuis la conquête de l'Irlande par Cromwell au milieu du XVII<sup>e</sup> siècle<sup>8</sup>. Cinq fois plus nombreux que les anglo-protestants, les Irlandais représentaient la grande majorité de la population, mais étaient dépossédés de leur terre et se voyaient interdire l'accès à certaines professions ainsi qu'à toute participation politique. La Révolution française eut un effet considérable sur l'Irlande. En 1791, les Irlandais presbytériens et catholiques se rassemblèrent pour former la Société des Irlandais unis, dirigée par Theobald Wolfe Tone, un avocat protestant de Dublin<sup>9</sup>. Influencés par les idéaux révolutionnaires français, les Irlandais unis réclamèrent l'émancipation des catholiques et des réformes politiques et économiques importantes ; certains membres radicaux envisageaient même une République irlandaise indépendante, libre de toute ingérence anglaise<sup>10</sup>.

Pendant les trois premières années de la Révolution française, les Irlandais unis publièrent des journaux et des centaines de brochures qui exprimaient sans ambages leur sympathie pour les révolutionnaires français. Tout cela perturbait évidemment le gouvernement britannique, surtout après le déclenchement de la guerre entre la Grande-Bretagne et la France en février 1793, moment auquel il finit par voir dans les Irlandais unis des traîtres potentiels. En 1793, les autorités britanniques adoptèrent plusieurs lois visant la Société avant de l'interdire complètement en 1794. Les Irlandais unis, condamnés à la clandestinité, continuèrent la lutte. Ces mesures sévères n'eurent pour effet que de radicaliser les membres de la Société, qu'ils réorganisèrent au cours des trois années suivantes, la transformant en une organisation militarisée qui prépara une rébellion dont la France avait hâte de tirer parti<sup>11</sup>.

Après s'être mobilisés à Brest, les Français lancèrent l'opération en décembre 1796, au milieu d'un des hivers les plus rigoureux du XVIII<sup>e</sup> siècle. Ayant mis le cap sur la baie de Bantry, la flotte française souffrit beaucoup des intempéries, qui empêchèrent un débarquement amphibie en Irlande. En moins d'une semaine,

l'expédition fut rappelée, une douzaine de navires français capturés et plus de 2 000 hommes perdus. L'invasion avait échoué, à cause non de la marine britannique mais du mauvais temps, des médiocres qualités des marins et des piètres décisions des Français. Elle avait cependant révélé des faiblesses dans les défenses britanniques, au vu notamment des mutineries continuelles au sein de la marine royale, à cause de la paye dérisoire des matelots et des conditions de vie à bord.

Un an et demi plus tard, la France organisait une nouvelle expédition pour soutenir une rébellion locale en Irlande. Le soulèvement commença autour de Dublin, mais s'étendit rapidement au comté de Wexford, dans le sud-est du pays. Le 29 mai, les Irlandais unis prirent d'assaut la ville d'Enniscorthy, puis réussirent à s'emparer de celle de Wexford. La révolte ne tarda pas à gagner d'autres régions, dont les comtés d'Antrim et de Down, où les rebelles se regroupèrent sous la direction de Henry McCracken et Henry Munro. Les Irlandais espéraient un soutien militaire français, mais ne l'obtinrent pas. Les victoires britanniques de Ballynahinch (près de Belfast), New Ross, Bunclody (toutes deux situées dans le comté de Wexford) et Arklow (dans le comté de Wicklow) neutralisèrent la rébellion. McCracken et Munro furent arrêtés et exécutés sans véritable procès. Tone, capturé lui aussi, se suicida en prison<sup>12</sup>.

La rébellion irlandaise semblait terminée lorsque, le 22 août 1798, une force expéditionnaire française, commandée par le général Jean Joseph Humbert, débarqua à Kilcummin. Les Français continuaient de considérer l'Irlande comme un point faible de la Grande-Bretagne, tandis que les Irlandais espéraient toujours un soutien français dans leur lutte contre la domination britannique. En arrivant, les troupes françaises occupèrent la ville de Killala, où elles hissèrent un drapeau vert portant le slogan « *Erin go Bragh* » (l'Irlande pour toujours) et une harpe sans couronne, invitant ainsi les rebelles irlandais à « affirmer leur liberté » face à la monarchie britannique et à se joindre aux Français libres, « venus dans le seul but de les rendre indépendants et heureux<sup>13</sup> ». Les Français remportèrent une petite victoire sur les Britanniques à Castlebar, qui encouragea beaucoup d'Irlandais à

reprandre la résistance. Humbert réclama des renforts, qui n'arrivèrent pas à cause, une fois encore, du mauvais temps dans l'Atlantique. Pendant ce temps-là, les troupes britanniques commandées par Charles Cornwallis, lord lieutenant de l'Irlande, convergèrent sur celles de Humbert, qui furent battues à Ballinamuck (le 8 septembre) et à Killala (le 23 septembre) et durent se rendre. La défaite de Humbert marqua la fin de la rébellion, qui avait entraîné la mort d'une vingtaine de milliers d'Irlandais et anéanti les espoirs d'indépendance irlandais.



L'Irlande n'était qu'une cible parmi d'autres dans la stratégie adoptée par la France pour résoudre le casse-tête qui consistait à vaincre les Britanniques sans pour autant obtenir la maîtrise des mers. L'Égypte en était une autre. À cheval sur l'isthme reliant l'Afrique et l'Asie, elle constituait l'un des axes des intérêts internationaux de la France. Suite à la perte de l'Inde et de l'Amérique du Nord durant la guerre de Sept Ans, la présence de la France en Méditerranée orientale revêtait une importance beaucoup plus grande qu'auparavant. L'Égypte pouvait faire office de maillon crucial entre les intérêts français dans le Levant et ses visées impérialistes en Asie, tout en procurant de nouveaux liens avec l'Arabie, l'Afrique du Nord et l'Afrique de l'Est. L'idée d'établir une présence française en Égypte et dans le Levant modelait la pensée stratégique française depuis le règne de Louis XV, mais c'est pendant les guerres révolutionnaires que la France fit des efforts tangibles pour la mettre en pratique<sup>14</sup>.

L'Égypte était sous souveraineté ottomane depuis le début du XVI<sup>e</sup> siècle, mais elle n'était pas complètement étrangère aux intérêts français. Les commerçants français y étaient bien présents depuis le XV<sup>e</sup> siècle, et la France bénéficiait avec les Ottomans de relations remontant au XVI<sup>e</sup> siècle, époque à laquelle les deux États s'étaient alliés dans leur lutte contre le Saint Empire romain germanique<sup>15</sup>. Si, au fil des siècles, beaucoup de pays européens avaient conclu des accords et envoyé des ambassadeurs à la cour du Grand Turc, la France avait été la nation la plus nettement favorisée. Les Français furent les premiers à signer un accord

commercial avec les Ottomans. Les marchands français commerçaient activement, investissaient beaucoup dans l'économie ottomane et, à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, les catholiques romains résidant dans l'Empire ottoman étaient placés sous protection française. Durant la guerre russo-ottomane de 1768-1774, la France prit parti pour les Ottomans. Bien qu'elle n'ait pu fournir aucune aide matérielle, c'était la seule puissance européenne sur laquelle le sultan pensait pouvoir compter.

L'Égypte ressentit les répercussions de la Révolution avant même que les troupes françaises ne débarquent dans le pays. Moins d'un an après le début de la Révolution, le consul français d'Alexandrie se lamentait de la propagation d'« une épidémie d'insubordination et de licence » apportée par les marins français dans la communauté française d'Égypte<sup>16</sup>. En 1790, ils organisèrent même une grande mutinerie contre leurs capitaines et exigèrent l'adoption de réformes révolutionnaires ; les plus radicaux d'entre eux mirent sur pied une « garde nationale » au Caire et prirent contact avec les autorités locales pour obtenir l'autorisation de construire un temple de la Raison<sup>17</sup>. Mais Ismaël Bey, le *sheik al-balad* mamelouk qui gouvernait l'Égypte pour le compte des Ottomans et était bien disposé à l'égard des Français, mourut au Caire en 1791, victime d'une épidémie<sup>18</sup>. Ses rivaux, les mamelouks géorgiens Ibrahim Bey et Mourad Bey, s'emparèrent du pouvoir et s'en prirent aux Français pour avoir participé à l'intervention ottomane qui les avait écartés du pouvoir<sup>19</sup>. En 1795, les Français déploraient le fait que « depuis la Révolution française, et surtout depuis le renversement de la monarchie, les ennemis du peuple français se sont agités, en Égypte, avec autant d'acharnement que dans tous les points de l'Europe<sup>20</sup> ». Une fois la monarchie française renversée, d'aucuns avaient soutenu que les Français ne bénéficiaient plus des protections et privilèges concédés en vertu d'accord antérieurs. Les commerçants français d'Égypte adressèrent à Paris des plaintes continues et réclamèrent une intervention. « Pouvions-nous cependant rester en Égypte dans une position aussi humiliante ? et la République française, déjà habituée aux triomphes, devait-elle supporter cette humiliation ? Pouvait-elle oublier ce qu'elle devait à la dignité nationale, autant qu'à l'intérêt du commerce<sup>21</sup> ? »

La dénonciation par les marchands français du despotisme mamelouk et leurs demandes d'intervention énergique contribuèrent beaucoup à façonner la politique officielle française à l'égard de l'Égypte. Le consul français Charles Magallon inonda le ministère des Affaires étrangères de demandes de compensation pour les pertes subies en Égypte, et, entre autres suggestions, il proposait un plan de coup d'État militaire et l'établissement de « comptoirs commerciaux armés » à Alexandrie et au Caire pour faire valoir et protéger à distance les intérêts français. Bien que le projet de Magallon ait rapidement été mis en sommeil, il fut ensuite défendu par le ministre français des Affaires étrangères Charles-Maurice de Talleyrand et le général Napoléon Bonaparte<sup>22</sup>. Au cours de sa campagne triomphale d'Italie de 1796-1797, Bonaparte avait déjà commencé à regarder vers l'est : non seulement il avait occupé les îles Ioniennes, mais il avait envoyé une mission auprès des Maniates (des Grecs du Péloponnèse) et un agent à l'ambitieux Ali, pacha de Janina, qui défiait de plus en plus ouvertement les autorités centrales ottomanes.

À part cela demeurait la question de la lutte contre la Grande-Bretagne. La marine française étant trop faible pour affronter directement la marine britannique, et une invasion de la Grande-Bretagne étant hors de question au lendemain des triomphes britanniques de Saint-Vincent et de Camperdown, le gouvernement français continuait de chercher d'autres moyens de nuire aux intérêts de l'ennemi. Durant l'été 1797, le ministère des Affaires étrangères rédigea trois rapports sur une possible coopération avec des princes indiens contre les Britanniques<sup>23</sup>. L'Égypte figurait en bonne place dans ces diverses propositions, Bonaparte déclarant au Directoire en août 1797 que « pour détruire véritablement l'Angleterre, il faut nous emparer de l'Égypte<sup>24</sup> ». L'occupation de celle-ci renforcerait la présence française en Méditerranée orientale et jouerait le rôle de tremplin pour des visées plus ambitieuses en Asie. Au printemps 1798, le Directoire envisagea sérieusement de monter une expédition en Égypte, qui semblait vulnérable et offrirait des avantages considérables. Le pays, au sol riche et fertile, serait une source précieuse de denrées et viendrait compenser la perte de Saint-Domingue<sup>25</sup>. Les propositions de ce genre entraient dans le cadre d'une « mission

recivilisatrice » qui rendrait à l'Égypte sa splendeur passée. Dans le droit fil des débats de l'époque des Lumières sur le « despotisme oriental », elles incarnaient l'éthos révolutionnaire contre la dictature et la tyrannie<sup>26</sup>. Dans son mémoire adressé au Directoire, Talleyrand exprimait cette idéologie d'un colonialisme bienveillant lorsqu'il expliquait que « l'Égypte fut une province de la République romaine ; il faut qu'elle le devienne de la République française. La conquête des Romains fut l'époque de la décadence pour ce beau pays ; la conquête des Français sera celle de sa prospérité ».

En mars 1798, le Directoire prit la décision officielle de lancer la campagne d'Égypte et nomma Bonaparte commandant en chef de l'armée d'Orient. Celui-ci reçut pour instructions d'occuper d'abord Malte avant d'entreprendre la conquête de l'Égypte. Une fois l'occupation de cette dernière menée à bien, il devait établir des communications avec l'Inde et garantir « à la République française la possession exclusive de la mer Rouge », qui faciliterait ensuite « l'expulsion des Anglais d'Orient » et une future expédition française en Inde<sup>27</sup>.

Avec une célérité et une discrétion remarquables, Bonaparte se lança dans les préparatifs de l'expédition<sup>28</sup>. L'armée d'Orient tout entière fut prête au départ en moins de onze semaines, au lieu des longs mois habituellement nécessaires pour rassembler une armée. Bonaparte avait à sa disposition une force d'environ 36 000 soldats, dont la plupart avaient fait partie de l'armée d'Italie. La flotte destinée à la transporter était tout aussi puissante : quelque 13 000 marins répartis entre trois cents navires, dont treize de ligne sous le commandement de l'amiral François-Paul, comte de Brueys<sup>29</sup>. Cette énorme opération allait être lancée depuis plusieurs ports d'embarquement : Toulon, Marseille, Gènes, Ajaccio et Civitavecchia. Le caractère exceptionnel de cette campagne réside dans l'important contingent de savants invités à se joindre à l'expédition par Bonaparte. Parmi eux se trouvaient les mathématiciens Gaspard Monge et Étienne-Louis Malus, les chimistes Jacques Conte et Claude Berthollet, le géologue Déodat Gratet de Dolomieu et le naturaliste Étienne Geoffroy Saint-Hilaire.

L'intense activité des Français à Toulon avait attiré l'attention des Britanniques, dont l'escadre commandée par le contre-amiral sir Horatio Nelson était déployée dans l'ouest de la Méditerranée. Ce fut un coup de chance pour les Français qu'une tempête eût dispersé et endommagé les navires britanniques à la mi-mai. Le temps de réparer les dégâts, les Français étaient déjà partis pour l'Égypte. Le premier objectif de Bonaparte était Malte, une île stratégiquement située au sud de la Sicile, dont la possession était essentielle à la présence française en Méditerranée.

Bonaparte arriva à Malte le 9 juin et s'empara de l'île sans grande résistance de la part des chevaliers de Malte (anciennement ordre de Saint-Jean de Jérusalem, appelé aussi ordre des Hospitaliers), qui gouvernaient l'île depuis 1530<sup>30</sup>. La rapidité de la conquête française fut permise non seulement par la supériorité des forces armées à la disposition de Bonaparte, mais aussi par une conspiration parmi les chevaliers que le général français avait contribué à fomenter avant même de quitter la France ; lorsque les Français jetèrent l'ancre au large de Malte, les conspirateurs (tous chevaliers français) avaient d'ores et déjà sapé la résistance de l'Ordre. Il capitula le 11 juin, et les chevaliers furent expulsés de l'île ; leur chef, Ferdinand von Hompesch zu Bolheim, se vit offrir une principauté allemande et une généreuse pension.

Après que ses troupes eurent sécurisé l'île, Bonaparte réorganisa le gouvernement local et l'Église catholique maltaise, nationalisa les terres des chevaliers, abolit l'esclavage et tous les vestiges du féodalisme, et instaura de nouveaux systèmes éducatif et fiscal<sup>31</sup>. Les Français saisirent en outre l'immense trésor des chevaliers, censé rembourser le coût de l'expédition<sup>32</sup>. L'occupation de Malte témoigne par ailleurs d'un manque de considération pour la mentalité des insulaires, qui regardaient les occupants avec suspicion et se plaignaient, comme le rapporta un chevalier, de ce qu'« un acte d'une telle violence n'ait même pas été commis par les [Ottomans] à Rhodes<sup>33</sup> ». La population locale était particulièrement indisposée par les contributions forcées et l'augmentation des impôts, ainsi que par le changement des termes des baux et le mauvais traitement infligé à l'Église catholique. Moins de trois mois après le départ de Bonaparte, la majeure

partie de Malte s'était révoltée et la garnison française dut se retrancher dans La Valette, où elle resta assiégée pendant deux ans<sup>34</sup>.

La prise de Malte par les Français ne fit que renforcer la détermination de Paul I<sup>er</sup>, l'empereur de Russie, qui avait hérité de la couronne impériale en novembre 1796. Dans sa jeunesse, il avait étudié l'histoire des chevaliers de Malte et les avait idéalisés. À ses yeux, ils représentaient un ordre modèle susceptible d'instiller devoir, piété et obéissance au service de Dieu et du souverain, contrebalançant ainsi les idées nouvelles venues de la France révolutionnaire. Sa première initiative consista à convaincre le prieur russe de l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem de déposer Hompesch zu Bolheim, le grand maître de l'Ordre, et de se faire élire à sa place. Revêtu du manteau de protecteur de Malte, Paul entreprit ensuite de négocier avec les Ottomans une alliance, qui garantissait l'entrée en guerre de la Russie contre la France<sup>35</sup>.

Bonaparte, parti de Malte pour Alexandrie le 18 juin, faillit être intercepté dans la nuit du 22 au 23 juin par les navires de Nelson lancés à sa poursuite. Le 1<sup>er</sup> juillet, après six semaines de mer, l'armée d'Orient arriva au large de la côte égyptienne et commença à débarquer à quelques kilomètres à l'ouest d'Alexandrie.

À la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, l'Égypte était gouvernée par les mamelouks depuis plus de cinq cents ans. C'était une caste de guerriers formée de jeunes garçons non musulmans qui avaient été enlevés dans leur prime enfance, vendus sur le marché aux esclaves, convertis à l'islam et entraînés comme cavaliers. Bien que nominalement vassaux de l'Empire ottoman depuis 1517, ils profitèrent de son déclin au milieu du XVII<sup>e</sup> siècle pour acquérir une autonomie considérable sous la houlette de mamelouks géorgiens, d'abord Ali Bey al-Kabir, puis Mourad Bey et Ibrahim Bey<sup>36</sup>.

L'armée française débarqua à Alexandrie le 2 juillet 1798 et battit aisément la cavalerie mamelouke, encore très moyenâgeuse. Après avoir pris Alexandrie, Bonaparte engagea le combat avec les mamelouks à Chebreiss le 13 juillet et mit en déroute la principale armée ennemie commandée par Mourad Bey le 21 juillet, lors de la bataille des Pyramides, près du village